

République Démocratique du Congo

MINISTERE DES FINANCES



RAPPORT ANNUEL 2020

juillet 2022

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

AA	: Agent Auxiliaire
AGA	: Agent d'Administration
AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor
AMR/B	: Avis de Mise en Recouvrement/DGI
ASBL	: Association Sans But Lucratif
ATA	: Attaché d'Administration
BCeCO	: Bureau Central de Coordination
CA	: Chiffre d'Affaires
CAR	: Commission d'Assiette et de Recouvrement
CB	: Chef de Bureau
CD	: Chef de Division
CDF	: Franc Congolais
CDI	: Centre des Impôts
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COREF	: Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques
CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales
CTR	: Comité Technique de suivi et évaluation des Réformes
DESCOM	: Direction des Etudes, Statistiques et Communication
DG	: Directeur Général
DGA	: Directeur Général Adjoint
DGA/QAF	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières
DGA/QFR	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGBSG	: Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DIR	: Directeur
DIRAF	: Direction de l'Assiette Fiscale
DIREC	: Direction du Recouvrement
DIRINFO	: Direction de l'Informatique
DIV. GBSG	: Division de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DLEG	: Direction de la Législation
DP	: Directeur Provincial
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DRR	: Direction de la Recherche et des Recouvrements
DTO	: Direction du Trésor et Ordonnancement
DUI-K	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa

ENA	: Ecole Nationale d'Administration
ENAP	: Ecole Nationale d'Administration Publique
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FMI	: Fonds Monétaire International
HUISS.	: Huissier
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICA	: Impôt sur le Chiffre d'Affaires
ICDI	: Institut Canadien de Développement International
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations du personnel Expatrié
INPP	: Institut National de Préparation Professionnelle
IM	: Impôt Mobilier
IPPNR	: Impôt Professionnel sur les Prestations des services des Non-Résidents
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Nationaux
IPR/Exp.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IS	: Impôt des Sociétés
IRPP	: Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
MED	: Mise en Demeure de déclarer
NIF	: Numéro d'Identification Fiscale
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	: Objectifs du Développement Durable
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONEC	: Ordre National des Experts Comptables
ONEM	: Office National de l'Emploi
PFA	: Perspectives Fiscales Africaines
PM	: Personne Morale
PP	: Personne Physique
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SG	: Secrétaire Général
SMM	: Siègne Modélisé et Modernisé
SONAS	: Société Nationale d'Assurance
SYSCOHADA	: Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
T.O	: Taxation d'Office
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: Dollar des Etats-Unis.

SOMMAIRE

- I. Introduction
- II. Organigramme de la Direction Générale des Impôts
- III. Faits saillants
- IV. Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts
- V. Gestion des moyens mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts
- VI. Informatisation des Services
- VII. Plan de réformes et perspectives d'avenir

I. INTRODUCTION

Le présent rapport retrace l'essentiel des activités menées par la Direction Générale des Impôts au cours de l'année 2020, particulièrement influencée par l'apparition de la pandémie de la pneumopathie à coronavirus (COVID-19) qui a commencé au mois de mars 2020 et s'est poursuivie toute l'année.

L'année 2020 a débuté avec une atmosphère focalisée sur les stratégies à mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs des recettes de l'ordre de **CDF 6.266.978.166.256,00** assignés initialement à la DGI par la Loi de finances n° 019/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 qui a été élaborée dans un contexte particulièrement caractérisé :

- 1) Sur le plan politique, défense et sécurité, par les efforts de pacification du pays et la promotion de la réconciliation, la cohésion et l'unité nationale, le renforcement de l'autorité de l'État, la promotion de l'État de droit et de la démocratie ainsi que la redynamisation de la diplomatie du pays et la réhabilitation de son image de marque ;
- 2) Sur le plan économique, financier et social, par la mise en exergue de la lutte contre la corruption et les crimes économiques, l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances de l'État, l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'entrepreneuriat et de la classe moyenne, la diversification de l'économie et la création des conditions d'une croissance inclusive ;
- 3) Sur le plan de la reconstruction, par la vision de modernisation des infrastructures de base et l'aménagement du territoire national, la promotion et le développement des technologies de l'information et de la communication, la lutte contre le changement climatique et la création des conditions d'un développement durable ;
- 4) Sur le plan social et culturel, par le souci d'amélioration des conditions sociales, avec comme principaux axes : l'éducation et la santé, le développement du secteur de l'eau et de l'électricité, la lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale, l'autonomisation de la femme et la promotion de la jeunesse, de la culture, des arts, des sports et des centres de loisirs.

Elle a été sous-tendue par les principaux indicateurs macroéconomiques ci-après :

- Taux de croissance du PIB : 5,4% ;
- Déflateur du PIB : 7,3 ;
- Taux d'inflation moyen : 6,8% ;
- Taux d'inflation fin période : 6,5% ;
- Taux de change moyen : 1.687,4 FC/USD ;
- Taux de change fin période : 1.687,9 FC/USD ;
- PIB nominal : 97.683,7 milliards de FC ;
- Pression fiscale : 14,0%.

Pour l'exécution de cette Loi de finances, le législateur a édicté quelques mesures fiscales modifiant et complétant certaines dispositions législatives, qui se résument de la manière ci-dessous :

1. En matière d'Impôts cédulaires sur les revenus

- modification du barème d'imposition à taux progressifs de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) par l'actualisation de la première tranche de revenus imposables dont le taux passe de **0% à 3%** ;
- paiement de l'acompte de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises à la souscription de la déclaration autoliquidative, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus et l'acquittement du solde à l'aide d'un bordereau de versement, au plus tard le 30 avril de la même année ;
- augmentation du nombre d'acomptes provisionnels dus par les moyennes et les grandes entreprises de deux (02) à quatre (04), représentant chacun 20% de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts, que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation et versés à l'aide d'un bordereau de versement d'acomptes provisionnels, suivant le modèle fixé par l'Administration des Impôts, respectivement avant le 1^{er} juin, avant le 1^{er} août, avant le 1^{er} octobre et avant le 1^{er} décembre de l'année de réalisation des revenus imposables.

2. En matière de procédures fiscales

- droit reconnu aux agents de l'Administration des Impôts, munis d'un ordre de mission signé par le fonctionnaire compétent, de mener toutes opérations de recherche et d'investigation en vue de collecter des renseignements à incidence fiscale et de mettre en évidence les systèmes de fraude fiscale ;
- institution des amendes sanctionnant le défaut d'annexes à la déclaration de l'impôt professionnel sur les rémunérations afférente au dernier mois de l'année ;
- institution d'une amende sanctionnant le défaut de souscription, dans le délai, d'une déclaration créditrice de l'impôt sur les bénéfices et profits, en cas de régularisation après mise en demeure.

Par ailleurs, l'environnement socio-économique du pays a été affecté par les effets néfastes de la pandémie de la pneumopathie à coronavirus (COVID-19). Cette situation a occasionné un choc au cadre macroéconomique et à l'exécution de la Loi de finances de l'exercice 2020. En effet, la crise sanitaire due à cette pandémie a touché le marché des produits d'exportation de base de l'économie congolaise, notamment le cuivre, le cobalt et le pétrole se traduisant par la baisse des cours de ces derniers et la réduction, voire l'arrêt de la production dans certaines entreprises du pays.

A cet effet, outre les restrictions aux libertés publiques allant de la proclamation de l'Etat d'urgence, au confinement des populations, à la fermeture des frontières, à la suppression des activités sociales et à l'arrêt de la quasi-totalité des unités de production, le Gouvernement de la République a mis en place, depuis mai 2020, un Programme Multisectoriel d'Urgence pour

l'atténuation des impacts de la COVID-19 (PMUAIC-19), contenant un train de mesures socioéconomiques idoines touchant le commerce extérieur, la fiscalité ainsi que la production et la distribution des biens et services.

A la suite des conséquences désastreuses de cette pandémie de COVID-19 sur la vie sociale et sur l'économie nationale, l'autorité budgétaire était amenée à rectifier, à travers la Loi de finances rectificative n° 20/019 du 24 décembre 2020 pour l'exercice 2020, les objectifs des recettes de la DGI de **CDF 6.266.978.166.256,00** à **CDF 3.122.409.623.723,69**.

Ces objectifs des recettes de la DGI revus ont été obtenus suite à la révision des principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques révisés comme suit :

- Taux de croissance du PIB : -1,7% ;
- Déflateur du PIB : 7,6 ;
- Taux d'inflation moyen : 13,0% ;
- Taux d'inflation fin période : 21,5% ;
- Taux de change moyen : 1.852,60 FC/USD ;
- Taux de change fin période : 2.032,20 FC/USD ;
- PIB nominal : 94.240,63 milliards de FC ;
- Pression fiscale : 6,7%.

C'est dans cet environnement socio-économique que la DGI a, au cours de l'année 2020, mené ses activités pour la réalisation des objectifs des recettes de l'ordre de **CDF 3.122.409.623.723,69** lui assignés dans le cadre de la Loi de finances rectificative énoncée ci-avant, dont **CDF 3.029.242.915.535,69** au titre des recettes hors IBP des Pétroliers producteurs et **CDF 93.166.708.188,00** au titre d'IBP des Pétroliers producteurs.

Aussi, la mise en œuvre de toutes les stratégies développées par l'Administration fiscale au cours de l'année 2020, a permis la réalisation des recettes globales de **CDF 3.655.402.442.779,05** contre les assignations budgétaires de **CDF 3.122.409.623.723,69**, dégageant ainsi un écart positif de **CDF 532.992.819.055,36** et un taux d'exécution de **117,07%**.

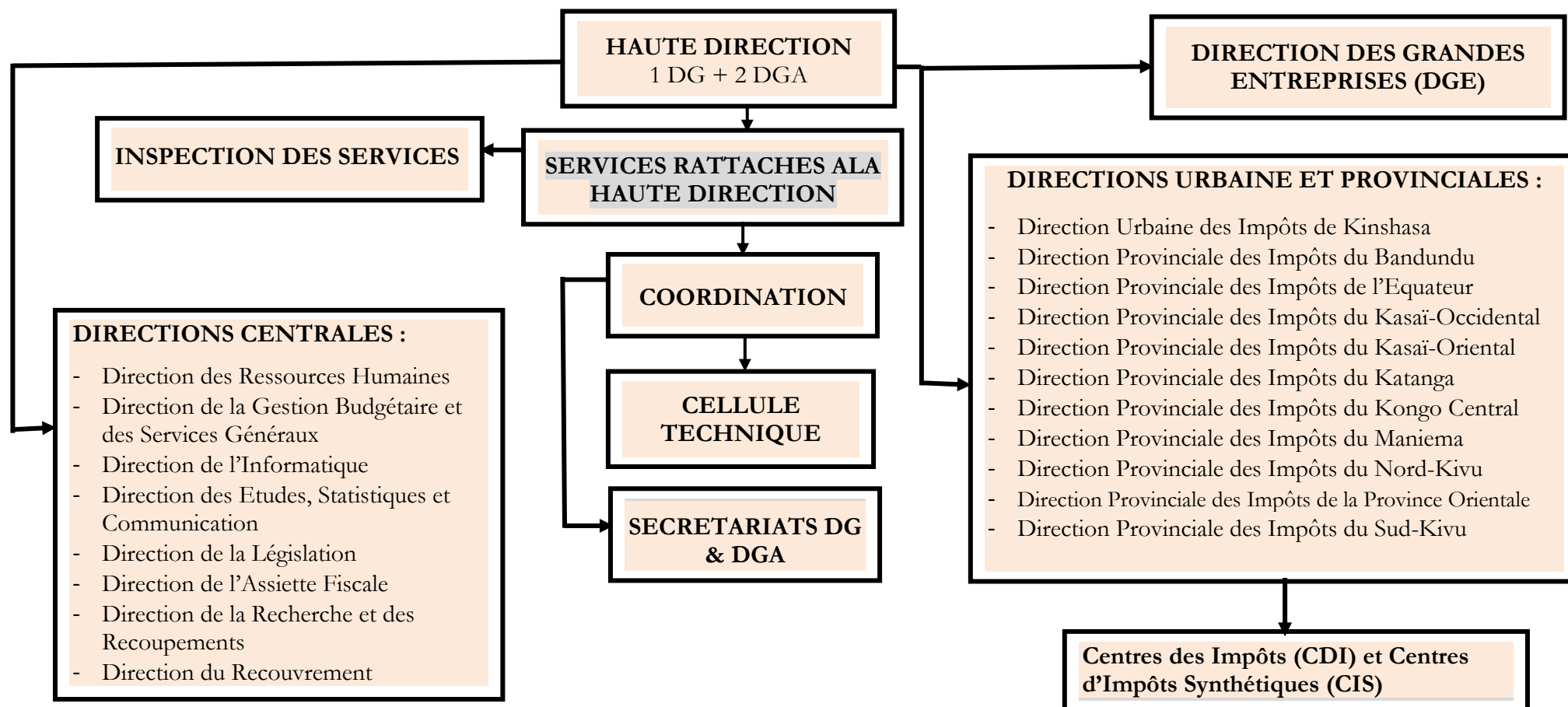
Ces recettes sont ventilées de la manière suivante :

Recettes hors TVA	: CDF 2.350.138.667.212,10
Recettes TVA	: CDF 1.227.593.579.773,88
Recettes au titre d'IBP des Pétroliers producteurs	: CDF 77.670.195.793,07

Concernant les recettes hors IBP des Pétroliers producteurs de l'ordre de **CDF 3.577.732.246.985,98** (somme des recettes hors TVA et des recettes TVA), elles dégagent un écart positif de **CDF 548.489.331.450,29** comparativement aux prévisions budgétaires de **CDF 3.029.242.915.535,69**, soit un taux d'exécution de **118,11%**.

En ce qui concerne les recettes au titre d'IBP des Pétroliers producteurs, la DGI a réalisé **CDF 77.670.195.793,07** contre les assignations budgétaires de **CDF 93.166.708.188,00**, dégageant ainsi un gap de **CDF 15.496.512.394,93** soit un taux d'exécution de **83,37%**.

II. ORGANIGRAMME DE LA DGI



III. FAITS SAILLANTS DE L'ANNEE

Sans préjudice des actions quotidiennes de supervision et de coordination de l'ensemble des activités de la DGI, reprises dans le chapitre relatif à l'exécution des missions de la DGI, l'événement marquant à la DGI durant l'année 2020 a été la nomination de la nouvelle équipe dirigeante composée de Monsieur **Barnabé MUAKADI MUAMBA**, en qualité de Directeur Général des Impôts et des Messieurs **André NGOY YAV N'ZAM** et **Abdon ETINA BEKILE IPAN**, en qualité de Directeurs Généraux Adjoints, consécutivement à l'Ordonnance n° 20/048 du 08 juin 2020 portant nomination d'un Directeur Général et de deux Directeurs Généraux Adjoints de la Direction Générale des Impôts.

Toutefois, avant la passation de service intervenue le 16 juin 2020, l'intérim du Directeur Général des Impôts a été assumé par Monsieur **André NGOY YAV N'ZAM** pour la période allant du 27 août 2019 au 16 juin 2020.

IV. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

IV.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la DGI exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La DGI est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

IV.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION

Les actions menées par la Haute Direction visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales ainsi que la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.

IV.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, **SELE YALAGHULI**, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI au cours de l'année 2020. A ce titre, elle a impulsé les Services par la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des recettes à travers les réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement (CAR) tenues au début et à mi-parcours de chaque mois, et exécutées par les Services opérationnels chargés de la gestion quotidienne de l'impôt ainsi que ceux de l'Administration Centrale, chargés d'accompagner les Services opérationnels dans l'exécution de leurs missions.

Aussi, les réunions mensuelles de pilotage des missions d'Assiette et de Recouvrement ont-elles permis l'évaluation régulière des tâches techniques dévolues à chaque Service, les Services opérationnels en particulier.

Outre les réunions mensuelles de la CAR et du Comité de pilotage, les activités spécifiques suivantes ont été menées par la Haute Direction au cours de l'année 2020 :

- Réunion du 06 janvier 2020, de la Commission de passation des marchés Publics, sur «la réévaluation des lots 1 et 2 » du dossier DAO restreint n° 002/CGPMP/DGI/SP/2019 de fourniture des imprimés spécifiques et de valeur ;
- Réunion du 07 janvier 2020, avec l'Ordonnateur National Délégué de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (COFED), sur l'occupation par la COFED de quelques locaux de l'immeuble de l'Hôtel des Impôts ;

- Réunion du 14 janvier 2020 avec l'Association Congolaise des Banques, sur les modalités pratiques de remboursement des crédits de TVA ;
- Réunion du 22 janvier 2020, avec la société PROBUILT, sur l'évaluation des travaux entamés par celle-ci ;
- Réunion du 22 janvier 2020, avec quelques Directeurs sur l'analyse et la validation de l'imprimé « attestation Fiscale » pour le stock de l'exercice 2020 ;
- Réunion du 04 février 2020 avec les Délégués de l'Entreprise TOTAL sur la poursuite des discussions relatives à l'application des mesures d'exemption des taxes dans le cadre du partage de la production pétrolière ;
- Réunion du 16 février 2020 avec les membres de la Commission sur les contentieux, relative aux dossiers des Sociétés TEICHMANN, REGIDESO, GTL et AFRITRANS ;
- Participation à la Matinée fiscale organisée par les Régies Financières et la Fédération des Entreprises du Congo, le 21 février 2020, à l'Hôtel Pullman ;
- Séance de travail tenue le 09 mars 2020, dans son cabinet de travail, avec Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Réunions paritaires des 03 et 20 juillet 2020 avec la Délégation Syndicale de la DGI, sur la proposition d'octroi d'une prime de risque au personnel de l'Administration fiscale ayant assuré le service minimum pendant la période de la COVID-19 ;
- Réunion du 4 août 2020 avec les membres du Comité pédagogique permanent de la DGI, sur l'état des lieux des activités dudit Comité ;
- Réunions des 29 septembre et 05 octobre 2020 avec la Délégation syndicale de la DGI, sur la problématique de remboursement des souscriptions effectuées dans le cadre de construction des maisons du projet POOL MALEBO, pour les Cadres et Agents de la DGI ;
- Réunions des 27, 28, 29 et 30 octobre 2020, avec les Directions Centrales, la DGE, la DUIK ainsi que quelques Commissions permanentes de la DGI, sur la présentation des états des lieux par ces Services ;
- Réunion du 04 novembre 2020 avec la Commission chargée de la sélection des candidatures pour la participation aux formations en cycle long organisées par la Direction Générale des Finances publiques Française pour l'année 2020 – 2021 ;
- Réunion du 19 novembre 2020 avec la Commission des projets d'investissement et de moyens, pour examiner le dossier relatif au contrat de vente et du rapport du Ministère des Infrastructures sur la valeur vénale de l'immeuble portant le numéro 3226 du plan cadastral situé à Kinshasa dans la Commune de Kasa-Vubu;
- Réunion paritaire du 1^{er} décembre 2020 avec la Délégation Syndicale de la DGI, sur la préoccupation relative à l'utilisation de la ligne de crédit accordée à la DGI par la BCDC ;
- Réunion du 22 décembre 2020 sur la conclusion des travaux de la Commission chargée d'examiner les modalités de distribution des vivres de fin d'année 2020 au personnel de la DGI.

IV.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales

Le Directeur Général des Impôts a pris part aux réunions de suivi des services mobilisateurs des recettes, tenues régulièrement au Ministère des Finances, aux côtés des responsables de deux autres Régies financières à savoir la DGDA et la DGRAD.

Il a également pris part aux réunions de la Commission Interministérielle Permanente Economie et Finances du Gouvernement tenues à l'immeuble du Gouvernement.

Cependant, au regard de la situation sanitaire particulière de la pandémie de la pneumopathie à coronavirus (COVID 19), la Haute Direction n'a pris part, en présentiel, à aucune activité dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts.

IV.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales

Au cours de l'année 2020, la DGI n'a signé aucune convention fiscale internationale. Toutefois, deux projets de conventions fiscales de non double imposition et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les revenus, ont été en cours de négociation à la fin de l'année 2020, avec respectivement la République du Kenya et les Emirats Arabes Unis.

En outre, deux projets d'accords d'échanges de renseignements en matière fiscale, entre la République Démocratique du Congo et la République d'Argentine ainsi que la République de l'Inde, ont été sous examen à la clôture de l'année 2020.

IV.3. MISSION DE LEGISLATION FISCALE

Au cours de l'année 2020, quelques textes fiscaux ont été modifiés et complétés et plusieurs Notes de service ont été élaborées.

IV.3.1. Textes fiscaux

Quelques mesures fiscales proposées par la DGI et sanctionnées par les autorités compétentes à travers la Loi de finances rectificative n° 20/019 du 24 décembre 2020 pour l'exercice 2020, ont modifié et complété certaines dispositions de :

1. l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus
Articles modifiés et complétés : 84 et 89 ;
2. l'Ordonnance-Loi n°13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits
Article modifié et complété : 7 ;

3. la Loi n°006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes et précomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits
Article modifié et complété : 2 ;
4. la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales
Articles modifiés et complétés : 13, 46 bis, 93, 98
Articles créés : 24 quater, 29 bis, 29 ter, 29 quater
Article supprimé : 61.

IV.3.2. Notes de service

Plusieurs notes de service ont été élaborées pour assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire. Il s'agit de :

1. Note de service n° 01/0001/DGI/DG/EBA/2020 du 07 janvier 2020 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DGI ;
2. Note de service n° 01/0002/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 08 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de novembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
3. Note de service n° 01/0003/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 08 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
4. Note de service n° 01/0004/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 08 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle (des contribuables actifs) du mois de novembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
5. Note de service n° 01/0005/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 08 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
6. Note de service n° 01/0006/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2020 du 13 janvier 2020 portant publication de la 1^{ère} liste additionnelle des contribuables du CDI/Goma retenus au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
7. Note de service n° 01/0007/DGI/DG/DRH/NK/2020 du 13 janvier 2020 portant rappel des instructions relatives à l'allocation des primes et autres indemnités non permanentes ;
8. Note de service n° 01/0008/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;

9. Note de service n° 01/0009/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 28 février 2019 ;
10. Note de service n° 01/0010/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 janvier 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de décembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema, arrêté au 28 février 2019 ;
11. Note de service n° 01/0011/DGI/DG/DGE/EBA/2020 du 13 janvier 2020 portant affectation de quelques agents à la DGE ;
12. Note de service n° 01/0012/DGI/DG/DUIK/EBA/2020 du 13 janvier 2020 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DUIK ;
13. Note de service n° 01/0013/DGI/DG/DUIK/EBA/2020 du 13 janvier 2020 portant affectation de quelques agents à la DUIK ;
14. Note de service n° 01/0014/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/2020 du 13 janvier 2020 modifiant et complétant la Note de service n° 01/0171/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/2019 du 03 décembre 2019 portant organisation d'une session de formation des Vérificateurs Polyvalents ;
15. Note de service n° 01/0015/DGI/DG/CR/GM/2020 du 14 janvier 2020 portant mise en service d'un nouveau modèle de déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises ;
16. Note de service n° 01/0016/DGI/DG/DESCOM/TK/NB/2020 du 14 janvier 2020 portant mise en place d'un Comité de suivi du reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR) retenu à la source à charge des fonctionnaires, agents publics et membres des Institutions politiques nationales, provinciales et Assimilées ;
17. Note de service n° 01/0017/DGI/DG/CR/GM/2020 du 21 janvier 2020 portant mise en service d'un nouveau modèle de bordereau de versement du solde de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises ;
18. Note de service n° 01/0018/DGI/DG/CR/GM/2020 du 28 janvier 2020 portant diffusion de nouvelles mesures fiscales contenues dans la loi de finances n° 019/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 ;
19. Note de service n° 01/0019/DGI/DG/DLEG/BU/AL/2020 du 31 janvier 2020 portant création d'une Commission chargée de finaliser le projet d'Arrêté Ministériel relatif à l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ;
20. Note de service n° 01/0020/DGI/DG/CR/GM/2020 du 31 janvier 2020 portant diffusion de 32 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
21. Note de service n° 01/0021/DGI/DG/DLEG/INK/2020 du 04 février 2020 portant suivi des dossiers contentieux de la Direction Générale des Impôts en phase juridictionnelle ;

22. Note de service n° 01/0022/DGI/DG/DESCOM/NB/2020 du 05 février 2020 portant désignation de quelques membres du Comité de suivi du reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR) retenu à la source à charge des fonctionnaires, agents publics et membres des Institutions politiques, nationales, provinciales et Assimilés ;
23. Note de service n° 01/0023/DGI/DG/DRH/NK/2020 du 05 février 2020 portant affectation collective de quelques Agents de la DGI ;
24. Note de service n° 01/0024/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 06 février 2020 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à quatre (04) Sociétés ;
25. Note de service n° 01/0025/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 07 février 2020 portant diffusion de 20 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à vingt (20) Sociétés ;
26. Note de service n° 01/0026/DGI/DG/DUI-K/TIL/2020 du 21 février 2020 portant instructions relatives à la gestion de l'impôt sur les bénéfices et profits (IBP) à charge des Petites Entreprises ;
27. Note de service n° 01/0027/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
28. Note de service n° 01/0028/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
29. Note de service n° 01/0029/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
30. Note de service n° 01/0030/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
31. Note de service n° 01/0031/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;
32. Note de service n° 01/0032/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 28 février 2019 ;
33. Note de service n° 01/0033/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de janvier 2020 au répertoire

général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Bandundu, arrêté au 18 février 2019 ;

34. Note de service n° 01/0034/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 21 février 2020 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema, arrêté au 28 février 2018 ;
35. Note de service n° 01/0035/DGI/DG/DRH/KP/2020 du 21 février 2020 portant notification de l'admission sous Statut de quelques Agents de la DPI/Katanga ;
36. Note de service n° 01/0036/DGI/DG/DRH/KP/2020 du 21 février 2020 portant notification de l'admission sous Statut de quelques Agents de l'Administration Centrale ;
37. Note de service n° 01/0037/DGI/DG/DRH/KP/2020 du 21 février 2020 portant notification de l'admission sous Statut de quelques Agents de la DUIK ;
38. Note de service n° 01/0038/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/2020 du 27 février 2020 portant vulgarisation de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de Finances n° 19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 en faveur du personnel de la DGI ;
39. Note de service n° 01/0040/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/2020 du 13 mars 2020 portant appel à Candidature pour la formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts ;
40. Note de service n° 01/0041/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/2020 du 13 mars 2020 portant publication des résultats de sélection des candidats retenus à la formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts, session 2020 ;
41. Note de service n° 01/0042/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 17 mars 2020 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/CSPS/2020/004 du 21 février 2020 modifiant et complétant l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2016/001 du 21 janvier 2016 portant agrément de la SOCIETE NYUMBA YA AKIBA S.A au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariatstratégique sur les chaînes de valeur ;
42. Note de service n° 01/0043/DGI/DG/DLEG/MKE/2020 du 20 mars 2020 portant agrément de la Société MARSAVCO S.A au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
43. Note de service n° 01/0044/DGI/DG/CT/DRH/ANG/2020 du 25 mars 2020 portant dispositions administratives et sanitaires relatives au fonctionnement harmonieux des services dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 à la DGI ;
44. Note de service n° 01/0045/DGI/DG/DRH/KIS/2020 du 25 mars 2020 portant création d'un Comité de riposte contre la pneumopathie à Coronavirus (COVID-19) ;
45. Note de service n° 01/0046/DGI/DG/DESCOM/NRG/2020 du 27 mars 2020 portant actualisation de la composition des délégués de la Direction Générale des Impôts à la Commission mixte HOTEL DE VILLE DE KINSHASA-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ;

46. Note de service n° 01/0047/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 30 mars 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de février 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
47. Note de service n° 01/0048/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 30 mars 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
48. Note de service n° 01/0049/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 30 mars 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
49. Note de service n° 01/0050/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 30 mars 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de février 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 18 février 2019 ;
50. Note de service n° 01/0051/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 01 avril 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de février 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;
51. Note de service n° 01/0052/DGI/DG/DRH/NK/2020 du 01 avril 2020 portant affectation collective et avancement en grade des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, Section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2019 ;
52. Note de service n° 01/0053/DGI/DG/DRH/NK/2020 du 01 avril 2020 portant réintégration des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, Section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2019 ;
53. Note de service n° 01/0054/DGI/DG/IS/BSE/MM/2020 du 03 avril 2020 portant mesures prises pour l'encadrement de l'échéance du 15 avril 2020 et la sécurisation des recettes en rapport avec la pandémie du COVID-19 ;
54. Note de service n° 01/0054bis/DGI/DG/IS/BSE/MM/2020 du 03 avril 2020 portant mesures prises pour l'encadrement de l'échéance du 15 avril 2020 et la sécurisation des recettes en rapport avec la pandémie du COVID-19 ;
55. Note de service n° 01/0055/DGI/DG/CT/GM/2020 du 08 avril 2020 portant constitution d'une équipe restreinte de suivi des mesures prises pour l'encadrement des échéances des 15 et 30 avril 2020 et la sécurisation des recettes pendant la période de pandémie du COVID-19 ;
56. Note de service n° 01/0056/DGI/DG/DESCOM/CE/IT/CK/2020 du 17 avril 2020 portant diffusion des mesures fiscales arrêtées par le Gouvernement pour l'atténuation des effets négatifs de la pandémie COVID-19 sur l'économie nationale ;

57. Note de service n° 01/0057/DGI/DG/CR/GM/CK/2020 du 17 avril 2020 portant mise en service d'un nouveau modèle de bordereau de versement d'acompte provisionnel de l'impôt sur les bénéfices et profits ;
58. Note de service n° 01/0058/DGI/DG/DLEG/MKE/MN/2020 du 22 avril 2020 portant agrément de la Société Textile de Kisangani, SOTEXKI S.A au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
59. Note de service n° 01/0059/DGI/DG/DLEG/AL/2020 du 22 avril 2020 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exemptions fiscales à un établissement d'utilité publique ;
60. Note de service n° 01/0060/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 27 avril 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de mars 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
61. Note de service n° 01/0061/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 27 avril 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
62. Note de service n° 01/0062/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 27 avril 2020 portant diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (2) sociétés ;
63. Note de service n° 01/0063/DGI/DG/CT/GM/2020 du 27 avril 2020 portant diffusion des instructions ministérielles relatives à la protection des documents administratifs ;
64. Note de service n° 01/0064/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2020 du 27 avril 2020 portant diffusion de 21 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à 21 sociétés ;
65. Note de service n° 01/0065/DGI/DG/DLEG/MB/MN/ML/2020 du 29 avril 2020 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2020/003 du 04 février 2020 relatif à la détermination d'un système fiscal de référence et aux modalités d'évaluation de la dépense fiscale ;
66. Note de service n° 01/0066/DGI/DG/CO/EBA/2020 du 30 avril 2020 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DGI ;
67. Note de service n° 01/0067/DGI/DG/CO/EBA/2020 du 30 avril 2020 portant affectation collective de quelques Directeurs de la DGI ;
68. Note de service n° 01/0068/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2020 du 04 mai 2020 portant diffusion d'un Arrêté Ministériel portant agrément de la Société PALMCO SARL au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
69. Note de service n° 01/0069/DGI/DG/CR/GM/2020 du 06 mai 2020 portant mise en service d'un modèle de formulaire de déclaration des stocks des produits de première nécessité ;

70. Note de service n° 01/0070/DGI/DG/DRH/EBA/2020 du 07 mai 2020 portant déroulement des opérations de passation de service ;
71. Note de service n° 01/0071/DGI/DG/DRH/EBA/2020 du 07 mai 2020 portant surséance des opérations de remise et reprise ;
72. Note de service n° 01/0072/DGI/DG/DLEG/AL/2020 du 11 mai 2020 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif et un établissement d'utilité publique ;
73. Note de service n° 01/0073/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 mai 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
74. Note de service n° 01/0074/DGI/DG/DLEG/AL/2020 du 15 mai 2020 portant diffusion de 16 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif et établissements d'utilité publique ;
75. Note de service n° 01/0075/DGI/DG/DLEG/AL/2020 du 15 mai 2020 portant diffusion de 13 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif et établissements d'utilité publique ;
76. Note de service n° 01/0076/DGI/DG/DESCOM/IT/2020 du 21 mai 2020 portant complément de la Note de Service n° 01/0056/DGI/DESCOM/CE/IT/CK/2020 du 17 avril 2020 portant diffusion des mesures fiscales arrêtées par le Gouvernement pour l'atténuation des effets négatifs de la pandémie COVID-19 sur l'économie nationale ;
77. Note de service n° 01/0077/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 29 mai 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de mars 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
78. Note de service n° 01/0078/DGI/DG/CT/IN/CK/2020 du 18 juin 2020 portant attribution des Directeurs Généraux Adjoints des Impôts ;
79. Note de service n° 01/0079/DGI/DG/CT/IN/CK/2020 du 18 juin 2020 portant instructions relatives à la rédaction administrative ;
80. Note de service n° 01/0080/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 juin 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de mai 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
81. Note de service n° 01/0081/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 juin 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
82. Note de service n° 01/0082/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 juin 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;

83. Note de service n° 01/0083/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 juin 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Sud-Kivu, arrêté au 18 février 2019 ;
84. Note de service n° 01/0084/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2020 du 26 juin 2020 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel portant retrait de l'agrément du projet d'investissement des Etablissements HANI ;
85. Note de service n° 01/0085/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2020 du 26 juin 2020 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel portant retrait d'agrément du projet d'investissement de la Société CONGO MAINTENANCE SERVICE « CMS » SARL ;
86. Note de service n° 01/0086/DGI/DG/DLEG/AL/2020 du 26 juin 2020 portant diffusion de 2 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à deux Associations Sans But Lucratif ;
87. Note de service n° 01/0087/DGI/DG/DRH/COMPE/MM/2020 du 01 juillet 2020 portant composition du Comité pédagogique permanent ;
88. Note de service n° 01/0088/DGI/DG/CO/CLT/2020 du 02 juillet 2020 portant affectation des Cadres Supérieurs et Agents de la Coordination (Service rattaché à la Direction Générale) ;
89. Note de service n° 01/0089/DGI/DG/DLEG/MA/2020 du 1^{er} juillet 2020 portant modalités d'évaluation du chiffre d'affaires et de catégorisation des entreprises de petite taille ;
90. Note de service n° 01/0090/DGI/DG/CT/IN/CK/2020 du 14 juillet 2020 portant création d'une Commission paritaire chargée de finaliser la réflexion sur la problématique de l'octroi d'une prime de risque aux Cadres et Agents de la DGI ayant effectué le service minimum pendant la période de la COVID-19 ;
91. Note de service n° 01/0091/DGI/DG/DLEG/MA/ML/2020 du 16 juillet 2020 portant diffusion du Décret n° 20/018 du 10 juin 2020 portant exonération des droits, taxes et redevances à l'importation et à la vente des intrants et produits pharmaceutiques ainsi que des matériels et équipements médicaux liés à la pandémie de la COVID-19 ;
92. Note de service n° 01/0092/DGI/DG/DESCOM/NB/2020 du 24 juillet 2020 portant création d'une Commission chargée d'élaborer le projet du Budget de la DGI pour l'exercice 2021 ;
93. Note de service n° 01/0093/DGI/DG/DIRAF/DCOA/BM/2020 du 31 juillet 2020 portant orientation du contrôle fiscal polyvalent de l'exercice 2020/revenus 2019 ;
94. Note de service n° 01/094/DGI/DG/CT/BW/2020 du 07 août 2020 portant recomposition du Comité pédagogique permanent au sein de la DGI ;
95. Note de service n° 01/095/DGI/DG/CO/CT/JMK/CK/2020 du 13 août 2020 portant instructions relatives aux audiences auprès du Directeur Général des Impôts ;

96. Note de service n° 01/095bis/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
97. Note de service n° 01/096/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
98. Note de service n° 01/097/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
99. Note de service n° 01/098/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
100. Note de service n° 01/099/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;
101. Note de service n° 01/100/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Equateur, arrêté au 18 février 2019 ;
102. Note de service n° 01/101/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/IL/2020 du 13 août 2020 portant modification de la Note de Service n° 01/0185/DGI/DG/DIRAF/IL/2018 du 19 novembre 2018 portant Seuils de compétence des Services opérationnels ;
103. Note de service n° 01/102/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 13 août 2020 portant publication de la liste additionnelle du mois de juin 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema ;
104. Note de service n° 01/103/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 18 août 2020 portant publication du répertoire général actualisé des contribuables relevant de la gestion des Services Réformés, arrêté au 31 juillet 2020 ;
105. Note de service n° 01/104/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 21 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Oriental retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
106. Note de service n° 01/105/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 21 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion de la DGE retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;

107. Note de service n° 01/106/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 21 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
108. Note de service n° 01/107/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 21 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
109. Note de service n° 01/108/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 21 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Goma retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
110. Note de service n° 01/109/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 21 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Equateur retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
111. Note de service n° 01/110/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 25 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Matadi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
112. Note de service n° 01/111/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 25 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
113. Note de service n° 01/112/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 25 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kisangani retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
114. Note de service n° 01/113/DGI/DG/DIRAF/KM/MW/2020 du 26 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
115. Note de service n° 01/114/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 26 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Bandundu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
116. Note de service n° 01/115/DGI/DG/DIRAF/MK/MW/2020 du 27 août 2020 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
117. Note de service n° 01/116/DGI/DG/DRH/ANG/2020 du 27 août 2020 portant affectation collective des Instructeurs du contentieux formés à la Direction de la Législation et dans les Services réformés de la ville de Kinshasa ;

118. Note de service n° 01/117/DGI/DG/DRH/ANG/2020 du 27 août 2020 portant mise à la disposition de la Division des Ressources Humaines de la DUIK, de quelques Agents du Bureau Appoint et Contentieux du CDI/Kinshasa ;
119. Note de service n° 01/118/DGI/DG/DRH/ANG/2020 du 27 août 2020 portant permutation de quelques Agents du Bureau Contentieux de la DGE ;
120. Note de service n° 01/119/DGI/DG/DRH/COMPE/BNR/CK/2020 du 08 septembre 2020 portant organisation de la première vague des sessions de formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts, Session 2020 ;
121. Note de service n° 01/120/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/CK/2020 du 09 septembre 2020 portant prorogation de la date de dépôt de candidatures pour la deuxième vague de la formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts ;
122. Note de service n° 01/121/DGI/DG/IB/2020 du 14 septembre 2020 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DGI ;
123. Note de service n° 01/122/DGI/DG/CO/CK/2020 du 14 septembre 2020 portant affectation collective de quelques Directeurs de la DGI ;
124. Note de service n° 01/123/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 14 septembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
125. Note de service n° 01/124/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 14 septembre 2020 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de septembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
126. Note de service n° 01/125/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 14 septembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
127. Note de service n° 01/126/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 14 septembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
128. Note de service n° 01/127/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 14 septembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
129. Note de service n° 01/128/DGI/DG/DRH/DGBSG/DIV.M/B.CH/2020 du 16 septembre 2020 portant prise en charge des Agents Nouvelles Unités de la DGBSG ;
130. Note de service n° 01/129/DGI/DG/DRH/COMPE/BNR/2020 du 17 septembre 2020 portant organisation de la sélection des candidats en vue de la session de formation des Huissiers Fiscaux ;

131. Note de service n° 01/130/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/2020 du 14 septembre 2020 portant publication de la liste des agents Gestionnaires des Comptes de la DGE et des CDI n'ayant pas la qualité de Vérificateur Polyvalent des Impôts et ayant manifesté leur volonté de suivre la formation des candidats Vérificateurs Polyvalents des Impôts, session 2020 ;
132. Note de service n° 01/131/DGI/DG/DRH/MMS/2020 du 17 septembre 2020 portant formation sur l'évaluation du chiffre d'affaires en faveur des Agents œuvrant au sein des CIS spécialement dans les Bureaux Recensement, Accueil et Vulgarisation ;
133. Note de service n° 01/132/DGI/DG/DRH/COMPE/MMS/2020 du 17 septembre 2020 portant appel à Candidature pour la sélection des candidats à la formation des Gestionnaires des Comptes des Contribuables ;
134. Note de service n° 01/133/DGI/DG/DRH/DGBSG/NK/2020 du 18 septembre 2020 portant prise en charge des Agents Nouvelles Unités de la DGBSG ;
135. Note de service n° 01/134/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2020 du 18 septembre 2020 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 082/CAB/VPM/MIN/PLAN/2020 et n°072/CAB/MIN/FINANCES/2020 du 25 juillet 2020 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée «CATHOLIC ORGANISATION FOR RELIEF AND DEVELOPMENT AID/CORDAID » ;
136. Note de service n° 01/135/DGI/DG/UPT/NRG/2020 du 18 septembre 2020 portant recomposition de l'Unité Prix de Transfert ;
137. Note de service n° 01/136/DGI/DG/CT/PBC/2020 du 21 septembre 2020 portant création d'une Commission paritaire chargée de réfléchir sur la problématique de remboursement des souscriptions effectuées dans le cadre du contrat de construction des maisons pour Cadres et Agents de la DGI ;
138. Note de service n° 01/137/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2020 du 21 septembre 2020 portant diffusion de 5 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à cinq Associations Sans But Lucratif ;
139. Note de service n° 01/138/DGI/DG/CT/JMK/CK/2020 du 23 septembre 2020 portant affectation de quelques Inspecteurs des Impôts ;
140. Note de service n° 01/139/DGI/DG/DLEG/2020 du 25 septembre 2020 portant restructuration de la Commission de mise à jour du Code des Impôts ;
141. Note de service n° 01/140/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 25 septembre 2020 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 027/CAB/VPM/MIN/PLAN/2020 et n° 032/CAB/MIN/FINANCES/2020 du 27 avril 2020 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « COMMUNAUTE FAMILLE CHRETIENNE » ;
142. Note de service n° 01/141/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 25 septembre 2020 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 098/CAB/MIN/PLAN/2020 et n° 110/CAB/MIN/FINANCES/2020 du 21 août 2020 portant agrément du projet d'investissement de la société DIAPA TRADING SARL ;

143. Note de service n° 01/142/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 25 septembre 2020 portant diffusion de 6 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à six Associations Sans But Lucratif ;
144. Note de service n° 01/143/DGI/DG/DLEG/BU/2020 du 25 septembre 2020 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2020/014 du 26 juin 2020 portant modification du taux de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Micro-Entreprises ;
145. Note de service n° 01/144/DGI/DG/CT/TK/2020 du 29 septembre 2020 portant restructuration de l'Equipe DGI chargée de la mise en place du projet de construction et modernisation des infrastructures des Régies Financières de la République Démocratique du Congo « E-FINANCE » avec la Société HUAWEI TECHNOLOGIE CO LTD ;
146. Note de service n° 01/145/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 01 octobre 2020 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion de la DGE retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
147. Note de service n° 01/146/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 02 octobre 2020 portant diffusion de 5 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à cinq Associations Sans But Lucratif ;
148. Note de service n° 01/147/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 02 octobre 2020 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à quatre (04) Sociétés ;
149. Note de service n° 01/148/DGI/DG/DGE/FM/2020 du 05 octobre 2020 portant affectation de quelques Vérificateurs Polyvalents des Impôts à la Division du Contrôle Fiscal/DGE ;
150. Note de service n° 01/149/DGI/DG/DLEG/MN/2020 du 06 octobre 2020 portant diffusion des 18 arrêtés ministériels accordant des exonérations fiscales à dix-huit sociétés ;
151. Note de service n° 01/150/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2020 du 08 octobre 2020 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 077/CAB/VPM/MIN/PLAN/2020 et n° 105/CAB/MIN/FINANCES/2020 du 21 août 2020 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « HUMANA PEOPLE TO PEOPLE CONGO/HPP-CONGO » ;
152. Note de service n° 01/151/DGI/DG/DGE/MM/IB/CK/2020 du 09 octobre 2020 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs et Agents à la DGE, Antenne du Katanga ;
153. Note de service n° 01/152/DGI/DG/SYCOGDTVA/LU/2020 du 20 octobre 2020 portant recomposition de l'Equipe DGI Projet SYCO-GD-TVA ;
154. Note de service n° 01/153/DGI/DG/DLEG/2020 du 20 octobre 2020 portant restructuration de l'équipe chargée du pilotage des conventions fiscales internationales ;
155. Note de service n° 01/154/DGI/DG/DLEG/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au

répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la Direction des Grandes Entreprises ;

156. Note de service n° 01/155/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
157. Note de service n° 01/156/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
158. Note de service n° 01/157/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
159. Note de service n° 01/158/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
160. Note de service n° 01/159/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema ;
161. Note de service n° 01/160/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 22 octobre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
162. Note de service n° 01/161/DGI/DG/DGBSG/BW/2020 du 27 octobre 2020 portant création d'une Commission des Projets d'Investissements et des Moyens(CPIM) à la DGI ;
163. Note de service n° 01/162/DGI/DG/DRH/STT/2020 du 27 octobre 2020 portant prise en charge des chauffeurs pour la DPI/Kongo Central ;
164. Note de service n° 01/163/DGI/DG/DRH/BF.ALB/2020 du 02 novembre 2020 portant participation aux formations en cycle long organisées par la Direction Générale des Finances Publiques Française pour l'année 2021-2022 ;
165. Note de service n° 01/164/DGI/DG/DGBSG/DIV.M/PLZ/2020 du 03 novembre 2020 portant affectation collective de quelques chauffeurs de la DGI ;
166. Note de service n° 01/165/DGI/DG/DRH/BF.ALB/2020 du 04 novembre 2020 portant publication de la liste des candidats retenus pour participer aux épreuves d'admission à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Française pour l'année 2021-2022 ;
167. Note de service n° 01/166/DGI/DG/IS/CIS/AS/2020 du 06 novembre 2020 portant modification de la composition de la Commission Permanente chargée de mettre en place les outils de maîtrise des risques et de réorganiser l'audit interne à la DGI ;
168. Note de service n° 01/167/DGI/DG/DIRAF/MK/MW/2020 du 06 novembre 2020 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du

SMM de la DPI/Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;

169. Note de service n° 01/168/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 12 novembre 2020 portant publication de la 1^{ère} liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
170. Note de service n° 01/169/DGI/DG/DRH/PPP/2020 du 12 novembre 2020 portant organisation d'une session de formation de quelques Hauts Fonctionnaires et Cadres Supérieurs de la DGI sur « La détermination des besoins en formation » ;
171. Note de service n° 01/170/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 19 novembre 2020 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
172. Note de service n° 01/171/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 19 novembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
173. Note de service n° 01/172/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 19 novembre 2020 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Equateur ;
174. Note de service n° 01/173/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 19 novembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental ;
175. Note de service n° 01/174/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 19 novembre 2020 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Sud-Kivu ;
176. Note de service n° 01/175/DGI/DG/DESCOM/JMK/2020 du 24 novembre 2020 portant désignation d'un membre du Comité de suivi du reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Fonctionnaires, Agents publics et Membres des Institutions politiques et Assimilés ;
177. Note de service n° 01/176/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 24 novembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
178. Note de service n° 01/177/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2020 du 24 novembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

179. Note de service n° 01/178/DGI/DG/IS/COMPE/MM/HMM/2020 du 27 novembre 2020 portant création d'un dossier d'instruction de la réclamation contentieuse ;
180. Note de service n° 01/179/DGI/DG/IS/COMPE/MM/HMM/2020 du 27 novembre 2020 portant circuit de l'instruction de la réclamation contentieuse ;
181. Note de service n° 01/180/DGI/DG/DPI-NK/DLEG/SK/2020 du 27 novembre 2020 portant création des Antennes CDI/Goma dans les villes de BUTEMBO et de BENI ;
182. Note de service n° 01/181/DGI/DG/IS/COMPE/PO/2020 du 08 décembre 2020 portant organisation de la formation des Inspecteurs des Impôts sur le module « Audit, inspection et maîtrise des risques » ;
183. Note de service n° 01/182/DGI/DG/CT/GM/2020 du 08 décembre 2020 portant mise en service d'un modèle de formulaire de déclaration de l'impôt spécial sur les plus-values de cession d'actions ou de parts sociales d'une personne morale, titulaire d'un titre minier ou de carrière ;
184. Note de service n° 01/183/DGI/DG/DRH/ANG/2020 du 11 décembre 2020 portant constitution d'une Commission chargée d'examiner les modalités de la distribution des colis de vivres de fin d'année 2020 au Personnel de la DGI ;
185. Note de service n° 01/184/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2020 du 11 décembre 2020 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2020, revenus de 2019 ;
186. Note de service n° 01/185/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/2020 du 16 décembre 2020 portant publication de la liste des candidats retenus pour le test de présélection à la formation des Vérificateurs Polyvalents des Impôts ;
187. Note de service n° 01/186/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/2020 du 16 décembre 2020 portant publication de la liste des candidats retenus pour la formation des Huissiers Fiscaux ;
188. Note de service n° 01/187/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/CK/2020 du 16 décembre 2020 portant publication de la liste des candidats retenus pour le test de présélection à la formation des Gestionnaires des Comptes des Contribuables ;
189. Note de service n° 01/188/DGI/DG/DRH/SEC/ANG/2020 du 22 décembre 2020 portant distribution des colis de vivres de fin d'année 2020 ;
190. Note de service n° 01/189/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
191. Note de service n° 01/190/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de

- décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
192. Note de service n° 01/191/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
193. Note de service n° 01/192/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
194. Note de service n° 01/193/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
195. Note de service n° 01/194/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Bandundu ;
196. Note de service n° 01/195/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs, du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental ;
197. Note de service n° 01/196/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema ;
198. Note de service n° 01/197/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2020 du 22 décembre 2020 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2020 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Sud-Kivu ;
199. Note de service n° 01/198/DGI/DG/DRH/NK/2020 du 22 décembre 2020 portant alignement de quelques Vérificateurs Polyvalents des Impôts Diplômés de l'Ecole Nationale des Finances au grade d'Attaché d'Administration de 1^{ère} classe ;
200. Note de service n° 01/199/DGI/DG/DPI-K. OR/2020 du 28 décembre 2020 portant affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Kasaï-Oriental.

IV.4. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2020

La Loi de finances rectificative n° 20/019 du 24 décembre 2020 pour l'exercice 2020 a assigné à la DGI des prévisions de recettes globales de **CDF 3.122.409.623.723,69**, éclatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TVA : **CDF 1.954.788.497.352,14**
- Prévisions des recettes TVA : **CDF 1.074.454.418.183,55**
- Prévisions IBP des Pétroliers producteurs : **CDF 93.166.708.188,00**

IV.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts

Pour la réalisation des prévisions des recettes des Impôts en 2020, les principales mesures ci-après avaient été préconisées :

a) Mesures législatives

- la révision du taux de la première tranche du barème progressif à l'impôt professionnel sur les rémunérations de 0% à 3%;
- l'actualisation du montant de l'impôt professionnel individuel, de CDF 1.500,00 à CDF 2.000,00 ;
- le renforcement de l'efficacité de l'Administration des Impôts par l'application aux petites entreprises de tout le dispositif concernant la mise en demeure de déclarer et la taxation d'office, le cas échéant, ainsi que les pénalités fiscales en s'acquittant de l'acompte au moyen d'une déclaration autoliquidative au plus tard le 31 janvier de chaque année et du solde au moyen d'un bordereau au plus tard le 30 avril de la même année ;
- l'institution d'une sanction en cas de défaut de joindre à la déclaration de l'impôt professionnel sur les rémunérations afférente au dernier mois de l'année un état récapitulatif, des fiches individuelles et un relevé nominatif, conformément à l'article 18 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales ;

- la pénalisation de défaut de souscription dans le délai de la déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert ;
- l'application d'une amende en cas de défaut de souscription de la déclaration créditrice de l'impôt sur les bénéfices et profits dans le délai ;
- la détermination de l'Agent habilité à procéder à la fermeture provisoire d'un établissement en cas d'exercice d'une activité soumise à l'impôt sans obtention au préalable du Numéro Impôt.

b) Mesures administratives

- le recouvrement effectif de l'IPR sur l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages) à charge des membres des Institutions Politiques (nationales et provinciales) et assimilés ainsi que des fonctionnaires et agents publics à l'instar de ceux de 3 régies financières nationales ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale, notamment par le recensement des opérateurs évoluant dans le secteur informel ;
- l'intensification de la sensibilisation, le recensement et le recouvrement de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP en impliquant les Autorités des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées ;
- l'intensification des contrôles mixtes DGDA-DGI sur l'origine des produits revendus sur le territoire national en luttant contre le phénomène prête-nom ;
- l'intensification de la campagne de sensibilisation sur l'émission obligatoire de la facture par les assujettis à la TVA ;
- la perception de l'IPR auprès des agences d'exécution bénéficiant de financements extérieurs ;
- la facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- le renforcement des mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés).

IV.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A la clôture de l'année 2020, les recettes globales de la DGI comptabilisées par la BCC et inscrites dans la Loi n° 21/027 du 31 décembre 2021 portant reddition des comptes de la Loi de Finances n° 19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 telle que modifiée et complétée par la Loi de Finances rectificative n° 20/019 du 24 décembre 2020 pour l'exercice 2020, chiffrent à **CDF3.655.402.442.779, 05**. Elles sont réparties de la manière ci-après :

- Recettes hors TVA	: CDF 2.350.138.667.212,10
- Recettes TVA	: CDF 1.227.593.579.773,88
- Recettes IBP des Pétroliers producteurs	: CDF 77.670.195.793,07

Par rapport aux prévisions budgétaires de l'année de **CDF 3.122.409.623.723,69**, il se dégage une plus-value de **CDF 532.992.819.055,36**, soit un taux d'exécution de **117,07%**.

IV.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt

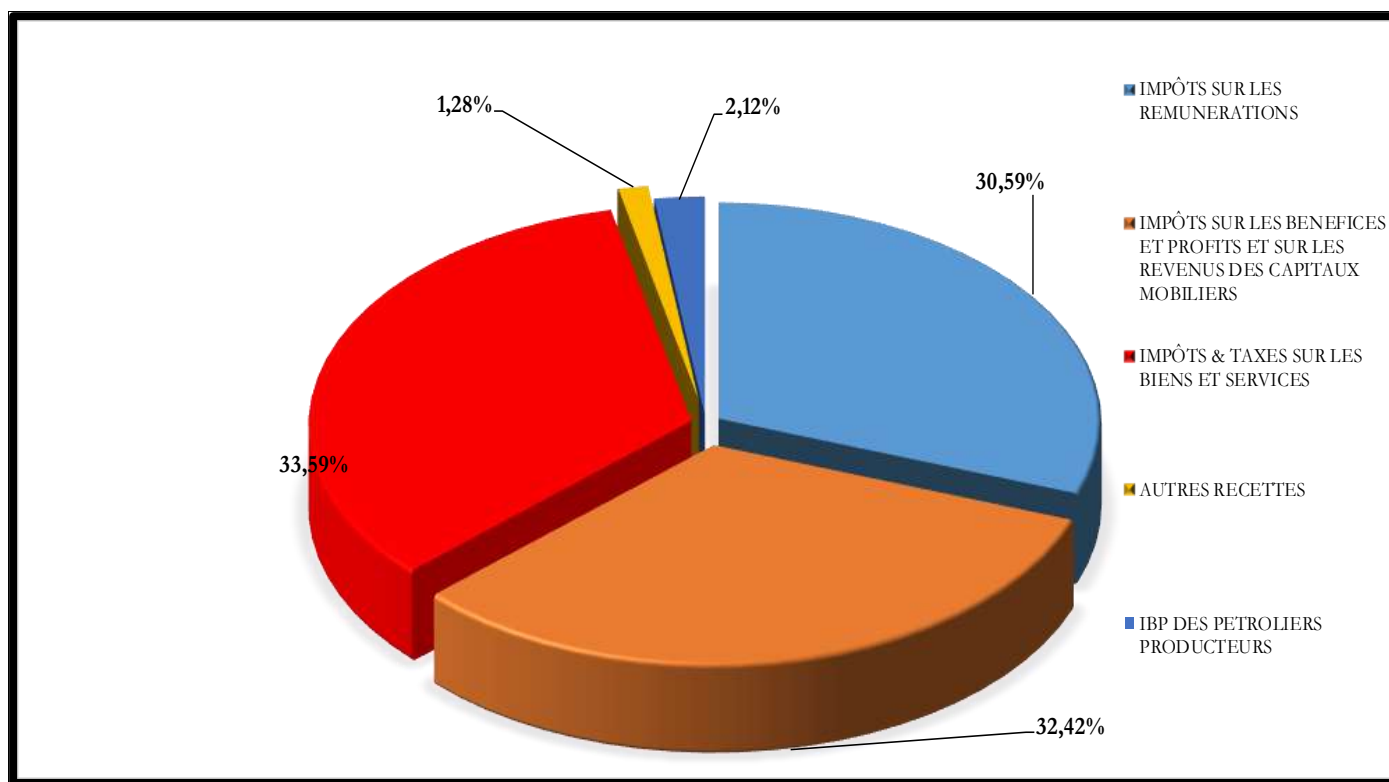
Au regard des assignations budgétaires de l'exercice 2020, les réalisations de la DGI, par nature d'impôt, sont renseignées dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
A	RECETTES HORS TVA					
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 064 513 651 520,37	1 118 119 107 562,73	53 605 456 042,36	105,04%	30,59%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	541 032 460 859,41	629 180 966 030,69	88 148 505 171,29	116,29%	17,21%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	28 150 553 726,48	44 540 991 205,90	16 390 437 479,42	158,22%	1,22%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	180 002 102 505,51	156 720 413 047,35	-23 281 689 458,16	87,07%	4,29%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	27 460 733 382,24	21 965 338 960,62	-5 495 394 421,62	79,99%	0,60%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	145 224 863 455,98	140 483 739 156,58	-4 741 124 299,40	96,74%	3,84%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	142 642 937 590,76	125 227 659 161,59	-17 415 278 429,17	87,79%	3,43%
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	862 193 794 200,19	1 185 045 014 395,71	60 199 243 583,43	137,45%	32,42%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	695 980 969 820,00	695 141 161 785,48	-839 808 034,52	99,88%	19,02%
	Impôt spécial sur les profits excédentaires					
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales (IPVCAPS)		262 651 976 612,10	262 651 976 612,10		7,19%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	7 057 503 226,99	8 807 397 739,02	1 749 894 512,03	124,79%	0,24%
	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	4 057 503 226,99	7 930 307 722,89	3 872 804 495,90	195,45%	0,22%
	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	3 000 000 000,00	877 090 016,13	-2 122 909 983,87	29,24%	0,02%
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	72 082 537 070,83	100 533 926 897,05	28 451 389 826,22	139,47%	2,75%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	87 072 784 082,36	117 910 551 362,06	30 837 767 279,70	135,42%	3,23%
III.	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	81 759 674,61	83 923 984,20	2 164 309,59	102,65%	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	81 759 674,61	83 923 984,20	2 164 309,59	102,65%	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	27 999 291 956,98	46 890 621 269,46	18 891 329 312,48	167,47%	1,28%
71 451 1	Immatriculation des véhicules	3 170 194 022,29	3 031 691 669,77	-138 502 352,52	95,63%	0,08%
74 233 9	Vente des imprimés	285 318 034,49	158 213 271,96	-127 104 762,53	55,45%	0,00%
71 181	Amendes et pénalités	24 543 779 900,20	43 700 716 327,73	19 156 936 427,53	178,05%	1,20%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	1 954 788 497 352,14	2 350 138 667 212,10	395 350 169 859,96	120,22%	64,29%
B.	RECETTES TVA					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	1 050 655 187 369,73	1 196 785 313 112,23	146 130 125 742,50	113,91%	32,74%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	23 799 230 813,82	30 808 266 661,65	7 009 035 847,83	129,45%	0,84%
	SOUS-TOTAL TVA	1 074 454 418 183,55	1 227 593 579 773,88	153 139 161 590,33	114,25%	33,58%
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	3 029 242 915 535,69	3 577 732 246 985,98	548 489 331 450,29	118,11%	97,88%
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	93 166 708 188,00	77 670 195 793,07	-15 496 512 394,93	83,37%	2,12%
	RECETTES GLOBALES	3 122 409 623 723,69	3 655 402 442 779,05	532 992 819 055,36	117,07%	100,00%

De manière agrégée, la situation se présente, par grandes masses d'impôts, dans le tableau ci-dessous :

GRANDES MASSES	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 064 513 651 520,37	1 118 119 107 562,73	53 605 456 042,36	105,04%	30,59%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	862 193 794 200,19	1 185 045 014 395,71	322 851 220 195,53	137,45%	32,42%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	1 074 536 177 858,16	1 227 677 503 758,08	153 141 325 899,92	114,25%	33,59%
AUTRES RECETTES	27 999 291 956,98	46 890 621 269,46	18 891 329 312,48	167,47%	1,28%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	93 166 708 188,00	77 670 195 793,07	-15 496 512 394,93	83,37%	2,12%
RECETTES GLOBALES	3 122 409 623 723,69	3 655 402 442 779,05	532 992 819 055,36	117,07%	100,00%

Graphiquement, la situation est représentée comme suit :



De la lecture des tableaux des recettes et graphique ci-dessus, il ressort les constats suivants :

- 1) les impôts directs, constitués d'une part de l'impôt sur les rémunérations et d'autre part de l'impôt sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers, ont participé respectivement dans les recettes globales à hauteur de **30,59%** et **32,42%** ;
- 2) les impôts indirects, constitués de la TVA et de l'ICA, sont intervenus à raison de **33,58%** ;
- 3) les autres recettes ont participé à hauteur de **1,28%** dans les recettes globales ;
- 4) l'IBP des Pétroliers producteurs intervient à hauteur de **2,12%** dans les réalisations globales de l'année.

En outre, il sied de signaler que les recettes recouvrées en 2020 au titre de TVA de l'ordre de **CDF 1.227.593.579.773,88** proviennent aussi bien des déclarations autoliquidatives à concurrence de **CDF 1.196.785.313.112,23** et des AMR A de **CDF 30.808.266.661,65**.

IV.4.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception

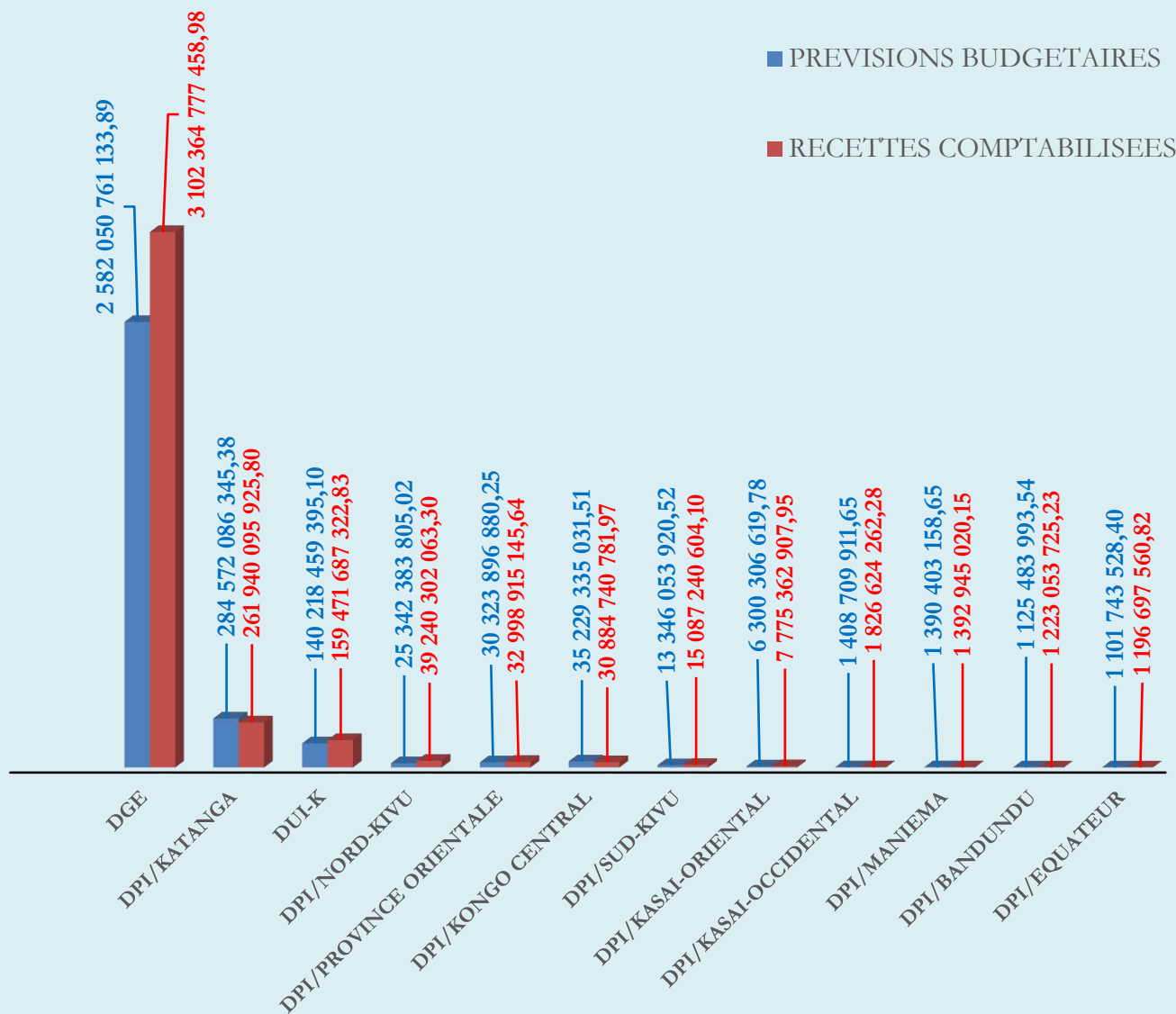
L'exécution des assignations budgétaires par Centre de perception, suivant l'importance deréalisations, est présentée dans le tableau ci-après :

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUT°	TAUX DE PARTICIPAT°
DGE	2 582 050 761 133,89	3 102 364 777 458,98	520 314 016 325,09	120,15%	84,87%
DPI/KATANGA	284 572 086 345,38	261 940 095 925,80	-22 631 990 419,58	92,05%	7,17%
DUI-K	140 218 459 395,10	159 471 687 322,83	19 253 227 927,73	113,73%	4,36%
DPI/NORD-KIVU	25 342 383 805,02	39 240 302 063,30	13 897 918 258,28	154,84%	1,07%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	30 323 896 880,25	32 998 915 145,64	2 675 018 265,39	108,82%	0,90%
DPI/KONGO CENTRAL	35 229 335 031,51	30 884 740 781,97	-4 344 594 249,54	87,67%	0,84%
DPI/SUD-KIVU	13 346 053 920,52	15 087 240 604,10	1 741 186 683,58	113,05%	0,41%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 300 306 619,78	7 775 362 907,95	1 475 056 288,17	123,41%	0,21%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 408 709 911,65	1 826 624 262,28	417 914 350,63	129,67%	0,05%
DPI/MANIEMA	1 390 403 158,65	1 392 945 020,15	2 541 861,50	100,18%	0,04%
DPI/BANDUNDU	1 125 483 993,54	1 223 053 725,23	97 569 731,69	108,67%	0,03%
DPI/EQUATEUR	1 101 743 528,40	1 196 697 560,82	94 954 032,42	108,62%	0,03%
TOTAL	3 122 409 623 723,69	3 655 402 442 779,05	532 992 819 055,36	117,07%	100,00%

Il ressort du tableau de l'exécution du budget des recettes par centre de perception ci-dessus que la DGE est le plus grand service contributeur des recettes avec un taux de participation de **84,87%**, suivi de la DPI/Katanga, la DUIK et la DPI/Nord-Kivu avec des taux de participation respectifs de **7,17%**, **4,36%** et **1,07%**.

Concernant l'exécution des assignations budgétaires, il se révèle que tous les Services ont dépassé leurs assignations budgétaires de l'année 2020 hormis les DPI KATANGA et KONGO CENTRAL, avec des taux d'exécution respectifs de **92,05%** et **87,67%**.

La situation est représentée graphiquement de la manière suivante :



IV.4.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts

Les recettes globales réalisées par la DGI à fin 2020 s'élèvent à **CDF 3.655.402.442.779,05** contre les prévisions de **CDF 3.122.409.623.723,69**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **117,07%**.

Il sied préalablement d'indiquer que les efforts fournis par la DGI ont permis de dépasser les prévisions des recettes lui assignées dans la Loi de finances rectificative pour l'exercice 2020 dans un contexte particulièrement difficile de la propagation de la pandémie de la pneumopathie à coronavirus (Covid-19) qui a frappé le monde entier.

Ce niveau de performance est consécutif au bon comportement de certaines lignes budgétaires à l'occurrence :

- 1) L'Impôt sur les revenus salariaux des nationaux hors membres des Institutions Politiques et fonctionnaires et agents publics qui a affiché les réalisations de **CDF 629.180.966.030,69** contre les prévisions de **CDF 541.032.460.859,41**, dégageant ainsi un écart positif de **CDF 88.148.505.171,29**, soit un taux d'exécution de **116,29%**, particulièrement dû à un meilleur encadrement des contribuables (grandes et moyennes entreprises) surtout ceux des secteurs les moins touchés par la pandémie notamment les banques et les télécommunications ainsi que la stabilisation des politiques fiscales ayant eu un impact sur le comportement des assujettis ;
- 2) L'Impôt sur les revenus salariaux des nationaux membres des Institutions Politiques, avec les recettes de **CDF 44.540.991.205,90** contre les prévisions de **CDF 28.150.553.726,48**, dégage un écart positif de **CDF 16.390.437.479,42** et un taux d'exécution de **158,22%**. Cette performance s'explique essentiellement par l'amélioration de la retenue et du reversement suivant les principes édictés par la Circulaire Interministérielle n° 001/CAB/VPM-MIN/BUDGET/2014 et n° CAB/MIN/FINANCES/2014/05 du 07 mai 2014 relative aux modalités de retenue et de reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations, sur les primes, collations et autres avantages payés aux Fonctionnaires et Agents Publics et aux membres des Institutions politiques Nationales et Provinciales et des Cabinets ;
- 3) L'Impôt Spécial sur les Plus-values de Cession d'Actions ou de Parts Sociales renseigne les recettes d'ordre de **CDF 262.651.976.612,10** suite à un paiement exceptionnel effectué par la société PHELPS DODGE CONGO SARL au mois de décembre 2020 ;
- 4) L'Impôt sur les Bénéfices et Profits des entreprises de petite taille affiche les recettes à hauteur de **CDF 8.807.397.739,02** contre les prévisions de **CDF 7.057.503.226,99**, dégageant un écart positif de **CDF 1.749.894.512,03** et un taux d'exécution de **124,79%**, suite au meilleur encadrement des assujettis et un suivi efficace de leurs obligations fiscales ;
- 5) L'Impôt Professionnel sur les Prestations de Services des Non-résidents affiche les recettes à hauteur de **CDF 100.533.926.897,05** contre les prévisions de **CDF 72.082.537.070,83**, dégageant une plus-value de **CDF 28.451.389.826,22** et un taux d'exécution de **139,47%**, suite au suivi des obligations déclaratives de ces contribuables après le confinement des villes et provinces ;

- 6) l'Impôt sur les revenus des capitaux Mobiliers qui a affiché les recettes de **CDF 117.910.551.362,06** contre les prévisions de **CDF 87.072.784.082,36**, dégageant un écart positif de **CDF 30.837.767.279,70** et un taux d'exécution de **135,42%**, suite à un meilleur suivi des obligations déclaratives des assujettis ;
- 7) les Amendes et pénalités renseignent les recettes de l'ordre de **CDF 43.700.716.327,73** contre les prévisions de **CDF 24.543.779.900,20**, dégageant un écart positif de **CDF 19.156.936.427,53** et un taux d'exécution de **178,05%**, suite à un recouvrement efficace du solde débiteur ;
- 8) la Taxe sur la Valeur Ajoutée avec les recettes de **CDF 1.227.593.579.773,88** contre les prévisions de **CDF 1.074.454.418.183,55**, la plus-value dégagée est de **CDF 153.139.161.590,33**, soit un taux d'exécution de **114,25%**, suite à un meilleur encadrement des Services et des assujettis.

Par ailleurs, d'autres lignes budgétaires accusent des contre-performances qui peuvent s'expliquer par les effets purement exogènes aux efforts de service. On peut citer :

- 1) l'Impôt Professionnel sur les revenus salariaux des nationaux/Autres fonctionnaires et agents publics qui a enregistré les recettes de **CDF 156.720.413.047,35** contre les prévisions de **CDF 180.002.102.505,51**, dégageant un écart négatif de **CDF 23.281.689.458,16**, soit un taux d'exécution de **87,07%**, essentiellement liée à la décision prise par le Gouvernement de ne pas procéder à la retenue et au reversement de l'IPR de cette catégorie de contribuables au mois de mai 2020 dans le cadre de la riposte contre la pandémie à Covid-19 ;
- 2) l'Impôt Professionnel sur les Revenus salariaux des nationaux/Agents des régies financières a enregistré les recettes de **CDF 21.965.338.960,62** contre les prévisions de **CDF 27.460.733.382,24**, enregistrant un gap de **CDF 5.495.394.421,62** et un taux d'exécution de **79,99%**, particulièrement à cause de l'irrégularité de la rétrocession allouée aux Régies financières sur laquelle est retenue l'IPR ;
- 3) l'Impôt Professionnel sur les Revenus salariaux des Expatriés qui a contribué aux recettes à hauteur de **CDF 140.483.739.156,58** contre les prévisions de **CDF 145.224.863.455,98**, dégageant un écart négatif de **CDF 4.741.124.299,40**, soit un taux d'exécution de **96,76%**, essentiellement liée à l'impact des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la riposte contre la pandémie à Covid-19 notamment celles relatives à la suspension des missions de contrôle fiscal et des actions de recouvrement forcé ;
- 4) l'Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE) avec les recettes de **CDF 125.227.659.161,59** contre les prévisions de **CDF 142.642.937.590,76**, il se dégage un gap de **CDF 17.415.278.429,17**, soit un taux d'exécution de **87,79%** dû essentiellement aux paramètres soulevés dans le tiret précédent ;

- 5) L'Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production qui a contribué aux recettes à hauteur de **CDF 695.141.161.785,48** contre les prévisions de **CDF 695.980.969.820,00**, dégageant un écart négatif de **CDF 839.808.034,52**, soit un taux d'exécution de **99,88%**. Ce gap est justifié essentiellement par la baisse des cours des matières premières observée à partir du second semestre de l'année 2019 qui a impacté négativement l'impôt déclaré à l'échéance du 30 avril 2020 ;
- 6) L'Immatriculation des Véhicules a enregistré les recettes de **CDF 3.031.691.669,77** contre les prévisions de **CDF 3.170.194.022,29**, dégageant ainsi un gap de **CDF 138.502.352,52**, soit un taux d'exécution de **95,63%** essentiellement lié à la rupture constatée du stock des plaques minéralogiques durant une certaine période de l'année ;
- 7) la vente des imprimés affiche les recettes de **CDF 158.213.271,96** contre les prévisions de **CDF 285.318.034,49**, enregistrant un écart négatif de **CDF 127.104.762,53** et un taux d'exécution de **55,45%**. Cette contreperformance se justifie par la faible demande des imprimés par les utilisateurs ;
- 8) L'Impôt sur les bénéfices et profits des pétroliers producteurs qui a affiché les recettes de **CDF 77.670.195.793,07** contre les prévisions de **CDF 93.166.708.188,00**, avec un gap de **CDF 15.496.512.394,93**, soit un taux d'exécution de **83,37%**. Cette contre-performance se justifie essentiellement par la récession économique due à la pandémie de la Covid-19 ayant entraîné la chute du prix moyen du baril.

IV.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles

Les secteurs des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) ont contribué à hauteur de **CDF 1.430.199.302.736,93**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de l'ordre de **CDF 3.655.402.442.779,05**, la participation des secteurs des ressources naturelles atteint un taux de **39,13%**.

Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE D'IMPOT	SECTEURS			CUMUL
	MINES	HYDROCARBURES	FORÊTS	
IBP	423 236 812 320,28	77 670 195 793,07	283 926 954,88	501 190 935 068,23
IPVCAPS (Impôt Spécial sur les Plus-Values de Cessions d'Actions ou de Parts Sociales)	262 651 976 612,10			262 651 976 612,10
IPPNR	13 389 534 577,09			13 389 534 577,09
IM	41 438 559 672,53			41 438 559 672,53
IPR/NATIONAUX	213 121 045 833,67	4 727 236 331,49	208 430 690,60	218 056 712 855,76
IPR/EXPATRIES	84 816 523 133,76	495 861 001,40	26 731 603,57	85 339 115 738,73
IERE	65 973 560 009,95		33 738 028,54	66 007 298 038,49
TVA	226 556 412 826,76		4 065 424,48	226 560 478 251,24
IMPRIMES	2 117 100,06		47 787,00	2 164 887,06
PENALITES	15 543 771 775,89	2 490 323,66	16 264 936,17	15 562 527 035,72
TOTAL	1 346 730 313 862,07	82 895 783 449,62	573 205 425,24	1 430 199 302 736,93
TAUX DE PARTICIPATIONS SUR LES RECETTES GLOBALES	36,84%	2,27%	0,02%	39,13%

IV.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs

Les statistiques des Pétroliers producteurs pour l'année 2020, se présentent, par entreprise, de la manière ci-dessous :

REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS IBP EFFECTUES EN CDF	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 383 797,71	1 475 000,00	62 294 280,00	18 616 428 954,69	37,44
	2. PERENCO-REP	1 660 560,29	1 775 000,00	74 924 640,00	21 411 002 161,10	37,44
TOTAL ON SHORE		3 044 358,00	3 250 000,00	137 218 920,00	40 027 431 115,79	
OFF SHORE	1. MIOC	2 846 087,00	3 032 640,00	128 053 613,39	19 533 999 733,70	41,42
	2. TEIKOKU	1 837 433,78	1 955 000,00	81 846 190,00	11 964 355 486,33	41,42
	3. CHEVRON	1 008 653,22	1 070 000,00	44 774 500,00	6 144 409 457,25	41,42
TOTAL OFF SHORE		5 692 174,00	6 057 640,00	254 674 303,39	37 642 764 677,28	
TOTAL GENERAL		8 736 532,00	9 307 640,00	391 893 223,39	77 670 195 793,07	

Au cours de l'année 2020, le prix moyen du baril s'est situé à **USD 37,44** pour la production du pétrole brut en on shore tandis que celui de la production du pétrole brut en off shore à **USD 41,42**. Comparativement à l'année 2019 où le prix moyen du baril en on shore était de USD 60,07 et en offshore de USD 64,08, il se dégage une régression respectivement de **37,67%** et **35,36%**.

Par ailleurs, les paiements effectués au titre d'IBP des Pétroliers producteurs au cours de la période sous examen renseignent le montant de **CDF 77.670.195.793,07** contre les prévisions budgétaires de **CDF 93.166.708.188,00**, représentant ainsi un taux d'exécution de **83,37%**. Par rapport aux recettes enregistrées en 2019 de **CDF 121.703.098.353,81**, il se dégage un taux de régression de **36,18%**.

IV.4.5. Suivi de remboursements des crédits de TVA

La DGI a enregistré **238** demandes de remboursement de crédit TVA au cours de l'année 2020 pour une valeur de **CDF 576.580.615.865,44** telles que renseignées dans le tableau ci-dessous :

MOIS	DEMANDES DE REMBOURSEMENTS EXPRIMES		REMBOURSEMENTS ACCORDES
	NBRE	MONTANT (CDF)	
Janvier	15	33 437 021 505,40	0,00
Février	21	33 206 696 638,18	0,00
Mars	20	44 417 095 818,71	0,00
Avril	21	55 433 089 818,17	0,00
Mai	21	37 968 563 363,70	0,00
Juin	20	34 221 509 689,39	0,00
Juillet	20	48 207 263 048,83	0,00
Août	21	37 834 407 860,33	0,00
Septembre	17	47 357 303 826,39	0,00
Octobre	20	37 774 526 385,38	0,00
Novembre	21	88 227 263 756,83	0,00
Décembre	21	78 495 874 154,13	0,00
TOTAL	238	576 580 615 865,44	0,00

Du traitement de demandes de remboursement de crédit TVA effectué pendant l'année sous revue, il ressort qu'aucun remboursement n'a été accordé. A cet effet, le stock des arriérés de crédit de TVA s'élève à **CDF 3.199.681.381.289,37** à fin 2020.

IV.5. MISSIONS D'ASSIETTE

Les missions d'assiette reprennent respectivement :

- L'attribution du numéro impôt ;
- La tenue et la mise à jour des répertoires ;
- Le suivi des déclarations souscrites par les contribuables ;
- Le suivi des opérations de contrôle fiscal.

IV.5.1. Attribution du Numéro Impôt

Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôt et autres droits dus à l'État. Il répond au triple souci de :

- maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les Services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

En matière d'attribution du NIF, l'option levée par la DGI consiste en la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables dans les chefs-lieux de toutes les provinces. Toutefois, à fin 2019, cet objectif n'a pas été concrétisé dans la mesure où les trois postes déconcentrés de saisie installés respectivement à la DUI-K, à la DPI/KATANGA ainsi qu'à la DPI/KONGO CENTRAL et antérieurement connectés au réseau central, ont été les seuls opérationnels.

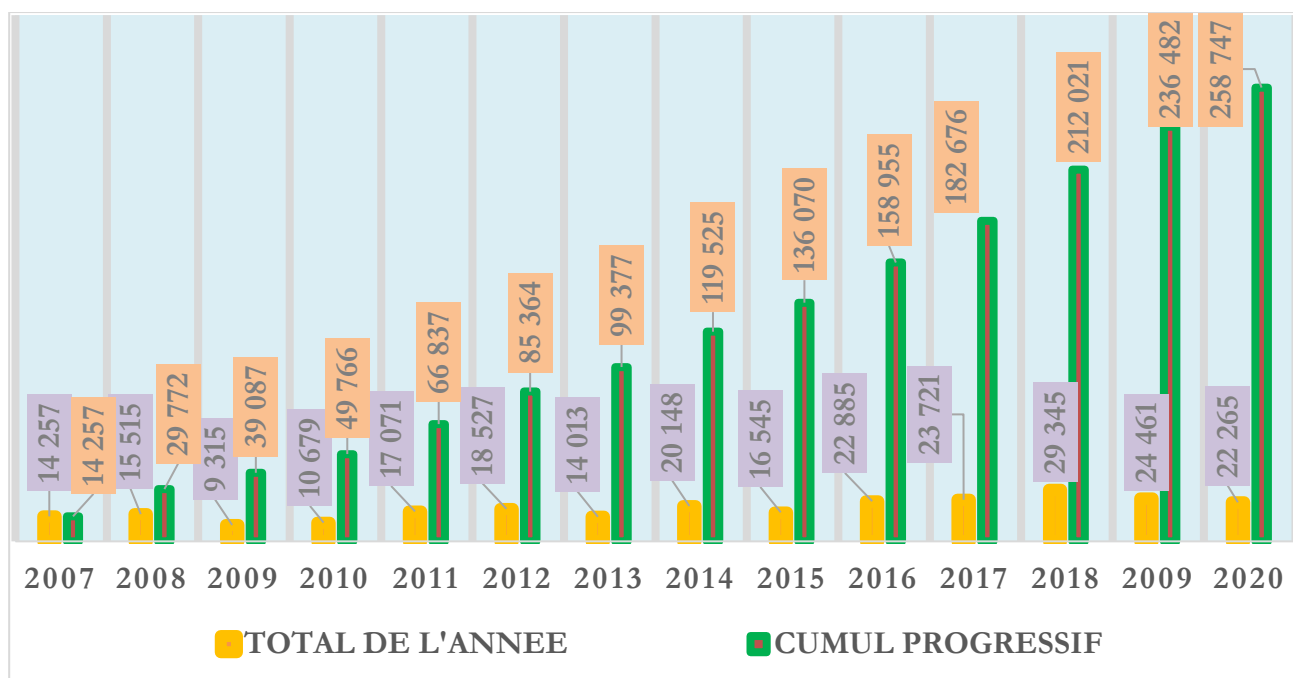
Au cours de l'année 2020, **22 265** Numéros Impôt ont été attribués, tels que détaillés, par forme juridique, dans le tableau ci-après :

PP	PM	ASBL	TOTAL
16 688	4 672	905	22 265

Depuis le début de l'opération en 2007, l'attribution du numéro impôt a évolué jusqu'à fin 2020, de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUT°	PP	PM	ASBL	TOTAL DE L'ANNEE	PROGRESSION CUMULEE
2007	12 336	1 415	506	14 257	14 257
2008	13 905	1 103	507	15 515	29 772
2009	8 050	929	336	9 315	39 087
2010	9596	750	333	10 679	49 766
2011	15 100	1 072	899	17 071	66 837
2012	15 738	1 771	1 018	18 527	85 364
2013	11 716	1 617	680	14 013	99 377
2014	17 519	2 052	577	20 148	119 525
2015	15 607	357	581	16 545	136 070
2016	19 245	2 923	717	22 885	158 955
2017	20 028	2 952	741	23 721	182 676
2018	24 505	3 931	909	29 345	212 021
2019	19 156	4 553	752	24 461	236 482
2020	16 688	4 672	905	22 265	258 747

La situation de l'évolution d'attribution du NIF de 2007 à 2020 est représentée graphiquement de la manière ci-après :



IV.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires

Les répertoires des contribuables gérés par les Services de la DGI, mis à jour au 31 décembre 2020, sont présentés d'une part en répertoires généraux et d'autre part en répertoires sectoriels.

IV.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels

Les répertoires généraux des Services opérationnels sont communiqués par état d'activités et par forme juridique.

IV.5.2.1.1. Répertoire des services par état d'activités

Conformément aux instructions contenues dans la Note de service n° 01/0168/DGI/DG/DIRAF/DLEG/2017 du 03 octobre 2017 portant instructions relatives à la gestion des répertoires des contribuables des Services réformés, les contribuables actifs sont répertoriés dans un fichier reprenant lesdits contribuables répartis suivant les trois états ci-après, au regard de l'exercice de leurs activités : en activité, en cessation d'activité et en liquidation.

A fin 2020, le répertoire des Services réformés par état d'activités ainsi que celui des CIS se présentent comme suit :

STRUCTURE	SERVICES REFORMES				CIS	TOTAL GENERAL
	EN ACTIVITE	EN CESSATION D'ACTIVITE	EN LIQUIDATION	TOTAL		
DGE	801	9	9	819		819
DUI-K	2 672	1166	297	4 135	18 184	22 319
DPI/BANDUNDU	160	32	0	192	1 583	1 775
DPI/KONGO CENTRAL	577	273	10	860	2 029	2 889
DPI/EQUATEUR	178	2	0	180	2 153	2 333
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	197	0	0	197	3 010	3 207
DPI/KASAI-ORIENTAL	187	147	1	335	6 264	6 599
DPI/KATANGA	1 644	443	19	2 106	3 370	5 476
DPI/MANIEMA	97	57	0	154	3 198	3 352
DPI/NORD-KIVU	878	96	0	974	11 970	12 944
DPI/PROV. ORIENTALE	485	308	2	795	8 500	9 295
DPI/SUD-KIVU	558	67	0	625	4 499	5 124
TOTAL	8 434	2 600	338	11 372	64 760	76 132

IV.5.2.1.2. Répertoire des services par forme juridique

A fin 2020, le répertoire des Services réformés par forme juridique se présente de la manière ci-après :

SERVICE	PERSONNE MORALE	PERSONNE PHYSIQUE	ONG & ASBL	TOTAL
DGE	575	15	229	819
CDI/KINSHASA	2 645	1 191	299	4 135
CDI/LUBUMBASHI	1 542	473	91	2 106
CDI/GOMA	298	422	254	974
CDI/MATADI	217	307	336	860
CDI/KISANGANI	216	266	313	795
SMM BANDUNDU	33	63	96	192
SMM EQUATEUR	30	98	52	180
SMM KASAI-OCCIDENTAL	19	57	121	197
SMM KASAI-ORIENTAL	69	127	139	335
SMM MANIEMA	10	66	78	154
SMM SUD-KIVU	103	213	309	625
TOTAL	5 757	3 298	2 317	11 372

IV.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels ont confectionné des répertoires sectoriels par nature d'impôt en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives (notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance).

A fin 2020, les répertoires sectoriels, par nature d'impôt, des Services réformés ainsi que des CIS sont présentés dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	SERVICES REFORMES					CIS	
	IBP/GRANDES ENTREPRISES	IBP/MOYENNES ENTREPRISES	IPR/NATIONAUX	IERE	TVA	IBP/PETITES ENTREPRISES	IBP/MICRO-ENTREPRISES
DGE	490		560		481		
DUIK		3 023	3 087		2 770	7 749	10 435
DPI/BANDUNDU		35	242	15	46	3 667	2 597
DPI/EQUATEUR		56	204	13	43	4 915	7 055
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		71	255	19	91	1 337	2 033
DPI/KASAI-ORIENTAL		71	201	15	64	477	1 060
DPI/KATANGA		1 293	1 785		1 615	950	1 079
DPI/KONGO CENTRAL		211	461	25	204	1 159	1 587
DPI/MANIEMA		43	105	9	45	1 081	1 929
DPI/NORD-KIVU		368	794	57	489	918	2 280
DPI/PROVINCE ORIENTALE		547	442	31	233	4 297	4 203
DPI/SUD-KIVU		230	690	28	306	2 024	2 475
TOTAL	490	5 948	8 826	212	6 387	28 574	36 733

NB : les données de l'IERE de la DGE sont comprises dans celles de l'IPR.

IV.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2020

Cette section reprend la situation des déclarations annuelles souscrites par les grandes et moyennes entreprises ainsi que par les entreprises de petite taille (petites entreprises et micro-entreprises) à l'échéance du 30 avril 2020 au titre d'IBP.

Elle renseigne également la situation des déclarations mensuelles souscrites par les assujettis en matière d'IPR, d'IERE et de TVA.

IV.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

La situation des déclarations IBP 2020/2019 souscrites à l'échéance du 30 avril 2020 par les grandes et moyennes entreprises gérées par la DGE ainsi que les CDI et les SMM, se présente de la manière suivante :

N°	SERVICES REFORMES	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECLARATIONS RENTREES	NBRE DES DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	NBRE DECLARATIONS SUITE AUX MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	CHIFFRE D'AFFAIRES DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE DU	SOLDE PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
																	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE	490	425	65	13%	30	15	50	10%	29 314 116 851 504,00	1 833 026 703 617,00	3 029 848 405 972,00	679 195 575 218,00	795 368 637 049,00	188 113 316 839,00	189 020 725 462,00	6	13 502 864 738,00			6	13 502 864 738,00
2	CDI/KINSHASA	3 023	1 188	1 835	61%	993	1566	269	9%	1 391 698 639 158,00	366 490 423 185,00	127 863 278 161,00	87 771 463 989,00	11 618 641 989,00	5 778 052 916,00	7 632 938 872,00	156	4 913 827 441,00	16	815 891 505,00	172	510 677 195,00
3	CDI/LUBUMBASHI	1 293	743	550	43%	220	45	505	39%	5 341 850 808 090,00	1 332 526 803 578,00	138 582 536 161,00	407 637 236 307,00	28 090 338 379,00	379 546 897 928,00	16 701 907 213,00	513	6 559 331 071,00			494	5 284 975 689,00
4	CDI/GOMA	368	344	24	7%	15	5	19	5%	217 386 666 455,00	11 023 489 765,00	91 313 251 442,00	4 294 558 901,00	2 236 143 959,00	2 220 545 991,00	2 232 766 008,00	10	310 585 857,00	11	313 866 657,00	11	313 866 657,00
5	CDI/MATADI	211	127	84	40%	65	1	83	39%	243 539 597 012,00	43 775 957 326,00	121 587 623,00	14 095 135 271,00	922 357 589,00	13 172 777 682,00	614 381 260,00	18	46 169 959,00			20	48 659 536,00
6	CDI/KISANGANI	547	151	396	72%	396		396	72%	4 404 677 470,00	19 150 124 775,00	136 638 014,00	58 339 472,00	44 768 118,00	2 994 886 751,00	2 662 805 592,00	22	708 685 545,00			12	493 233 628,00
7	SMM BANDUNDU	35	27	8	23%	8		8	23%	7 130 331 869,00	129 150 323,00	540 766 572,00	49 326 450,00	35 688 320,00	14 943 815,00	14 708 825,00	5	32 275 973,00			5	32 275 973,00
8	SMM EQUATEUR	56	23	33	59%	26		33	59%	2 961 037 426,00	373 505 115,00	14 467 969,00	90 478 342,00	70 013 831,00	15 558 993,00	12 817 987,00	22	22 261 349,00			22	22 261 349,00
9	SMM KASAI-OCCIDENTAL	71	38	33	46%	33	13	20	28%	127 964 015 463,00	150 439 961,00	1 439 212 181,00	4 817 155 803,00	2 550 320 043,00	20 464 511,00	21 215 511,00	20	50 284 653,00			20	50 284 653,00
10	SMM KASAI-ORIENTAL	71	60	11	15%	7	5	6	8%	8 005 408 515,00	16 057 052 676,00	10 996 336 477,00	97 742 252,00	142 593 682,00	2 266 835 760,00	2 305 307 452,00	5	32 275 973,00			5	32 275 973,00
11	SMM MANIEMA	43	41	2	5%	2		2	5%	157 271 373 251,00	68 869 631,00	12 521 757 922,00	6 408 399 201,00	3 413 512 450,00	41 053 908,00	40 603 908,00	2	61 475 678,00	17	748 549 724,00	1	33 180 001,00
12	SMM SUD-KIVU	230	149	81	35%	81		81	35%	38 413 650 424,00	845 247 883,00	2 371 815 798,00	478 033 330,00	519 628 943,00	283 408 425,00	294 781 921,00	13	87 577 490,00			13	87 577 490,00
TOTAL		6 438	3 316	3 122	48%	1 876	1 650	1 472	23%	36 854 743 056 637,00	3 623 617 767 835,00	3 415 750 054 292,00	1 204 993 444 536,00	845 012 644 352,00	594 468 743 519,00	221 554 960 011,00	792,00	26 327 615 727,00	44	1 878 307 886,00	781	20 412 132 882,00

IV.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises

La situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2020 par les petites entreprises relevant de la gestion des CIS, est renseignée dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECLARAT° RENTREES	NBRE DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	DECLARATIONS SUITE AU MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	CA DECLARE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE PAYE	TRAITEMENT DES DEFAILLANTS					
													T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
													NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
DUIK	7 749	3 334	4 415	57%	1 527	649	3 766	49%	83 085 309 519,00	1 076 515 652,00	697 856 655,00	378 658 997,00	794	520 039 373,00	49	34 339 959,00	354	361 373 042,00
DPI/BANDUNDU	3 667	1 466	98	3%	2 200	0	98	3%	48 558 355 350,00	631 258 620,00	409 244 963,00	222 013 657,00	465	366 976 633,00	28	1 018 959 728,00	253	295 446 774,00
DPI/EQUATEUR	4 915	2 834	473	10%	2 081	0	473	10%	51 337 737 434,00	536 256 008,00	267 906 186,00	253 988 502,00	1 207	437 096 319,00	0	0,00	1 207	437 096 319,00
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 337	647	474	35%	689	103	371	28%	13 656 497 401,00	174 498 998,00	111 586 387,00	62 912 611,00	364	161 559 670,00	7	732 147,00	213	92 964 605,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	477	379	420	88%	98	0	420	88%	3 740 090 054,00	37 288 284,00	27 026 326,00	37 288 284,00	63	10 502 000,00	0	0,00	63	10 502 000,00
DPI/KATANGA	950	477	2 201	232%	473	13	2 188	230%	7 852 513 233,00	74 742 079,00	36 443 322,00	38 298 757,00	139	22 446 899,00	0	0,00	139	22 446 899,00
DPI/KONGO CENTRAL	1 159	618	690	60%	541	310	380	33%	18 348 934 811,00	199 769 973,00	118 730 184,00	76 900 619,00	34	23 685 324,00	0	0,00	34	23 685 324,00
DPI/MANIEMA	1 081	661	410	38%	310	90	320	30%	9 243 327 100,00	92 433 271,00	53 043 104,00	39 390 187,00	62	46 377 348,00	0	0,00	62	46 377 348,00
DPI/NORD-KIVU	918	508	2 081	227%	277	199	1 882	205%	7 635 543 115,00	80 665 134,00	48 514 335,00	28 801 442,00	109	34 366 158,00	32	12 039 650,00	100	32 270 858,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	4 297	2 441	1 856	43%	1 856	0	0	0%	49 801 991 231,00	517 751 346,00	389 085 977,00	197 240 812,00	375	111 354 804,00	16	1 976 061,00	307	96 354 244,00
DPI/SUD-KIVU	2 024	616	1 408	70%	1 407	0	1 408	70%	18 833 084 673,00	196 177 965,00	138 433 584,00	79 168 781,00	259	131 292 143,00	4	307 500,00	76	34 931 088,00
TOTAL	28 574	13 981	14 526	51%	11 459	1 364	11 306	40%	312 093 383 921,00	3 617 357 330,00	2 297 871 023,00	1 414 662 649,00	3 871	1 232 674 524,00	136	1 068 355 045,00	2 808	1 453 448 501,00

IV.5.3.3. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises

La situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2020 par les micro-entreprises gérées également par les CIS, se présente comme suit :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DE DECLARATIONS RENTREES	NBRE DES DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	DECLARATIONS SUITE AUX MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	IMPOT GLOBAL ATTENDU	FORFAIT PAYE	SOLDE A PAYER	TRAITEMENT DES DEFAILLANTS					
												TAXATIONS D'OFFICE		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
												NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
DUIK	10 435	1 321	9 114	87%	1 601	629	8 485	81%	521 750 000,00	102 555 000,00	419 195 000,00	628	55 497 588,00			445	36 870 500,00
DPI/BANDUNDU	2 597	1 022	1 575	61%	1 575	0	1 575	61%	129 850 000,00	51 100 000,00	78 750 000,00	568	37 123 628,00	74	2 385 939,00	74	2 385 939,00
DPI/EQUATEUR	7 055	3 363	3 692	52%	3 363	0	3 692	52%	352 750 000,00	155 331 110,00	197 418 890,00	1 514	34 878 044,00			1 514	34 878 044,00
DPI/KASAI-OCIDENTAL	2 033	711	1 322	65%	838	133	1 189	58%	101 650 000,00	60 042 000,00	41 608 000,00	352	32 265 000,00			199	15 018 100,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 060	651	409	39%	409	0	409	39%	53 000 000,00	21 910 700,00	31 089 300,00	222	24 766 300,00			222	24 766 300,00
DPI/KATANGA	1 079	479	600	56%	44	0	600	56%	53 950 000,00	1 210 555,00	52 739 445,00	139	24 446 899,00			139	24 446 899,00
DPI/KONGO CENTRAL	1 587	1 176	411	26%	411	0	411	26%	79 350 000,00	14 561 769,00	64 788 231,00	0	0,00			0	0,00
DPI/MANIEMA	1 929	1 367	562	29%	562	0	562	29%	96 450 000,00	44 957 999,00	51 492 001,00	197	14 775 000,00			197	14 775 000,00
DPI/NORD-KIVU	2 280	1 071	1 209	53%	546	70	1 139	50%	114 000 000,00	24 706 600,00	89 293 400,00	512	38 488 000,00	166	12 460 500,00	512	38 488 000,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	4 203	1 161	3 042	72%	1 161	0	3 042	72%	210 150 000,00	8 568 500,00	201 581 500,00	116	5 800 000,00			64	3 200 000,00
DPI/SUD-KIVU	2 475	1 080	1 395	56%	1 080	0	1 395	56%	123 750 000,00	112 888 000,00	10 862 000,00	252	17 760 000,00			207	14 385 000,00
TOTAL	36 733	13 402	23 331	64%	11 590	832	22 499	61%	1 836 650 000,00	597 832 233,00	1 238 817 767,00	4 500	285 800 459,00	240	14 846 439,00	3 573	209 213 782,00

IV.5.3.4. Situation des déclarations IPR

La situation des déclarations IPR souscrites au cours de l'année 2020 auprès des Services réformés se présente de la manière ci-après :

N°	Structures réformées	Nbre d'assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement des déclarations reçues					Nbre des MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre défaillants corrigé	Taux défaillance corrigé	Nbre de travailleurs	Masse salariale déclarée	Impôt déclaré	Impositions établies						Prises en charge	
					T.O		Régularisations		Total															
					Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre								Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant			
1	DGE	560	6 720	5 192	3 839	1 353	0	1 528	23%	514	56	1 472	22%	610 529	4 871 778 392 090	733 263 152 892	30	16 481 876 327	60	52 751 520 175	186	27 666 290 302	64	23 215 823 850
2	CDI/KIN	3 087	37 044	26 515	16 868	9 647	0	10 529	28%	4 902	6 045	4 484	12%	44 180	172 729 755 302	33 214 400 845	389	10 814 281 855	94	3 675 631 764			477	4 497 576 898
3	CDI/LUBUMBASHI	1 785	21 420	18 070	8 917	9 153	0	3 350	16%	1 294	2 005	1 345	6%	45 518	207 922 406 805	42 390 746 652	291	1 380 511 969	63	2 711 017 945			304	1 705 566 250
4	CDI/GOMA	794	9 528	7 131	6 022	1 073	36	2 397	25%	540	437	1 960	21%	14 354	93 813 025 221	30 657 572 609	60	292 068 439					58	291 604 094
6	CDI/MATADI	461	5 532	4 340	2 815	1 516	9	1 192	22%	570	363	829	15%	5 183	29 553 246 796	3 842 793 423	155	664 393	106	1 408 091 037			109	167 250 935
5	CDI/KISANGANI	442	5 304	4 145	3 137	1 008	0	1 159	22%	777	361	798	15%	8 881	108 961 423 519	5 946 008 769	103	187 401 454	45	1 922 286 235			113	2 942 399 630
7	SMM BANDUNDU	242	2 904	1 813	1 564	249	0	1 091	38%	407	24	1 067	37%	1 009	3 053 447 413	424 502 568	242						193	
8	SMM EQUATEUR	204	2 448	2 115	1 597	494	24	333	14%	307	148	185	8%	3 868	8 098 567 673	941 892 988	153	50 930 672					148	51 169 733
9	SMM KASAI-OCCIDENTAL	255	3 060	1 832	1 306	526	0	1 228	40%	870	279	949	31%	1 529	6 924 477 453	1 350 832 147	348	305 923 763					348	305 923 763
10	SMM KASAI-ORIENTAL	201	2 412	2 166	1 663	503	0	246	10%	230	221	25	1%	1 900	9 352 194 453	1 836 114 326	27	7 197 027	1	3 098 720 526			19	3 104 658 337
11	SMM MANIEMA	105	1 260	1 058	807	251	0	202	16%	90	40	162	13%	733	2 723 636 052	294 252 566	48	10 868 142					49	106 648 141
12	SMM SUD-KIVU	690	8 280	5 797	5 033	764	0	2 483	30%	797	683	1 800	22%	7 715	55 396 041 983	6 751 506 482	136	697 440 929	54	263 850 663			18	97 577 283
TOTAL		8 826	105 912	80 174	53 568	26 537	69	25 738	24%	11 298	10 662	15 076	14%	745 399	5 570 306 614 760	860 913 776 267	1 982	30 229 164 970	423	65 831 118 345	186	27 666 290 302	1 900	36 486 198 914

IV.5.3.5. Situation des déclarations IERE

La situation des déclarations IERE souscrites auprès des Services réformés en 2020 est reprise dans le tableau ci-dessous :

N°	Structures réformées	Nbre d'assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement des déclarations					Nbre MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre corrigé des défaillants	Taux corrigé de défaillance	Nbre travailleurs	Masse salariale	Impôt déclaré	Impositions établies						Dossiers pris en charge	
					Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre défaillants	Taux de défaillance								T.O		Régularisations		Total			
																	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE																							
2	CDI/KIN																							
3	CDI/LUBUMBASHI																							
4	CDI/GOMA	57	684	626	626	0	0	58	8%	0	0	58	8%	170	11 647 208 080,00	3 089 241 929,00								
5	CDI/KISANGANI	31	372	351	337	14	0	21	6%	0	0	21	6%	62	2 777 413 886,00	467 354 056,00	6	5 471 722,00	4	3 365 294,00	10	8 837 016,00	2	1 568 906,00
6	CDI/MATADI	25	300	289	287	0	2	11	4%	3	1	10	3%	73	3 238 102 153,00	561 687 204,00			2	2 342 643,00	2	2 342 643,00	1	396 662,00
7	SMM BANDUNDU	15	180	180	180			0	0%			0	0%	366	351 402 257,00	69 721 379,00								
8	SMM EQUATEUR	13	156	152	144	8	0	4	3%	0		4	3%	14	138 087 840,00	28 271,00								
9	SMM KASAI-OCCIDENTAL	19	228	222	175	47	0	6	3%	29	5	1	0%	18	285 146 756,00	4 316 261 253,00	29	21 854 143,00			29	21 854 143,00	9	8 937 836,00
10	SMM KASAI-ORIENTAL	15	180	172	172	0	0	8	4%	3	2	6	3%	22	196 762 137,00	37 739 672,00								
11	SMM MANIEMA	9	108	106	77	29	0	2	2%	2	2	0	0%	14	71 336 538,00	17 797 515,00								
12	SMM SUD-KIVU	28	336	305	304	0	1	31	9%	29	28	3	1%	55	883 075 289,00	163 368 720,00	1	740 885,00			1	740 885,00	1	740 885,00
TOTAL		212	2 544	2 403	2 302	98	3	141	6%	66	38	103	4%	794	19 588 534 936,00	8 723 199 999,00	36	28 066 750,00	6	5 707 937,00	42	33 774 687,00	13	11 644 289,00

N.B : La DGE, le CDI/Kinshasa et le CDI/Lubumbashi intègrent leurs données de l'IERE dans celles de l'IPR.

IV.5.3.6. Situation des déclarations TVA

La situation des déclarations TVA souscrites au cours de l'année 2020, se présente comme suit :

N°	Structures réformées	Nbre assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement déclarations reçues				Chiffre d'Affaires global déclaré	Dépouillement C.A.				TVA collectée	Total des déductions	TVA nette	Crédit TVA réportable	Nbre des défaillants	Taux de défaillance	Nbre MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	CA imposable à 16% pour les déclarations suite aux MED	Nbre corrigé des défaillants	Taux corrigé de défaillance	Impositions établies						Prises en charge	
					Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Déclarations créditrices		C.A. exonéré	C.A. hors champs	C.A. à 0%	C.A. imposable à 16%												T.O	Régularisations		Total				
																								Nbre		Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE	481	5 772	4 754	3 067	439	0	1 248	32 123 097 839 497,00	2 047 721 335 057,00	1 327 602 328 686,00	15 415 883 281 241,00	11 731 860 683 872,00	1 869 002 509 412,00	4 409 714 363 331,00	842 874 357 305,00	298 370 055 148,00	1 018	18%	339	209	42 669 035 975,00	809	14%	9	5 570 673 307,00	134	130 061 218 498,00	143	135 631 891 805,00	38	15 109 938 366,00
2	CDI/KIN	2 770	33 240	###	####	11 186	833	0	2 042 976 127 581,00	120 671 198 872,00	41 521 739 845,00	16 312 347 505,00	625 110 445 866,00	100 157 597 196,00	417 455 223 588,00	46 666 846 745,00	21 151 888 366,00	###	32%	4 509	###	111 221 435 676,00	4 288	13%	364	2 841 431 141,00	153	7 719 643 840,00	517	10 561 074 981,00	459	10 406 714 279,00
3	CDI/LUBUMBASHI	1 615	19 380	16 025	3 753	12 272	0	0	3 364 980 800 452,00	277 334 618 239,00	1 085 745 031 213,00	304 354 543 451,00	2 237 546 607 445,00	325 283 437 115,00	5 982 974 420 558,00	148 689 208 176,00	160 361 226 325,00	3 355	17%	1 110	###		1 272	7%	307	2 724 003 563,00	1 054	265 216 553 443,00	1 361	267 940 557 006,00	1 001	49 822 970 922,00
4	CDI/GOMA	489	5 868	3 654	2 906	748	0		64 449 614 069,00	3 202 243 194,00	2 334 126 570,00		58 148 628 688,00	9 303 780 590,00	2 043 814 659,00	7 259 965 925,00	40 498 484,00	2 214	38%	75	354		1 860	32%	52	212 643 053,00	108	456 464 642,00	160	669 107 695,00	158	752 117 867,00
5	CDI/KISANGANI	233	2 796	1 479	873	423	183		142 898 025 781,00	5 579 504 885,00	6 085 156 512,00	2 816 650 838,00	93 940 180 972,00	14 153 928 173,00	13 939 639 911,00	11 972 870 152,00	742 808 953,00	1 317	47%	528	116	17 074 780 207,00	1 201	43%	52	423 142 819,00	82	59 653 051 701,00	134	60 076 194 520,00	92	9 220 493 210,00
6	CDI/MATADI	204	2 448	1 905	830	1 075	0		233 607 022 276,00	61 106 032 848,00	78 789 252 915,00	94 794 000,00	113 200 147 081,00	17 920 493 103,00	17 352 319 312,00	8 685 393 580,00	693 532 425,00	543	22%	266	149		394	16%	64	117 900 713,00			64	117 900 713,00	22	35 080 477,00
7	SMM BANDUNDU	46	552	390	193	197	0	0	2 815 400 709,00	612 581 964,00			1 505 854 773,00	251 208 632,00	175 041 017,00	75 346 669,00	44 157,00	162	29%	95			162	29%	78	132 600 000,00			78	132 600 000,00	78	132 600 000,00
8	SMM EQUATEUR	43	516	364	277	80	7	0	1 142 210 216,00	286 204 399,00	0,00		909 435 302,00	143 412 355,00	43 809 504,00	88 084 719,00		152	29%	101	21	7 391 777,00	131	25%	78	14 887 546,00			78	14 887 546,00	68	13 044 096,00
9	SMM KASAI-OCIDENTAL	91	1 092	595	280	303	3	9	5 464 360 551,00	4 830 012 822,00			919 284 311,00	154 309 870,00	75 687 904,00	57 275 536,00	72 651 305,00	497	46%	455	153	66 582 401,00	344	32%	194	46 716 684,00			194	46 716 684,00	194	46 716 684,00
10	SMM KASAI-ORIENTAL	64	768	722	334	346	42	0	54 149 254 676,00	51 817 886 423,00			3 146 045 902,00	504 153 265,00	262 948 512,00	241 484 652,00	0,00	46	6%	46	43	960 376 939,00	3	0%	3	33 676 201,00	1	2 202 126 837,00	4	2 235 803 038,00	4	2 310 728 637,00
11	SMM MANIEMA	45	540	449	191	127	64	67	2 218 268 518,00	276 485 855,00		1 236 152 180,00	804 762 735,00	235 884 873,00	110 131 357,00	41 386 030,00	12 994 552,00	91	17%	31	9	1 194 165,00	82	15%	12	51 230 696,00			12	51 230 696,00	12	51 230 696,00
12	SMM SUD-KIVU	306	3 672	1 074	999	75			34 627 268 809,00	7 395 493 340,00	38 915 115,00	3 434 918 670,00	20 789 466 791,00	3 728 127 248,00	15 472 382 024,00	1 017 853 669,00	736 327 519,00	2 598	71%	545	353	2 188 181 255,00	2 245	61%	53	229 779 859,00	15	203 834 349,00	68	433 614 208,00	5	34 002 539,00
TOTAL		6 387	76 644	54 033	24 306	27 271	1 132	1 324	38 072 426 193 135,00	2 580 833 597 898,00	2 542 116 550 856,00	15 744 132 687 885,00	14 887 881 543 738,00	2 340 838 841 832,00	10 859 619 781 677,00	1 067 670 073 158,00	482 182 027 234,00	###	30%	8 100	9 820	174 188 978 395,00	12 791	17%	1 266	12 398 685 582,00	1 547	465 512 893 310,00	2 813	477 911 578 892,00	2 131	87 935 637 773,00

IV.5.4. Suivi des travaux de contrôle fiscal

Conformément au Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, l'Administration des Impôts exerce toutes les missions et prérogatives en matière fiscale de manière exclusive, sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, les services ayant la mission de contrôle fiscal dans leurs attributions ont le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Ce contrôle se fait tant au premier qu'au second degré.

S'agissant du contrôle fiscal au premier degré, il est réalisé suivant une programmation des dossiers par vagues, sur base des Notes de Service alignant les entreprises autorisées à être contrôlées sur place.

Ainsi, au terme de l'article 28 de l'Ordonnance-loi n° 13/005 du 23 février 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, le contrôle fiscal peut être général ou ponctuel. Le contrôle est général s'il porte sur tous les impôts et taxes sur toute la période non prescrite. Il est ponctuel s'il consiste à la vérification d'un seul impôt sur une période inférieure à un exercice fiscal.

Aussi, la structure de contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/DG/MM/2011 du 8 juillet 2011, est-elle chargée de procéder à l'examen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degré. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux à fort enjeux et repris sur une liste arrêtée par le DG.

Concernant le contrôle au second degré, il s'effectue dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, par l'Inspection des Services de la DGI.

IV.5.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré

Ce point renseigne la situation de la programmation et du résultat du contrôle sur place.

IV.5.4.1.1. Programmation du contrôle sur place

À la clôture de l'exercice 2020, la situation de la programmation des dossiers sélectionnés pour le contrôle sur place, revenus de 2018 et autorisés par la Haute Direction, est communiquée dans le tableau ci-après :

SERVICE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES APRES MED	TOTAL DES DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DOSSIERS PROPOSES AU CONTRÔLE	DOSSIERS AUTORISES A ETRE PROGRAMMES	DOSSIERS PROGRAMMES	TAUX DE PROGRAM.
DGE	425	15	440	535	528	334	63,26%
CDI/KINSHASA	1 188	1 566	2 754	627	589	503	85,40%
CDI/LUBUMBASHI	743	45	788	987	693	296	42,71%
CDI/GOMA	344	5	349	299	184	184	100,00%
CDI/MATADI	127	1	128	148	134	84	62,69%
CDI/KISANGANI	151	0	151	146	138	135	97,83%
SMM BANDUNDU	27	0	27	25	14	14	100,00%
SMM EQUATEUR	23	0	23	17	17	12	70,59%
SMM KASAI-OCCIDENTAL	38	13	51	38	34	26	76,47%
SMM KASAI-ORIENTAL	60	5	65	52	49	49	100,00%
SMM MANIEMA	41	0	41	28	27	27	100,00%
SMM SUD-KIVU	149	0	149	165	146	142	97,26%
TOTAL	3 316	1 650	4 966	3 067	2 553	1 792	70,19%

IV.5.4.1.2. Résultats du contrôle sur place

Les résultats des travaux du contrôle sur place sont renseignés séparément selon qu'il s'agit de la vérification polyvalente ou du contrôle ponctuel.

IV.5.4.1.2.1. Vérification polyvalente

Les détails des résultats des travaux de vérification polyvalente sont présentés de la manière ci-après :

IV.5.4.1.2.1.1. Résultat du contrôle fiscal afférent à l'exercice 2019, revenus de 2018 et antérieurs, réalisé en 2020

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE	DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOUVRES		
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL												
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE										NBRE
DGE	56	1 139 566 076 000				56	1 139 566 076 000				78	430 080 590 967					80	43 697 093 321
CDI/KIN	60	5 458 969 210				60	5 458 969 210		13	3 076 147 736	84	6 260 141 241					537	3 165 149 438
CDI/LUBUMBASHI	156	46 098 007 015			39	195	46 098 007 015		116	9 966 840 346	174	8 338 359 883					213	8 561 848 537
CDI/GOMA	217	6 857 985 445	1	20 884 567					12	5 134 133 695	95	1 152 064 663					245	473 834 995
CDI/MATADI	380	2 068 964 588	4	5 155 477		384	2 074 120 065		11	505 431 316	348	539 902 442					320	236 490 041
CDI/KISANGANI	12	22 753 766 402				12	22 753 766 402				19	17 912 336 335					80	1 909 568 664
SMM BANDUNDU	2	5 697 144				2	5 697 144				2	5 697 144					23	26 477 441
SMM EQUATEUR																		
SMM KASAI- OCCIDENTAL	4	6 707 760	1	11 980 600		5	18 688 360				9	31 523 766					11	17 819 471
SMM KASAI- ORIENTAL	43	41 820 409			3						42	45 280 143					51	35 421 728
SMM MANIEMA			2	33 464 400							2	33 464 400					41	37 112 139
SMM SUD-KIVU	16	278 584 386				16	278 584 386				11	100 792 895					26	147 580 882
TOTAL	946	1 223 136 578 359	8	71 485 044	42	996	1 223 208 063 403		152	18 682 553 093	864	464 500 153 879	0	0	0	0	1 627	58 308 396 657

IV.5.4.1.2.1.2. Résultat du contrôle fiscal afférent à l'exercice 2020, revenus de 2019

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE	DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOUVRES			
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL													
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE											
DGE	77	2 726 111 889 246				77	2 726 111 889 246	23,05%			39	2 607 384 276 750					17	5 932 724 316	43,59%
CDI/KIN	229	5 834 139 345				229	5 834 139 345	45,53%	1	476 662 627	126	3 074 179 796					119	2 626 928 148	94,44%
CDI/LUBUMBASHI	142	2 986 060 605				142	2 986 060 605	47,97%	106	1 784 031 050	62	2 005 549 174					38	1 232 912 071	61,29%
CDI/GOMA	175	1 607 321 282			5	180	1 607 321 282	97,83%	5	909 151 302	136	792 679 001					69	394 472 556	50,74%
CDI/MATADI	67	711 776 666	1	2 966 977		68	714 743 643	80,95%	4	41 853 357	25	262 002 917					36	73 546 579	144,00%
CDI/KISANGANI	45	756 822 932				45	756 822 932	33,33%			43	601 289 415					41	240 601 893	95,35%
SMM BANDUNDU																			
SMM EQUATEUR	12	27 350 527				12	27 350 527	100,00%			12	27 350 527					5	19 944 315	41,67%
SMM KASAI- OCCIDENTAL	25	51 960 460			3	28	51 960 460	107,69%	1	3 667 352	24	48 293 108					18	34 708 494	75,00%
SMM KASAI- ORIENTAL	31	33 725 382			1	32	33 725 382	65,31%			26	29 395 007					26	20 953 903	100,00%
SMM MANIEMA	25	156 883 204			2	27	156 883 204	100,00%			25	156 883 204					17	74 963 269	68,00%
SMM SUD-KIVU	64	554 389 184				64	554 389 184	45,07%			67	252 280 308					56	266 010 726	83,58%
TOTAL	892	2 738 832 318 833	1	2 966 977	11	904	2 738 835 285 810	50,45%	117	3 215 365 688	585	2 614 634 179 207	0	0	0	0	442	10 917 766 270	75,56%

IV.5.4.1.2.1.3. Cumul de résultat de contrôle fiscal des exercices 2019 et 2020, réalisé en 2020

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE	DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOUVRES			
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL													
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE											NBRE
DGE	133	3 865 677 965 246				133	3 865 677 965 246	39,82%			117	3 037 464 867 717					97	49 629 817 637	82,91%
CDI/KIN	289	11 293 108 555				289	11 293 108 555	57,46%			210	9 334 321 037					656	5 792 077 586	312,38%
CDI/LUBUMBASHI	298	49 084 067 620			39	337	49 084 067 620	113,85%	222	11 750 871 396	236	10 343 909 057					251	9 794 760 608	106,36%
CDI/GOMA	392	8 465 306 727	1	20 884 567	5	398	8 486 191 294	216,30%			231	1 944 743 664					314	868 307 551	135,93%
CDI/MATADI	447	2 780 741 254	5	8 122 454		452	2 788 863 708	538,10%	15	547 284 673	373	801 905 359					356	310 036 620	95,44%
CDI/KISANGANI	57	23 510 589 334				57	23 510 589 334	42,22%			62	18 513 625 750					121	2 150 170 557	195,16%
SMM BANDUNDU	2	5 697 144				2	5 697 144				2	5 697 144					23	26 477 441	1150,00%
SMM EQUATEUR	12	27 350 527				12	27 350 527	100,00%			12	27 350 527					5	19 944 315	41,67%
SMM KASAI- OCCIDENTAL	29	58 668 220			3	32	58 668 220	123,08%			33	79 816 874					29	52 527 965	87,88%
SMM KASAI- ORIENTAL	74	75 545 791			4	78	75 545 791	159,18%			68	74 675 150					77	56 375 631	113,24%
SMM MANIEMA	25	156 883 204				25	156 883 204	92,59%			27	190 347 604					58	112 075 408	214,81%
SMM SUD-KIVU	80	832 973 570				80	832 973 570	56,34%			78	353 073 203					82	413 591 608	105,13%
TOTAL	1 838	3 961 968 897 192	6	29 007 021	51	1 895	3 961 997 904 213	105,75%	237	12 298 156 069	1 449	3 079 134 333 086	0	0	0	0	2 069	69 226 162 927	142,79%

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2020, **1.895** dossiers soumis au contrôle polyvalent réalisé en 2020 et afférents aux exercices fiscaux 2019 et 2020, ont été clôturés pour un montant total de **CDF 3.961.997.904.213** dont :

- 1.838 dossiers clôturés par redressement pour un montant de **CDF 3.961.968.897.192** ;
- 06 dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **CDF 29.007.021** ;
- 51 dossiers clôturés par non-lieu.

IV.5.4.1.2.2. Contrôle ponctuel

Le tableau ci-dessous présente les résultats du contrôle ponctuel à fin 2020 :

SERVICE	NOMBRE DOSSIERS PROGRAMMES	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE	DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES			
		REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL									
		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE RECOUV.	
DGE	108	13	2 763 124 430,34				13	2 763 124 430,34	12,04%		7	1 120 957 721,71	7	1 120 957 721,71	100,00%	
CDI/KIN	20	48	2 577 026 926,00				48	2 577 026 926,00	240,00%		18 830 015,00	39	532 230 466,00	68	374 185 743,00	174,36%
CDI/LUBUMBASHI	61	10	1 725 640 935,00			42	52	1 725 640 935,00	85,25%	2	1 335 108 958,00	9	527 496 620,00	8	21 517 563,00	88,89%
CDI/GOMA	77	25	520 492 797,10			3	28	520 492 797,10	36,36%	7	284 398 868,66	22	992 684 962,05	17	156 627 837,93	77,27%
CDI/MATADI	7	50	90 353 967,00	8	4 244 414,00		58	94 598 381,00	828,57%	15	18 097 147,00	46	67 629 567,00	57	31 586 613,00	123,91%
CDI/KISANGANI		10	46 691 088,00				10	46 691 088,00								
SMM BANDUNDU	4	4	5 062 484,00				4	5 062 484,00	100,00%	4		4	5 062 484,00			
SMM EQUATEUR																
SMM KASAI- OCCIDENTAL		10	3 873 741,00	2	3 873 741,00		12	7 747 482,00				16	50 256 884,00	6	2 601 130,00	37,50%
SMM KASAI- ORIENTAL	49	23	41 252 317,76	1	10 718 030,70		24	51 970 348,46	48,98%			24	53 673 689,39	43	39 866 246,39	179,17%
SMM MANIEMA							0	0,00								
SMM SUD-KIVU		8	185 100 348,00			6	14	185 100 348,00				22	46 360 248,00	12	32 190 552,00	54,55%
TOTAL	326	201	7 958 619 034,20	11	18 836 185,70	51	263	7 977 455 219,90	80,67%	28	1 656 434 988,66	189	3 396 352 642,15	218	1 779 533 407,03	115,34%

IV.5.4.1.3. Participation des travaux de contrôle fiscal dans les recettes de l'année

La participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré (contrôle polyvalent au premier degré et contrôle ponctuel) dans les recettes de l'année 2020 se présentent comme suit :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE POLYVALENT (2)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE PONCTUEL (3)	TOTAL DES SUPPLEMENTS RECOUVRES (4)=(2)+(3)	TAUX DE PARTICIP. (5)=(4)/(1)
DGE	3 102 364 777 458,98	49 629 817 637,00	1 120 957 721,71	50 750 775 358,71	1,64%
DUI-K	159 471 687 322,83	5 792 077 586,00	374 185 743,00	6 166 263 329,00	3,87%
DPI/BANDUNDU	1 223 053 725,23	26 477 441,00	0,00	26 477 441,00	2,16%
DPI/KONGO CENTRAL	30 884 740 781,97	310 036 620,00	31 586 613,00	341 623 233,00	1,11%
DPI/EQUATEUR	1 196 697 560,82	19 944 315,00	0,00	19 944 315,00	1,67%
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	1 826 624 262,28	52 527 965,00	2 601 130,00	55 129 095,00	3,02%
DPI/KASAI- ORIENTAL	7 775 362 907,95	56 375 630,50	39 866 246,39	96 241 876,89	1,24%
DPI/KATANGA	261 940 095 925,80	9 794 760 608,00	21 517 563,00	9 816 278 171,00	3,75%
DPI/MANIEMA	1 392 945 020,15	112 075 408,00	0,00	112 075 408,00	8,05%
DPI/NORD-KIVU	39 240 302 063,30	868 307 551,46	156 627 837,93	1 024 935 389,39	2,61%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	32 998 915 145,64	2 150 170 557,00	0,00	2 150 170 557,00	6,52%
DPI/SUD-KIVU	15 087 240 604,10	413 591 608,00	32 190 552,00	445 782 160,00	2,95%
TOTAL	3 655 402 442 779,05	69 226 162 926,96	1 779 533 407,03	71 005 696 333,99	1,94%

De la lecture du tableau ci-dessus, il s'observe que la participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré dans les recettes globales comptabilisées à fin 2020 de l'ordre de **CDF 3.655.402.442.779,05** est évaluée à **1,94%**. En d'autres termes, si l'on déduit les recettes issues des suppléments d'impôts recouvrés de **CDF 71.005.696.333,99** de réalisations totales, la part des déclarations autoliquidatives serait de **CDF 3.584.396.746.445,06** et représenterait **98,06%**.

Comparativement à l'année 2019 où les suppléments d'impôts recouvrés s'élevaient à **CDF 103.290.272.534,54**, il se dégage un écart négatif de **CDF 32.284.576.200,55**, soit un taux de régression de **31,26%**.

Cette régression est essentiellement liée à la situation particulière de la pandémie à COVID-19 observée en 2020, dont les mesures gouvernementales de riposte avaient notamment nécessité la suspension de toutes les missions de contrôle fiscal auprès des contribuables.

IV.5.4.2. Le contrôle fiscal au second degré

L'inspection des Services a, au cours de l'année 2020, procédé au contrôle fiscal au second degré (contre vérification) de quelques dossiers sélectionnés.

IV.5.4.2.1. Résultats des travaux de contrôle fiscal au second degré

À fin 2020, 36 dossiers sélectionnés ont été clôturés pour des suppléments d'impôts de l'ordre de **CDF 316.736.539.115,47** et **USD 376.645.934,08**, tels que répartis dans le tableau ci-après :

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
224 975 790 715,01	91 760 748 400,46	316 736 539 115,47	282 827 055,66	93 818 878,42	376 645 934,08

Comparé à l'année 2019, au cours de laquelle les suppléments d'impôts notifiés ont été de **CDF 382.436.383.699,96** et **USD 38.829.190.113,60**, il s'observe une régression du niveau moyen des suppléments d'impôts.

IV.5.4.2.2. Prise en charge des redressements établis au second degré

La prise en charge réalisée au cours de l'année 2020, tant pour les dossiers de l'exercice que ceux clôturés antérieurement, a été de l'ordre de **CDF 182.924.990.097,13** et **USD 16.944.250,96**, telle que répartie dans le tableau ci-dessous :

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
122 254 029 250,82	60 670 960 846,31	182 924 990 097,13	11 629 739,36	5 314 511,60	16 944 250,96

IV.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT

La ventilation détaillée des recettes, par nature d'impôt et par centre de perception, ayant été traitée dans le point II.4.2 relatif à l'exécution du Budget des recettes des impôts, cette section se focalise exclusivement sur le traitement du solde débiteur.

A la clôture de l'exercice 2020, le solde débiteur général de la DGI est de **CDF 3.402.702.958.448,69**. Il est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises commerciales du portefeuille de l'Etat au titre d'IPR et de TVA, du solde antérieur à la création de la DGE et du CDI/Kinshasa et de la prise en charge des redressements, régularisations et taxations d'office opérés.

IV.6.1. Solde débiteur par degré de solvabilité

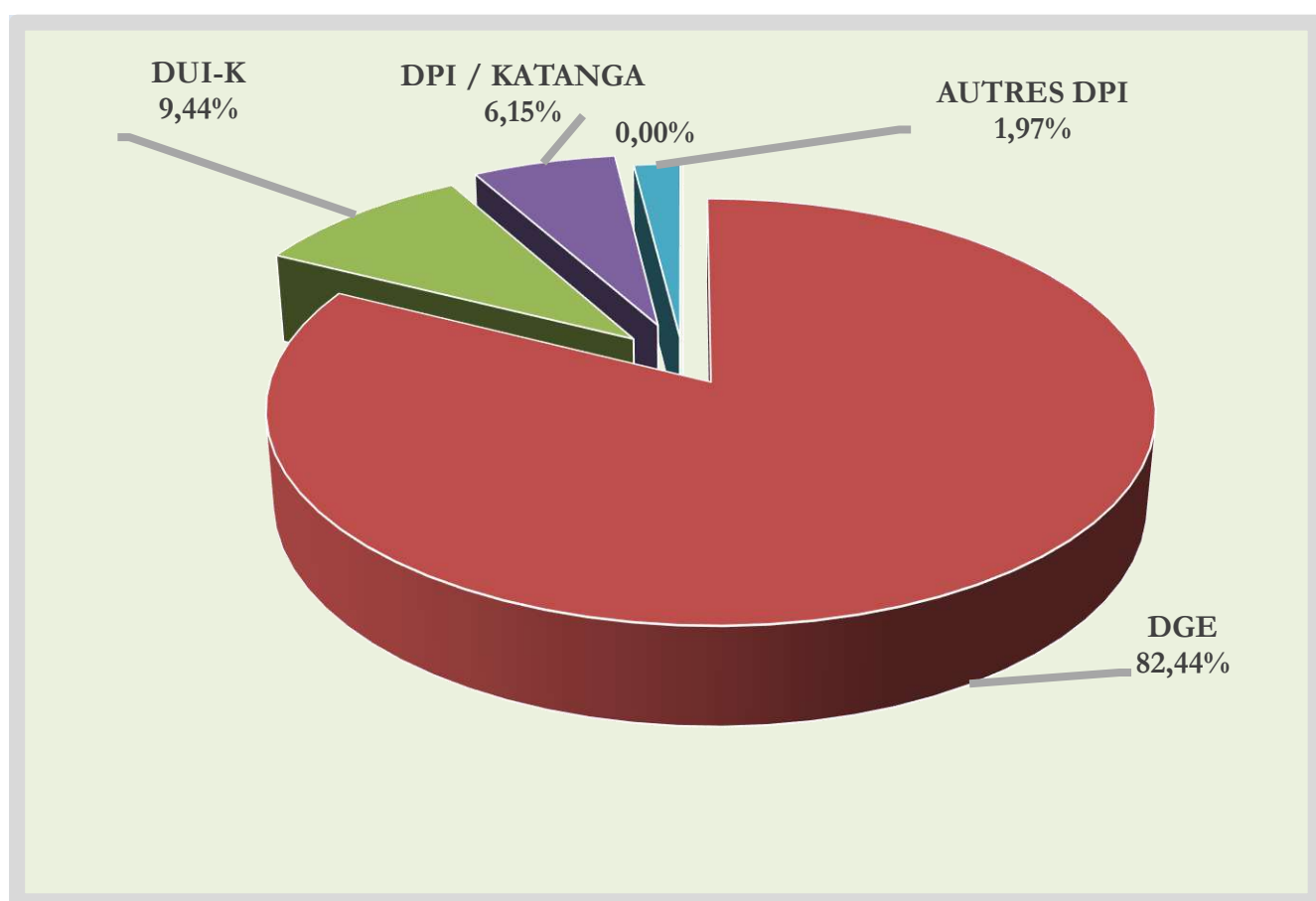
La situation du solde débiteur, par degré de solvabilité, à fin 2020 se présente comme suit :

SERVICE	SOLDE SANS PROBLEME	SOLDE A PROBLEME	SOLDE EN SURSIS DE PAIEMENT	SOLDE EN ATTENTE D'APUREMENT	SOLDE GENERAL
DGE	615 021 421 749,51	872 917 977 452,67	1 317 362 473 812,15	0,00	2 805 301 873 014,33
DUI-K	26 998 777 136,85	197 904 250 070,15	62 201 975 661,58	33 942 537 172,46	321 047 540 041,04
DPI/BANDUNDU	127 451 460,25	252 904 682,10	0,00	0,00	380 356 142,35
DPI/EQUATEUR	38 607 839,62	1 167 161 484,54	21 445 500,00	4 668 000,00	1 231 882 824,16
DPI/KASAI-OCIDENTAL	66 681 447,00	311 999 906,00	0,00	0,00	378 681 353,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	22 023 328,14	1 946 270 522,03	0,00	0,00	1 968 293 850,17
DPI/KATANGA	8 629 231 079,53	190 133 937 435,01	9 958 912 763,63	573 241 985,40	209 295 323 263,57
DPI/KONGO CENTRAL	1 694 878 815,00	5 442 326 094,00	71 983 843,00	496 259 331,00	7 705 448 083,00
DPI/MANIEMA	90 187 686,81	837 111 062,87	112 368 066,85	0,00	1 039 666 816,53
DPI/NORD-KIVU	3 695 836 335,78	12 935 199 872,77	296 604 841,54	184 814 551,54	17 112 455 601,63
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1 510 417 118,30	30 451 056 164,38	3 645 688 833,00	402 928,00	35 607 565 043,68
DPI/SUD-KIVU	52 028 651,70	985 704 383,18	535 468 908,85	60 670 471,50	1 633 872 415,23
TOTAL	657 947 542 648,49	1 315 285 899 129,70	1 394 206 922 230,60	35 262 594 439,90	3 402 702 958 448,69
PROPORTION	19,34%	38,65%	40,97%	1,04%	100,00%

De l'analyse de la situation du solde débiteur par degré de solvabilité, telle que présentée dans le tableau ci-avant, il s'observe que le solde en sursis de paiement représente **40,97%** du montant global, suivi du solde à problème évalué à **38,65%**. Le solde débiteur sans problème dont les actions de poursuite devraient en principe être menées sans heurt, ne représente que **19,34%** et la proportion de **1,04%** concerne le montant des apurements à opérer.

Par ordre d'importance, la situation dudit solde débiteur se présente, par service, suivant le tableau et le graphique ci-dessous :

SERVICE	SOLDE DEBITEUR GENERAL	POURCENTAGE
DGE	2 805 301 873 014,33	82,44%
DUI-K	321 047 540 041,04	9,44%
DPI / KATANGA	209 295 323 263,57	6,15%
AUTRES DPI	67 058 222 129,75	1,97%
TOTAL	3 402 702 958 448,69	100,00%



IV.6.2. Recouvrement du Solde débiteur

La situation de recouvrement du solde débiteur de la DGI est évaluée dans le tableau ci-dessous, par Service, et par rapport aux réalisations globales :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SOLDE DEBITEUR GENERAL (2)	SOLDE DEBITEUR RECOUVRE (3)	EFFORT DE SERVICE (4) = (3) / (1)
DGE	3 102 364 777 458,98	2 805 301 873 014,33	162 135 409 547,64	5,23%
DUI-K	159 471 687 322,83	321 047 540 041,04	14 049 044 360,71	8,81%
DPI/BANDUNDU	1 223 053 725,23	380 356 142,35	49 930 880,07	4,08%
DPI/EQUATEUR	1 196 697 560,82	1 231 882 824,16	68 837 044,62	5,75%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 826 624 262,28	378 681 353,00	159 016 213,00	8,71%
DPI/KASAI-ORIENTAL	7 775 362 907,95	1 968 293 850,17	66 284 897,91	0,85%
DPI/KATANGA	261 940 095 925,80	209 295 323 263,57	14 164 039 525,85	5,41%
DPI/KONGO CENTRAL	30 884 740 781,97	7 705 448 083,00	1 059 418 069,00	3,43%
DPI/MANIEMA	1 392 945 020,15	1 039 666 816,53	190 320 915,69	13,66%
DPI/NORD-KIVU	39 240 302 063,30	17 112 455 601,63	1 568 687 176,95	4,00%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	32 998 915 145,64	35 607 565 043,68	3 404 226 129,03	10,32%
DPI/SUD-KIVU	15 087 240 604,10	1 633 872 415,23	620 634 354,91	4,11%
TOTAL	3 655 402 442 779,05	3 402 702 958 448,69	197 535 849 115,38	5,40%

De l'analyse du tableau ci-dessus, il s'observe que le solde débiteur recouvré de **CDF 197.535.849.115,38**, représente **5,40%** des recettes totales de l'année et est évalué comme effort de service.

Ce ratio bien que supérieur à celui de **3,55 %** dégagé à fin 2019, reste en deçà des critères de performance internes fixant l'effort de service à **10%** des réalisations globales qui trouve son explication dans la mise en œuvre des mesures de riposte contre la covid-19 prises par le Gouvernement notamment celle relative à la suspension des actions en recouvrement forcé.

Toutefois, ce solde débiteur recouvré de **CDF 197.535.849.115,38**, représente **30,02 %** du solde débiteur sans problème de **CDF 657.947.542.648,49**.

IV.7. SUIVI DES EXONERATIONS ET AUTRES ALLEGEMENTS FISCAUX

Conformément à l'article 174 de la Constitution, il est prévu des exemptions, exonérations et allègements fiscaux, repris dans le Code des Impôts, Code des Investissements, Code Minier et autres textes législatifs particuliers.

Des dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun s'expriment en termes d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

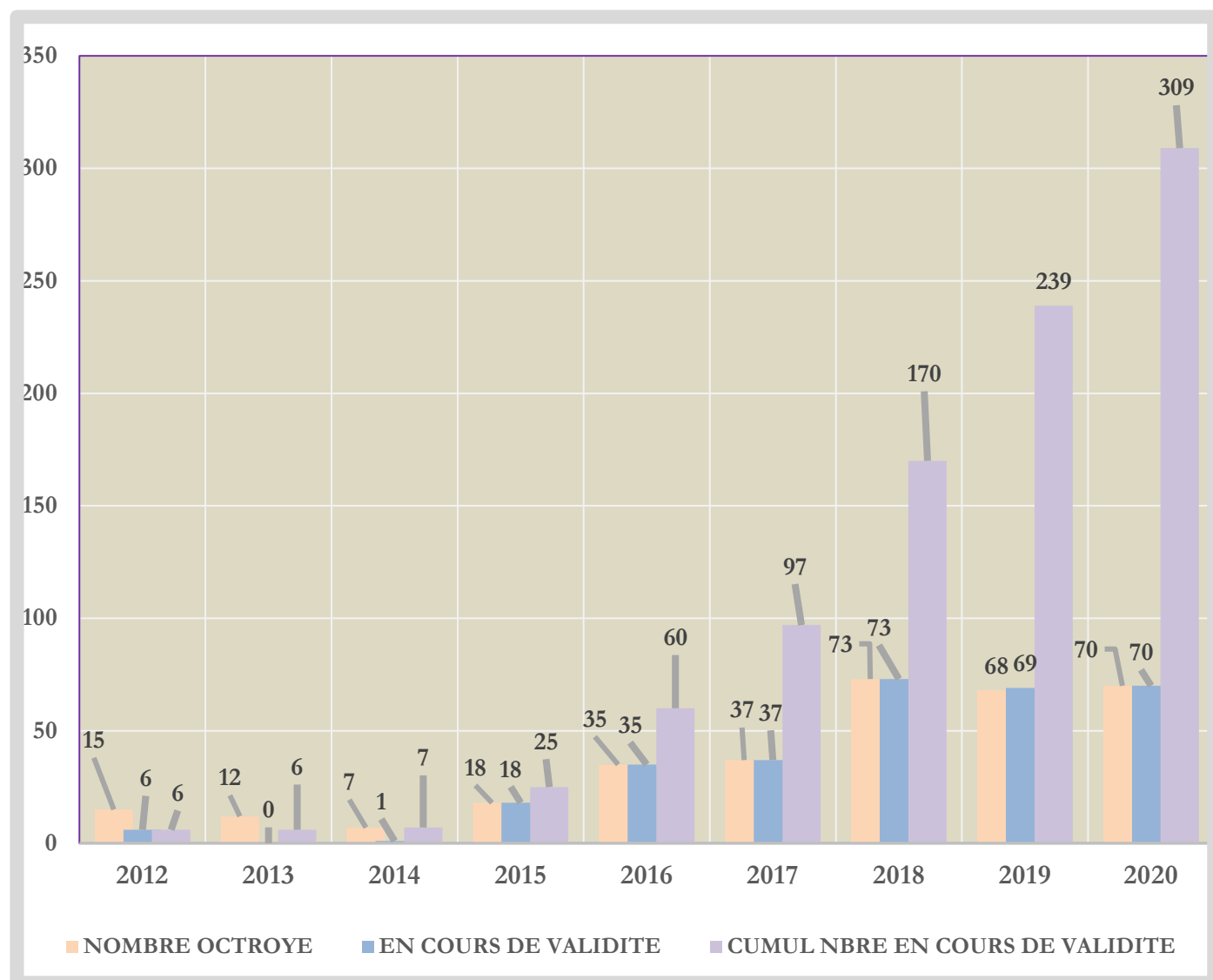
Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier etc.) principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat est comparable à celui des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat.

IV.7.1. Exonérations suivant le Code des Investissements

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan au cours de l'année 2020 ont concerné 70 entreprises. À la clôture de l'année, la situation des exonérations en cours de validité est reprise dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	EN COURS DE VALIDITE	CUMUL NBRE EN COURS DE VALIDITE
2012	15	6	6
2013	12	0	6
2014	7	1	7
2015	18	18	25
2016	35	35	60
2017	37	37	97
2018	73	73	170
2019	69	69	239
2020	70	70	309

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être retracée par le graphique suivant :



IV.7.2. Dépenses fiscales résultant des exonérations en cours de validité en 2020

Au cours de l'année 2020, les exonérations accordées à certaines entreprises ont occasionné un manque à gagner au Trésor public de **CDF 763.772.472.543,58**, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous :

NATURE D'IMPOT	BASE IMPOSABLE	MANQUE À GAGNER (EN CDF)
I. Code des Investissements		
IBP (Impôt sur les Bénéfices et Profits)	951 342 353 873,25	16 601 206 333,00
S/TOTAL (1)	951 342 353 873,25	16 601 206 333,00
II. Taxe sur la Valeur Ajoutée		
Droit commun	4 269 233 046 619,31	683077287459,09
Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	31 355 493 824,44	5 016 879 011,91
Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché Public à financement extérieur	108 471 464 355,50	17 355 434 296,88
S/TOTAL (2)	4 409 060 004 799,25	705 449 600 767,88
III. Code Minier		
IM (Impôt Mobilier) au taux de 10%, soit une réduction par rapport au droit commun	210 831 695 369,70	21 083 169 536,97
IERE (Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés) au taux de 12,5%, soit une réduction par rapport au droit commun	163 755 373 237,67	20 638 495 905,73
S/TOTAL (3)	374 587 068 607,37	41 721 665 442,70
TOTAL GENERAL (4)=(1)+(2)+(3)	5 734 989 427 279,87	763 772 472 543,58

Conformément à la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018, il sied de préciser ce qui suit :

- 1) Concernant l'Impôt sur les Bénéfices et Profits (article 247), il n'existe plus de manque à gagner du fait de l'uniformisation du taux à celui du régime du droit commun (30%) suivant l'article 247 de la Loi n° 18/001 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier ;
- 2) S'agissant de l'Impôt Mobilier (article 246), le taux est fixé conformément au droit commun à l'exception des revenus suivants :
 - a. Les intérêts payés par le titulaire en vertu des emprunts contractés en devises à l'étranger à condition que les taux d'intérêt et les autres conditions d'emprunts destinées à la réalisation des projets soient établis conformément au principe de pleine concurrence ;
 - b. Les dividendes et autres distributions versées par le titulaire à ses actionnaires qui sont assujettis à l'impôt mobilier au taux de 10%.
- 3) Pour ce qui est de l'Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations versées au personnel Expatrié (article 244 bis), le titulaire est redevable de cet impôt à la moitié du taux fixé par le droit commun pour les dix premières années du projet et au taux du droit commun pour les années suivantes.

IV.8. MISSION DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL

Conformément à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts et, en cas d'insatisfaction du réclamant, par la Cour d'Appel territorialement compétente.

IV.8.1. Contentieux en phase administrative

Au cours de l'année 2020, l'Administration Fiscale a géré **2.570** réclamations en phase administrative pour un montant de **CDF 2.169.571.573.800,38** réparties comme suit :

- **1.826** réclamations représentant le solde reporté à fin 2019 pour un montant de **CDF 998.330.098.508,93** ;
- **744** réclamations reçues pendant l'année 2020 pour un montant de **CDF 1.171.241.475.291,45**.

La situation de traitement des réclamations en phase administrative se présente dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT (en CDF)
Réclamations en traitement au début de l'année (1)	1 826	998 330 098 508,93
Réclamations reçues au cours de l'année (2)	744	1 171 241 475 291,45
Total de réclamations gérées (3)=(1)+(2)	2 570	2 169 571 573 800,38
Réclamations traitées au cours de l'année (4)=(5)+(6)+(7)+(8)	839	528 746 766 399,22
Rejets (5)	407	232 535 668 775,77
Dégrèvement total (6)	287	167 101 754 905,30
Dégrèvement partiel (7)	145	99 644 718 659,19
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels (8)	-	29 464 624 058,96
Dossiers en traitement à fin 2020 (9) =(3)-(4)	1 731	1 640 824 807 401,16

IV.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle

En phase juridictionnelle, la DGI a suivi le règlement des litiges nés tant des opérations d'assiette que de celles de recouvrement.

IV.8.1.2.1. Contentieux d'assiette

Au cours de l'année 2020, **9** recours juridictionnels pour un montant global de **CDF 8.299.324.596,55** ont été formulés devant les juridictions compétentes pour lesquels aucun jugement n'a été rendu.

Par juridiction, la situation se présente de la manière ci-dessous :

Rubrique	Recours gérés en 2020	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2020
Juridiction			
Tribunal de Commerce	0	0	0
Tribunal de Grande Instance	6	0	6
Cour d'Appel	3	0	3
Total	9	0	9

IV.8.1.2.2. Contentieux de recouvrement

A fin 2020, l'Administration fiscale a géré **22** contentieux de recouvrement en phase juridictionnelle pour un montant de **CDF 30.853.778.655,03**. Cependant, de tous ces recours juridictionnels aucun jugement n'a été rendu. Le tableau ci-dessous en donne les détails :

Rubrique	Recours gérés en 2020	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2020
Juridiction			
Tribunal de Commerce	2	0	2
Tribunal de Grande Instance	14	0	14
Cour d'Appel	6	0	6
Total	22	0	22

Il appert de souligner qu'à la clôture de l'année 2020, toutes ces affaires sont restées pendantes devant les cours et tribunaux.

V. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DGI

Pour réaliser à bien les missions lui confiées, la DGI fait recours aux moyens tant humains, matériels que financiers.

V.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bien que dépourvue de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une autonomie administrative et financière. Dans ce cadre, son personnel est régi spécifiquement par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI pris conformément au statut des agents de carrière des services publics de l'Etat. Ce texte particulier accorde une souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation et d'application du régime disciplinaire.

V.1.1. Effectifs de la DGI

Les effectifs de la DGI s'établissent, à fin décembre 2020, à **6.593** unités. Leur ventilation par service et grade, par genre, par niveau d'études ainsi que leur évolution dans le temps, sont retracées à travers les tableaux et graphiques ci-après :

V.1.1.1. Répartition des effectifs par service et par grade

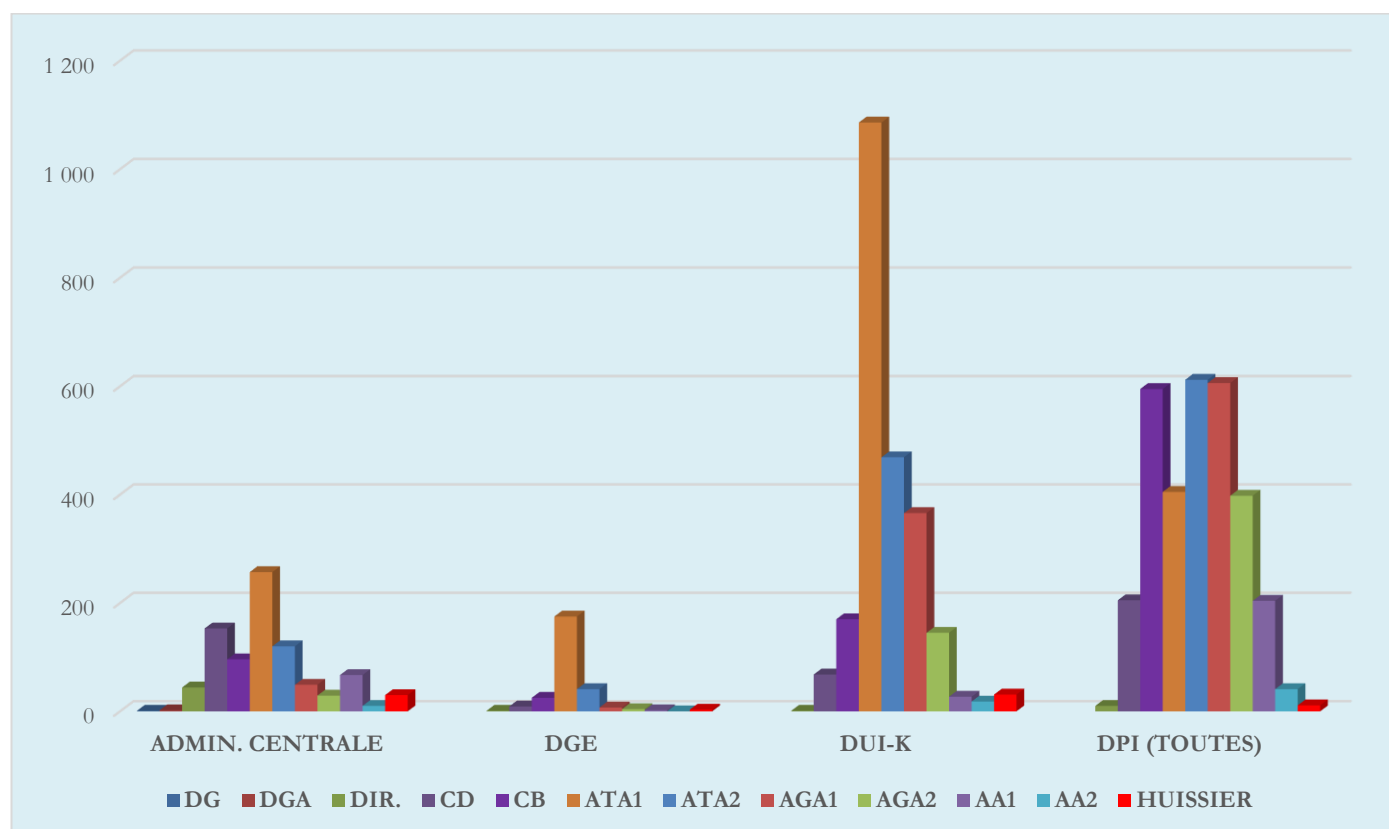
GRADE SERVICE	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATTA1	ATTA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISSIER	CUMUL
HAUTE DIRECTION	1	2											3
ADMINISTRATION CENTRALE			44	153	96	257	120	49	29	67	10	30	855
DGE			1	9	25	175	41	7	4	2		3	267
DUI-KIN			1	68	170	1086	469	366	145	27	18	31	2 381
DPI/BANDUNDU			1	10	44	12	24	66	56	18	11	1	243
DPI/CONGO CENTRAL			1	24	67	89	77	80	38	16	3		395
DPI/EQUATEUR			1	17	52	10	23	43	46	21	6	1	220
DPI/KASAI-OCCIDENTAL			1	25	57	4	20	29	11	4	1		152
DPI/KASAI-ORIENTAL			1	23	50	13	14	42	25	6	3	6	183
DPI/MANIEMA			1	12	30	8	12	19	22	13	5		122
DPI/KATANGA			1	28	88	146	178	77	49	32	2	1	602
DPI/NORD-KIVU			1	19	72	67	122	101	45	27	7	1	462
DPI/PROVINCE ORIENTALE			1	28	62	35	82	81	45	36		1	371
DPI/SUD-KIVU			1	19	73	21	60	68	61	31	3		337
CUMUL	1	2	56	435	886	1 923	1 242	1 028	576	300	69	75	6 593

Il sied de relever qu'au niveau de l'Administration centrale, le nombre des Chefs de Division (153) est plus important que celui des Chefs de Bureaux (96) par le fait que hormis les responsables des structures organiques, les Inspecteurs sont tous revêtus du grade de Chef de Division et les Chargés d'Etudes affectés à la Cellule d'Études/DESCOM, sont aussi des Chefs de Division.

La situation des effectifs parstructure et par grade se présente, dans le tableau et graphique, de la manière ci-dessous :

GRADE SERVICE	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISSIER	CUMUL
HAUTE DIRECTION	1	2											3
ADMINISTRATION CENTRALE			44	153	96	257	120	49	29	67	10	30	855
DGE			1	9	25	175	41	7	4	2	0	3	267
DUI-KINSHASA			1	68	170	1 086	469	366	145	27	18	31	2 381
DPI(TOUTES)			10	205	595	405	612	606	398	204	41	11	3 087
TOTAL	1	2	56	435	886	1 923	1 242	1 028	576	300	69	75	6 593

La situation est représentée graphiquement de la manière suivante :



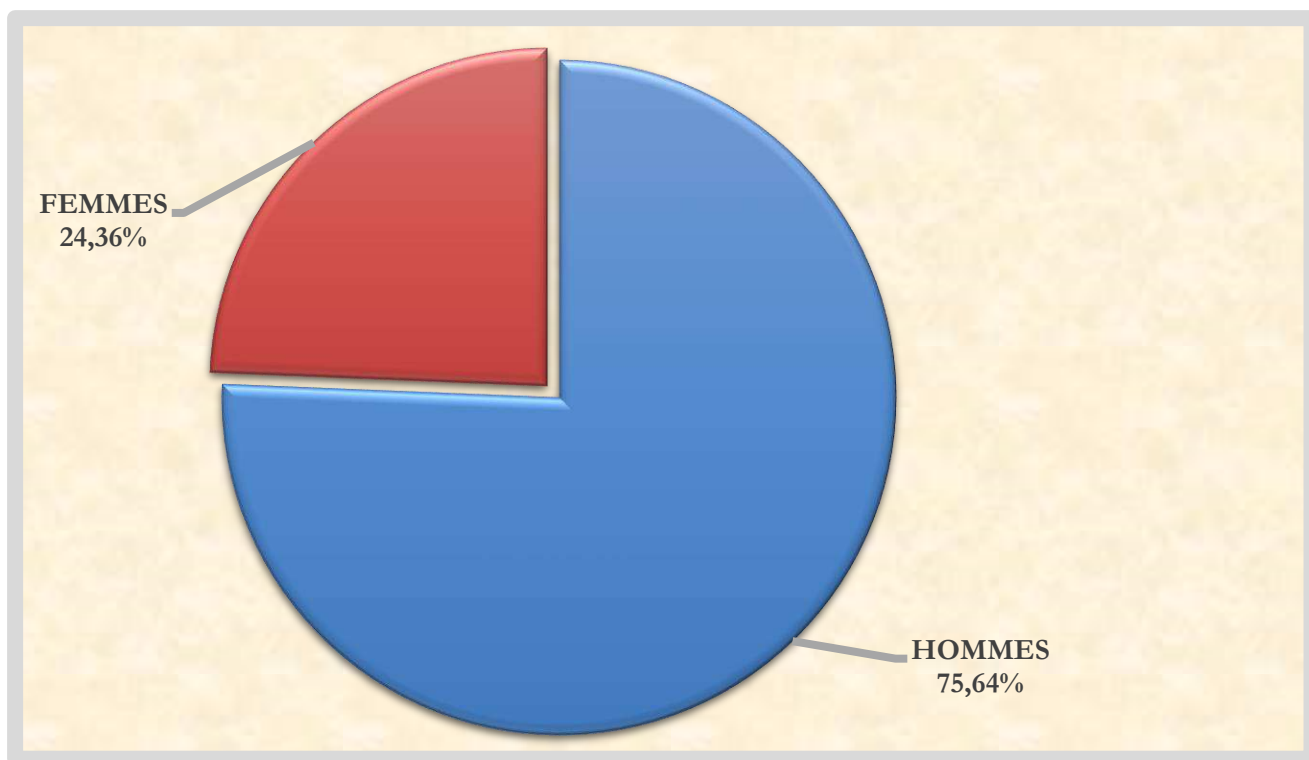
V.1.1.2. Répartition des effectifs par genre

Les effectifs de la DGI sont répartis par genre de la manière ci-dessous :

STRUCTURE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	POURC.	NOMBRE	POURC.
ADMINISTRATION CENTRALE	858	635	74,01%	223	25,99%
DGE	267	189	70,79%	78	29,21%
DUI-K	2 381	1 731	72,70%	650	27,30%
DPI (TOUTES)	3 087	2 432	78,78%	655	21,22%
TOTAL	6 593	4 987	75,64%	1 606	24,36%

De la lecture du tableau ci-dessus, il ressort d'une manière générale que le personnel féminin de la DGI représente **24,36%** de l'effectif global et le personnel masculin **75,64%**.

Cette situation est représentée graphiquement comme suit :



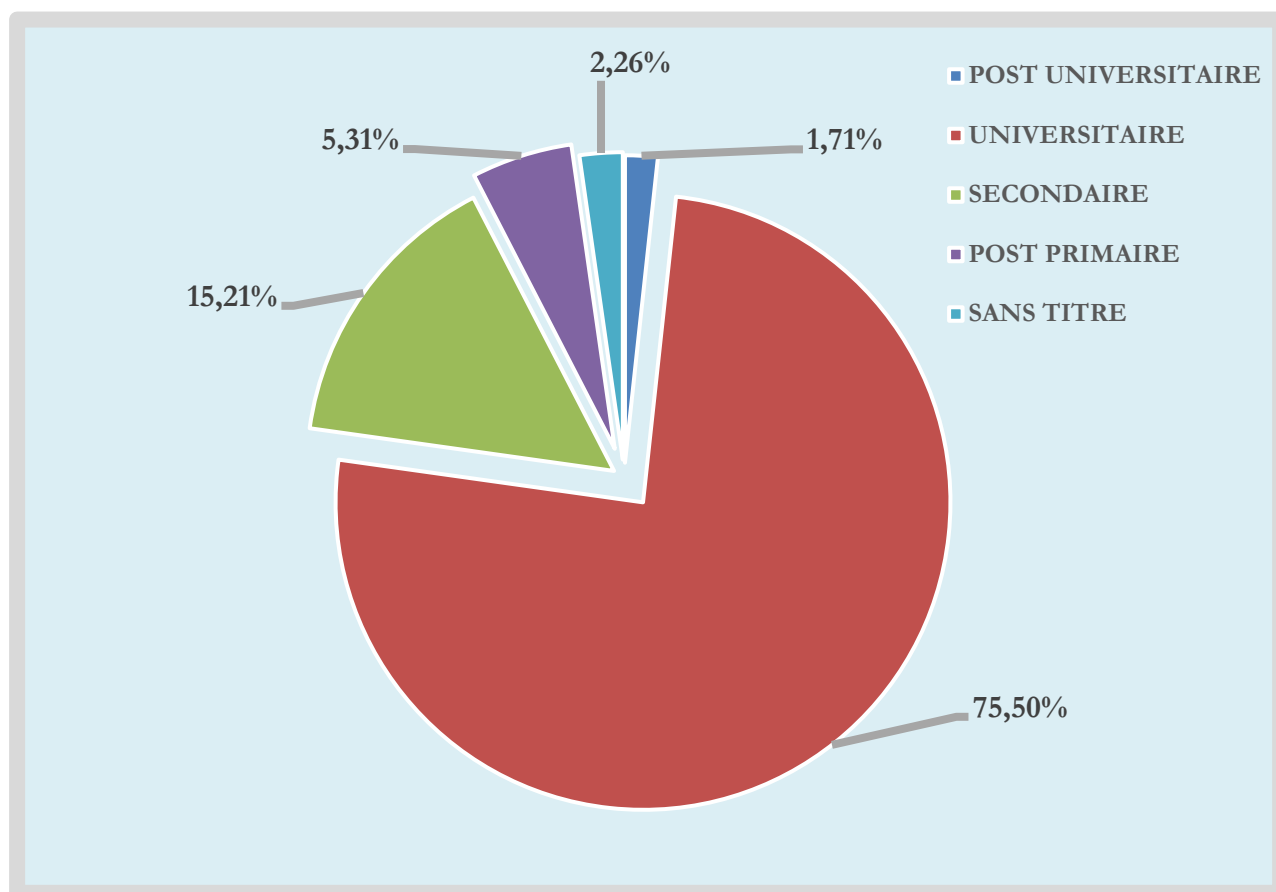
V.1.1.3. Répartition des effectifs par niveau d'études

Les effectifs de la DGI sont répartis, par niveau d'études, de la manière ci-dessous :

NIVEAU D'ETUDES	NOMBRE	TAUX DE PARTICIP.
POST UNIVERSITAIRE	113	1,71%
UNIVERSITAIRE	4 978	75,50%
SECONDAIRE	1 003	15,21%
POST PRIMAIRE	350	5,31%
SANS TITRE	149	2,26%
TOTAL	6 593	100,00%

Au regard du tableau ci-dessus, sur le total des effectifs de **6.593** unités **75,50%** sont composés des Universitaires. Ce taux a évolué par rapport aux années 2018 et 2019 qui était respectivement de **66,93%** et de **67,19%** ;

Cette situation est représentée graphiquement comme suit :



V.1.1.4. Evolution globale des effectifs de 2016 à 2020

L'évolution des effectifs de la DGI, de 2016 à 2020, est renseignée dans le tableau ci-dessous :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
VARIATION	6 636	6 139	6 596	6 562	6 504	6 593
EN NOMBRE		-497	457	-34	-58	89
EN POURCENTAGE		-7,49%	7,44%	-0,55%	-0,88%	1,37%

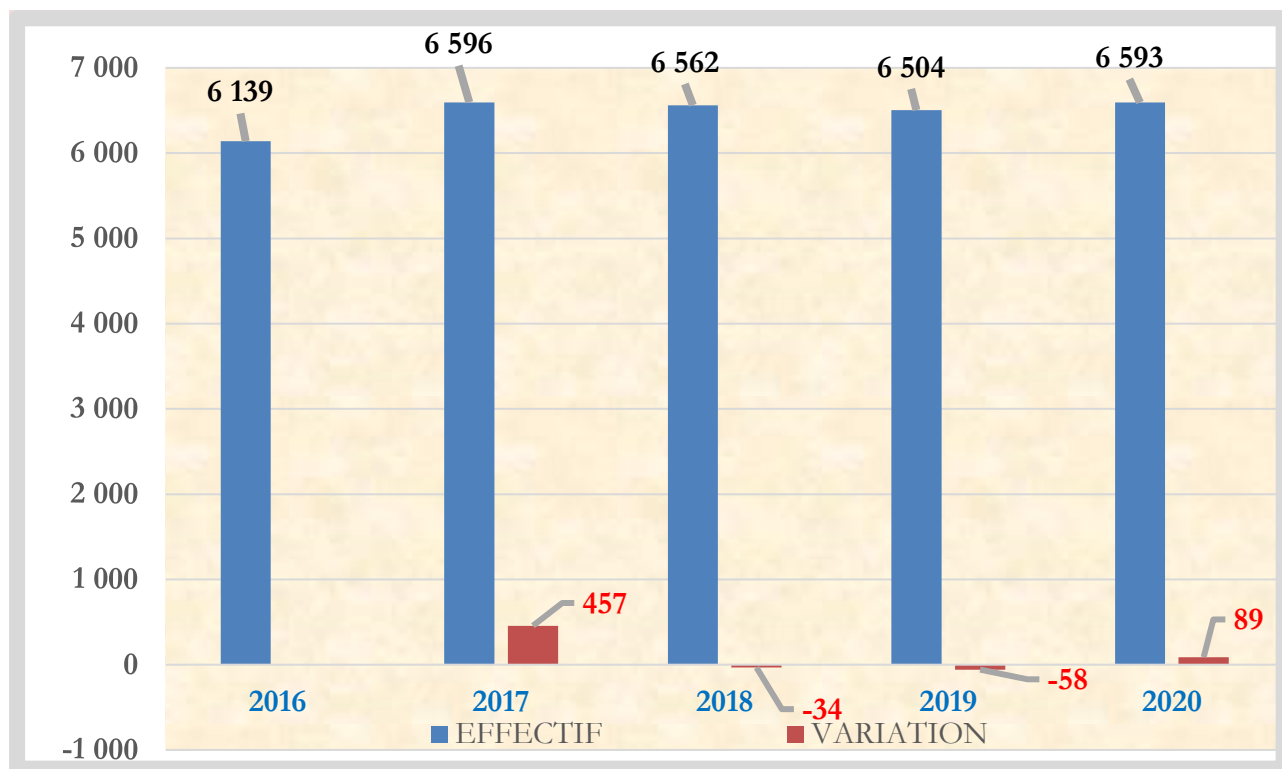
En 2016, la baisse constatée des effectifs de la DGI de 497 cadres et agents est due d'une part au départ à la retraite du personnel et d'autre part, aux cas des décès survenus durant l'année.

Par contre, l'augmentation des effectifs constatée en 2017 de 457 unités est consécutive à la prise en charge de nouvelles unités.

Par ailleurs, les baisses observées en 2018 et 2019 respectivement de 34 et 58 unités sont essentiellement dues aux cas des décès.

En 2020, la prise en charge de 89 nouvelles unités, a ramené les effectifs de la DGI de 6 504 à 6 593 cadres et agents.

La représentation graphique de l'évolution des effectifs est ainsi illustrée :



V.1.2. Promotion

Au cours de l'année 2020, 93 cadres et agents de la DGI ont bénéficié de promotion dont les nouveaux grades sont renseignés à travers le tableau ci-dessous :

GRADE SERVICE	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	TOTAL
ADMIN. CENTRALE	1	2	1	1				5
DGE	1	1	1					3
DUI-K		1	1	18	2			22
DPI/BANDUNDU				2				2
DPI/KONGO CENTRAL				4	4	1		9
DPI/EQUATEUR								0
DPI/KASAI-OCCIDENTAL				12	1	2		15
DPI/KASAI-ORIENTAL				6	2	1	1	10
DPI/KATANGA				3	3	2		8
DPI/MANIEMA				5	2			7
DPI/NORD-KIVU				1	1			2
DPI/PROVINCE ORIENTALE				7				7
DPI/SUD-KIVU				3				3
TOTAL	2	4	3	62	15	6	1	93

V.1.3. Situation de décès

La DGI a enregistré, au cours de l'année 2020, quelques cas de décès de son personnel ainsi que des membres de leur famille dont la situation se présente, par service, dans le tableau ci-dessous :

STRUCTURE \ STATUT	CADRE	AGENT	CONJOINT	ENFANT	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE	10	4	6	8	28
DGE	0	1	0	2	3
DUI-K	4	41	11	15	71
DPI/BANDUNDU	1	1	0	0	2
DPI/KONGO CENTRAL	3	0	0	0	3
DPI/EQUATEUR	0	1	1	0	2
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	2	0	0	0	2
DPI/KASAI-ORIENTAL	0	0	0	0	0
DPI/KATANGA	0	0	0	0	0
DPI/MANIEMA	1	0	0	0	1
DPI/NORD-KIVU	3	0	1	0	4
DPI/PROVINCE ORIENTALE	2	2	0	0	4
DPI/SUD-KIVU	1	1	0	0	2
TOTAL	27	51	19	25	122

V.1.4. Formation du personnel de la DGI

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle se matérialise sous forme de formation de base au début ou en cours de carrière, de formation spécialisée sur place ou sous forme de participation à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger.

V.1.4.1. Formation sur place

Au cours de l'année 2020, les activités liées à la formation sur place du personnel de la DGI sont résumées de la manière ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PERIODE
1	Séminaire de formation sur la migration de la base des données ACCESS vers le système de gestion de base de données SQL/SERVER et du déploiement de la version WEB de l'application GESIMPOTS en faveur des Cadres supérieurs et Agents du CDI-KINSHASA, tenu à Kinshasa.	du 5 février au 25 mars 2020
2	Séances de vulgarisation de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de Finances n° 19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 en faveur des Cadres de la DUI-K et quelques Agents de la DGE, tenues à Kinshasa.	du 4 au 18 mars 2020
3	Session de formation des Receveurs des Impôts et des Chefs de Cellules Poursuites de la DGE et des CDI Kinshasa, Kisangani, Goma, Matadi et Lubumbashi.	du 23 mars au 3 avril 2020
4	Formation sur l'évaluation du chiffre d'affaires en faveur des Agents œuvrant au sein de CIS spécialement dans les Bureaux Recensement, Accueil et Vulgarisation.	du 21 septembre au 6 octobre 2020
5	Organisation de la première vague de la session de formation des Vérificateurs polyvalents retenus (DGE, DUI-K, DPI/KONGO CENTRAL, DPI/NORD-KIVU et DPI/PROVINCE ORIENTALE)	15 septembre au 23 décembre 2020
6	Vulgarisation de certaines dispositions légales en matière d'enquête et de recherche en faveur des Agents de la DRR, tenue à Kinshasa.	du 12 au 14 octobre 2020
7	Organisation d'une session de formation de quelques hauts Fonctionnaires et Cadres Supérieures de la DGI sur « la détermination des besoins en formation », tenue à Kinshasa.	du 24 au 26 novembre 2020

V.1.4.2. Formation à l'étranger

En 2020, la participation du personnel de la DGI à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger est résumée dans le tableau ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
1	Séminaire régional organisé par le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre), à Brazzaville, du 13 au 17 janvier 2020.	REPUBLIQUE DU CONGO
2	8ème réunion du Cadre Inclusif sur le BEPS organisée par le Centre de Politique et d'Administration Fiscales de l'OCDE, à Paris, du 29 au 30 janvier 2020.	FRANCE
3	Formation sur le thème : « Gestion intégrée des risques dans l'administration publique et les projets », organisée par SETYM INTERNATIONAL, à Montréal, du 25 mai au 05 juin 2020.	CANADA
4	Formation sur le thème « Management par l'innovation : développer la performance collective de son équipe ou animer un dispositif d'innovation participative dans l'entreprise », organisée par CAPER INTERNATIONAL, à Paris, du 04 au 15 avril 2020	FRANCE

Il sied de faire remarquer qu'en 2020, il y a eu moins de sessions de formation à l'étranger par rapport aux années antérieures du fait de la pandémie de la Covid-19.

V.1.5. Missions de service

Au cours de l'année 2020, la DGI a diligencé **113** missions de service dont **90** à l'intérieur et **23** à l'extérieur du pays.

Les détails, par rapport à la prise en charge, sont repris dans le tableau ci-dessous :

PERIODE	MISSIONS A L'INTERIEUR					MISSIONS A L'EXTERIEUR					CUMUL				
	NBRE	BILLET		FRAIS DE MISSION		NBRE	BILLET		FRAIS DE MISSION		NBRE	BILLET		FRAIS DE MISSION	
		En CDF	En USD	En CDF	En USD		En CDF	En USD	En CDF	En USD		En CDF	En USD	En CDF	En USD
Janvier	14		14 380,00	74 662 500,00		17		38 589,00		92 895,00	31		52 969,00	74 662 500,00	92 895,00
Février	18		21 950,00			3		1 617,00		7 600,00	21		23 567,00		7 600,00
Mars															
Avril															
Mai															
Juin															
Juillet															
Août															
Septembre	8		11 225,00	24 362 000,00							8		11 225,00	24 362 000,00	
Octobre	28	31 979 600,00		277 200 000,00							28	31 979 600,00		277 200 000,00	
Novembre	9		12 176,00	24 320 000,00		3		4 449,00		15 000,00	12		16 625,00	24 320 000,00	15 000,00
Décembre	13		10 920,00	34 660 000,00							13		10 920,00	34 660 000,00	
TOTAL	90	31 979 600,00	70 651,00	435 204 500,00	0,00	23	0,00	44 655,00	0,00	115 495,00	113	31 979 600,00	115 306,00	435 204 500,00	115 495,00

V.1.6. Politique sociale

V.1.6.1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical qui assure les soins de santé de son personnel et leurs ayants droit. Au cours de l'année 2020, cette structure a géré **22.156** cas (toutes pathologies confondues) dont **21.125** traités en ambulatoire et **1.031** d'hospitalisation.

Face aux cas dépassant la capacité installée de son Centre Médical et des formations hospitalières contractantes, la DGI a procédé, au cours de l'année 2020, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de **36** cas pour un coût global de **USD 360.351** et **EURO 175.763**. À cela s'étaient ajoutées les dépenses inhérentes à leurs séjours, qui se sont élevées à **USD 42.177** et **EURO 1.029**.

Par ailleurs, les montants de **CDF 141.549.191,32** et **USD 294.994,19** ont été dépensés par la DGI pour honorer les appels de fonds formulés par son personnel. Pour faire face promptement aux différents cas de maladie qui sont intervenus au cours de l'année 2020, la DGI a constitué différentes provisions médicales à hauteur de **CDF 42.456.750,00** et **USD 61.631,00**.

Aussi, les montants de **CDF 170.351.321,48** et **USD 111.780,29** ont-ils été affectés au remboursement de créances pour les soins de santé préfinancés par les cadres et agents eux-mêmes.

V.1.6.2. Assistance sociale

En sus des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux cadres et agents, la DGI a apporté une assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social, à hauteur de **CDF 8.895.000,00** et **USD 4.500,00**.

Elle a en outre, accordé des avances sur rémunérations au personnel d'un montant de **USD211.650,00**, pour lui permettre notamment de faire face à la problématique de garantie locative.

La fréquence des prêts et assistances accordés au personnel au cours de l'année 2020 est renseignée, par mois, dans le tableau ci-dessous :

Mois	PRETS ACCORDES			ASSISTANCES ACCORDEES		
	Nombre	Montant (en CDF)	Montant (en \$)	Nombre	Montant (en CDF)	Montant (en \$)
Janvier	3		7 000	1	1 740 000	
Février	20		44 000	3	3 500 000	1 000
Mars	2		7 000	1	1 755 000	
Avril	6		14 000			
Mai	4		10 000	2	1 900 000	500
Juin	1		1 500			
Juillet	4		17 000			
Aout	27		47 650	1		1 000
Septembre	21		50 000			
Octobre	2		6 000	1		1 000
Novembre						
Décembre	2		7 500	5		1 000
TOTAL	92	0	211 650	14	8 895 000	4 500

V.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

Conformément à l'article 4 du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI dispose, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel, d'une allocation budgétaire au moins égale à 5% des recettes assignées ainsi que de 50% des pénalités fiscales recouvrées.

Dans le cadre de sa motivation, le personnel de la DGI reçoit, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'Etat, des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et prime de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI.

V.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2020, les ressources financières de la DGI sont globalement évaluées à **CDF 211.891.495.135,42** dont :

- **CDF 6.333.850.607,96** au titre du report du solde créditeur de l'exercice 2019 ;
- **CDF 169.516.887.076,04** au titre de la rétrocession brute couvrant la période de novembre 2019 à octobre 2020 ;
- **CDF 36.040.757.451,42** au titre des pénalités recouvrées.

Cependant, sur la rétrocession brute de **CDF 169.516.887.076,04**, il a été opéré, au niveau du Ministère du Budget, la retenue de l'IPR de l'ordre de **CDF 11.307.461.786,25** sur la quote-part réservée à la motivation du personnel de la DGI, dégageant ainsi une rétrocession nette de **CDF 158.209.425.289,79** et ramenant de ce fait les ressources totales de **CDF 211.891.495.135,42** à **CDF 200.584.033.349,17**.

La situation des ressources financières de la DGI pour l'année 2020 est ventilée dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE		MONTANT (en CDF)	POURC.
REPORT DU SOLDE CREDITEUR DE FIN 2019	SOLDE SUR LE CREDIT DE FONCTIONNEMENT	2 699 854 685,56	1,35%
	SOLDE SUR LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 633 995 922,40	1,81%
	S/TOTAL (1)	6 333 850 607,96	3,16%
RESSOURCES DE L'ANNEE 2020	RETROCESSION NETTE D'IPR	158 209 425 289,79	78,87%
	PENALITES RECOUVREES	36 040 757 451,42	17,97%
	S/TOTAL (2)	194 250 182 741,21	96,84%

RESSOURCES TOTALES (3) = (1) +(2)	200 584 033 349,17	100,00%
--	---------------------------	----------------

V.2.2. Utilisation de la rétrocession

Pour une meilleure gestion de la rétrocession affectée au fonctionnement des Services, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué tant au niveau de l'Administration Centrale, de la Direction des Grandes Entreprises que des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées aux frais de fonctionnement des Services de la DGI et au paiement de la prime de mobilisation des recettes en faveur du personnel. À ce titre, sur le montant de la dotation nette de l'année 2020 de **CDF 158.209.425.289,79**, la quote-part réservée à la motivation du personnel au titre de la prime de mobilisation des recettes a été de **CDF 83.642.416.408,93**, la différence de **CDF 74.567.008.880,86** a été affectée au fonctionnement des services.

V.2.2.1. Motivation du personnel

La motivation réservée au personnel de la DGI au titre de la prime de mobilisation des recettes a été couverte par les ressources provenant de la rétrocession sur les recettes mobilisées. Au cours de l'année 2020, l'enveloppe globale de cette prime a été évaluée à **CDF 83.642.416.408,93**, somme qui a été intégralement reversée au personnel.

V.2.2.2. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

Au cours de l'année 2020, les crédits de fonctionnement alloués aux Services ont représenté un montant de **CDF 74.567.008.880,86** dont **CDF 12.498.169.303,81** au titre de crédits subdélégués aux Services et **CDF 62.068.839.577,05** au titre de dépenses centralisées au niveau de l'Administration centrale.

V.2.2.2.1. Crédits subdélégués aux services

Le montant de **CDF 12.498.169.303,81** alloué au titre de crédits subdélégués a été totalement transféré aux services bénéficiaires.

De ce montant, les frais de fonctionnement alloués aux Services opérationnels ont été de **CDF 10.303.041.062,04** soit **82,44%** tandis que les autres dépenses constituées des frais de fonctionnement alloués à la Haute Direction, aux Directions centrales et au centre médical, ont été de **CDF 2.195.128.241,77**, et ont représenté **17,56%**.

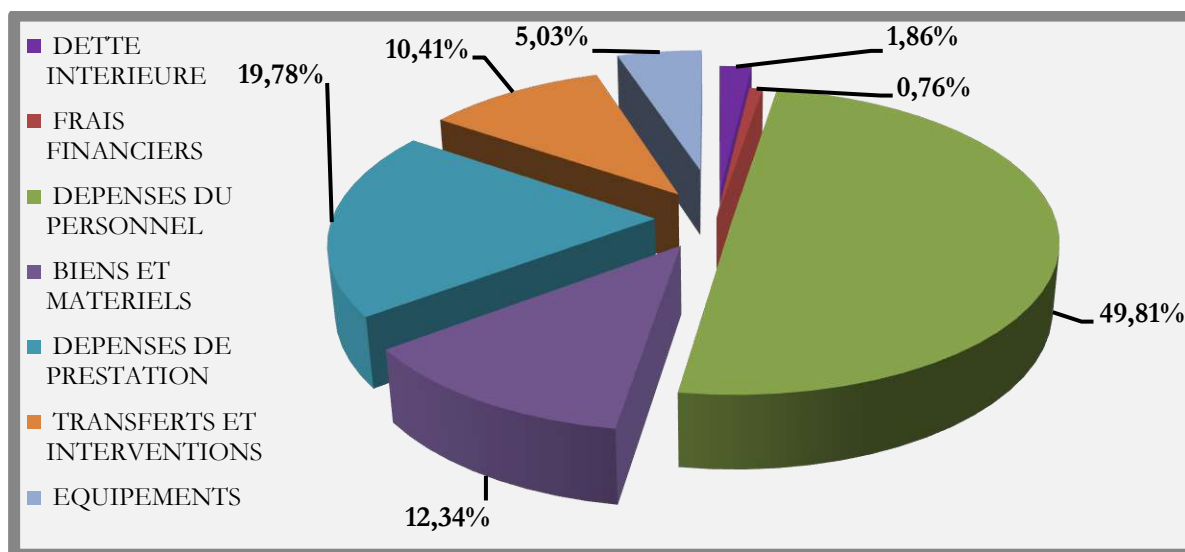
V.2.2.2.2. Dépenses centralisées

S'agissant des dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale, elles ont été exécutées, au cours de l'année 2020, à hauteur de **CDF 50.698.203.665,78** sur un crédit total de **CDF 64.768.694.262,61** résultant de la somme du crédit de l'année 2020 de l'ordre de **CDF 62.068.839.577,05** et du report du solde de l'exercice 2019 arrêté à **CDF 2.699.854.685,56**, dégageant ainsi un solde créditeur à fin 2020 de **CDF 14.070.490.596,83**.

Par nature de dépenses, les détails sont donnés dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX DE COUVERTURE
1	DETTE INTERIEURE	943 817 365,72	1,86%
	Dettes Sociales	603 259 775,72	1,19%
	Dettes commerciales	340 557 590,00	0,67%
2	FRAIS FINANCIERS	387 558 379,13	0,76%
	Facilité bancaire BCDC	387 558 379,13	0,76%
3	DEPENSES DU PERSONNEL	25 250 335 878,26	49,81%
	Indemnités permanentes	15 692 289 634,56	30,95%
	Primes, gratifications et indemnités non permanentes	9 431 533 623,70	18,60%
	Frais de rapatriement et de mutation	120 179 020,00	0,24%
	Indemnités kilométriques	6 333 600,00	0,01%
4	BIENS ET MATERIELS	6 257 105 001,32	12,34%
	Fournitures et petits matériels de bureau	3 880 701 130,92	7,65%
	Matériaux de construction	1 128 500,00	0,00%
	Produits médicaux et pharmaceutiques	528 781 660,00	1,04%
	Pièces de rechange pour matériel roulant	120 722 077,40	0,24%
	Pièces de rechange pour autres équipements	39 385 655,00	0,08%
	Fournitures énergétiques	1 559 955 888,00	3,08%
	Textiles et tissus	126 430 090,00	0,25%
5	DEPENSES DE PRESTATION	10 029 058 452,00	19,78%
	Communication & télécommunication	1 743 295 840,29	3,44%
	Alimentation en eau	102 830 635,90	0,20%
	Alimentation en énergie électrique	275 327 792,40	0,54%
	Publicité	684 689 456,50	1,35%
	Reproduction, reliure et conservation	614 863 232,00	1,21%
	Imprimés de valeur	425 163 910,00	0,84%
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	325 691 395,00	0,64%
	Titres de voyages/intérieur	324 302 500,00	0,64%
	Titres de voyages/extérieur	165 287 505,00	0,33%
	Location immobilière	601 883 529,00	1,19%
	Frais d'hébergement	263 389 225,00	0,52%
	Location d'équipements et matériels	10 449 000,00	0,02%
	Entretien de matériel et d'équipement	323 393 208,69	0,64%
	Réparation de matériel et d'équipement	151 966 590,73	0,30%
	Soins de protection de l'environnement	501 293 695,00	0,99%
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	97 865 982,00	0,19%
	Frais de mission à l'intérieur	1 337 257 650,00	2,64%
	Frais de mission à l'extérieur	247 703 690,00	0,49%
	Frais d'assurances	212 879 260,04	0,42%
	Prestation intellectuelle, d'organisme de formation	1 339 186 348,20	2,64%
	Commissions bancaires	269 546 336,25	0,53%
	Autres prestations	10 791 670,00	0,02%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	5 279 990 139,35	10,41%
	Aides et secours	447 454 215,76	0,88%
	Frais médicaux et pharmaceutiques	3 120 545 168,45	6,16%
	Frais funéraires	1 711 990 755,14	3,38%
7	EQUIPEMENTS	2 550 338 450,00	5,03%
	Acquisition équipements informatiques	33 268 600,00	0,07%
	Acquisition équipements industriels	10 407 600,00	0,02%
	Acquisition équipements divers	2 506 662 250,00	4,94%
	TOTAL DEPENSES	50 698 203 665,78	100%

La répartition en pourcentage des dépenses centralisées est graphiquement donnée de la manière suivante :



V.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la DGI, il est attribué aux agents de cette Régie financière ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée, représentant **80%** de la quote-part des pénalités fiscales revenant aux services.

Aussi, sur pied de l'article 4 alinéa 1^{er} *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, la DGI bénéficie-t-elle, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de **20%** des pénalités fiscales revenant aux services pour couvrir ses dépenses d'investissement.

Au cours de l'année 2020, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI a été de **CDF 36.040.757.451,42** dont **CDF 29.461.218.728,03** affecté à la prime de contentieux en faveur du personnel et **CDF 6.579.538.723,39** réservé aux investissements.

V.2.3.1. Prime de contentieux

Au cours de l'année 2020, l'enveloppe allouée à la prime de contentieux de **CDF 29.461.218.728,03** a été totalement reversée au personnel.

V.2.3.2. Dépenses d'investissement

En 2020, l'enveloppe réservée à la couverture des dépenses d'investissement a représenté un montant de **CDF 10.213.534.645,79** composé de **CDF 6.579.538.723,39** des pénalités recouvrées au cours de l'année et de **CDF 3.633.995.922,40** du report du solde de l'année 2019.

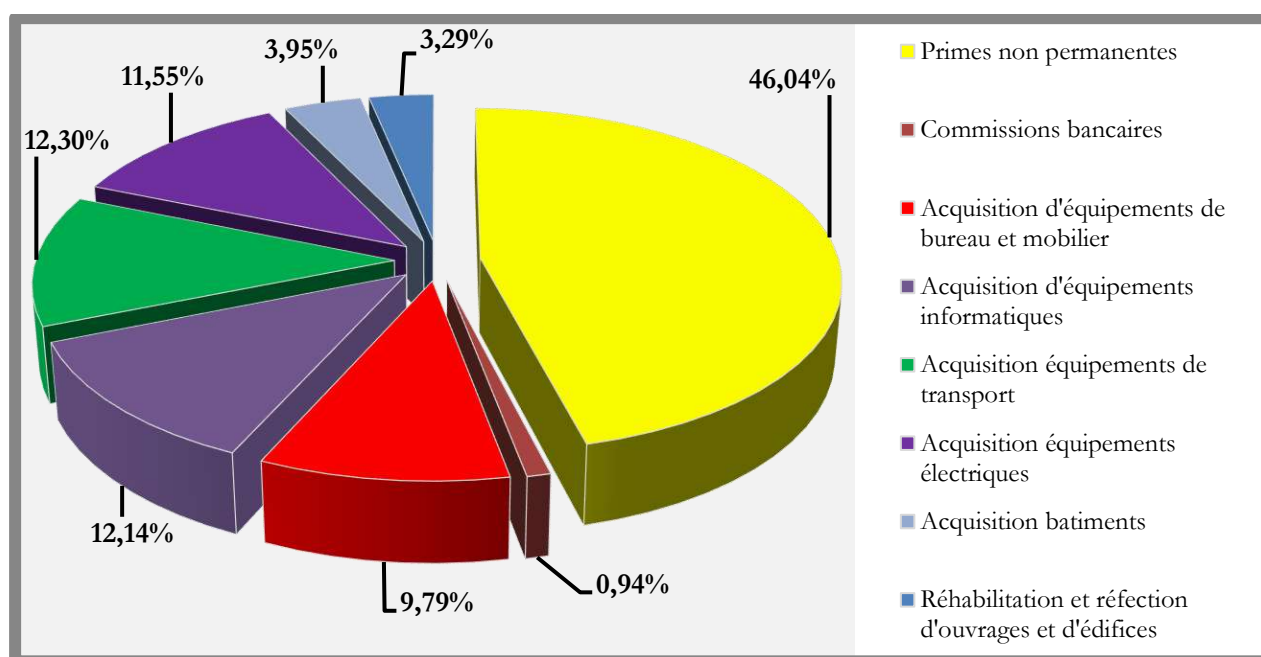
Par ailleurs, déduction faite du montant **CDF 105.602.547,25** dont **CDF 25.202.547,25** relatif au remboursement du trop-perçu au titre d'AMR B et **CDF 80.400.000,00** relatif au casse-croûte, le montant net retenu au titre de dépenses d'investissement est de **CDF 10.107.932.098,54**.

De ce montant de **CDF 10.107.932.098,54**, les dépenses effectivement réalisées sur cette enveloppe d'investissement au cours de l'année 2020 ont été évaluées à **CDF 5.781.814.837,79**, dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 4.326.117.260,75**.

Les détails relatifs aux dépenses d'investissement réalisées de **CDF 5.781.814.837,79**, sont renseignés dans le tableau ci-dessous :

NATURE DE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX D'EXECUTION
Primes non permanentes	2 662 033 335,05	46,04%
Commissions bancaires	54 392 444,67	0,94%
Acquisition d'équipements de bureau et mobilier	565 945 715,80	9,79%
Acquisition d'équipements informatiques	701 964 729,99	12,14%
Acquisition d'équipements de transport	711 043 355,55	12,30%
Acquisition d'équipements électriques	667 517 856,73	11,55%
Acquisition de bâtiments	228 500 400,00	3,95%
Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	190 417 000,00	3,29%
TOTAL	5 781 814 837,79	100,00%

La répartition en pourcentage des dépenses d'investissement se présente graphiquement comme suit :



V.2.4. Cumul des dépenses effectuées au cours de l'année

Les dépenses effectuées par la DGI au cours de l'année 2020 ont été cumulées à CDF 56.480.018.503,57. Elles ont été financées respectivement par les crédits de fonctionnement à hauteur de CDF 50.698.203.665,78 et par les fonds d'investissements de CDF 5.781.814.837,79, telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
1	DETTE INTERIEURE	943 817 365,72	0,00	943 817 365,72
	Dette Sociale	603 259 775,72		603 259 775,72
	Dette commerciale	340 557 590,00		340 557 590,00
2	FRAIS FINANCIERS	387 558 379,13	-	387 558 379,13
	Facilité bancaire BCDC	387 558 379,13		387 558 379,13
3	DEPENSES DU PERSONNEL	25 250 335 878,26	2 662 033 335,05	27 912 369 213,31
	Indemnités permanentes	15 692 289 634,56		15 692 289 634,56
	Primes, gratifications et indemnités non permanentes	9 431 533 623,70	2 662 033 335,05	12 093 566 958,75
	Frais de rapatriement et de mutation	120 179 020,00		120 179 020,00
	Indemnités kilométriques	6 333 600,00		6 333 600,00
4	BIENS ET MATERIELS	6 257 105 001,32	0,00	6 257 105 001,32
	Fournitures et petits matériels de bureau	3 880 701 130,92		3 880 701 130,92
	Matériaux de construction	1 128 500,00		1 128 500,00
	Produits médicaux et pharmaceutiques	528 781 660,00		528 781 660,00
	Pièces de rechange pour matériel roulant	120 722 077,40		120 722 077,40
	Pièces de rechange pour autres équipements	39 385 655,00		39 385 655,00
	Fournitures énergétiques	1 559 955 888,00		1 559 955 888,00
	Textiles et tissus	126 430 090,00		126 430 090,00
5	DEPENSES DE PRESTATION	10 029 058 452,00	54 392 444,67	10 083 450 896,67
	Communication & télécommunication	1 743 295 840,29		1 743 295 840,29
	Alimentation en eau	102 830 635,90		102 830 635,90
	Alimentation en énergie électrique	275 327 792,40		275 327 792,40
	Publicité	684 689 456,50		684 689 456,50
	Reproduction, reliure et conservation	614 863 232,00		614 863 232,00
	Imprimés de valeur	425 163 910,00		425 163 910,00
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	325 691 395,00		325 691 395,00
	Titres de voyages/intérieur	324 302 500,00		324 302 500,00
	Titres de voyages/extérieur	165 287 505,00		165 287 505,00
	Location immobilière	601 883 529,00		601 883 529,00
	Frais d'hébergement	263 389 225,00		263 389 225,00
	Location d'équipements et matériels	10 449 000,00		10 449 000,00
	Entretien de matériel et d'équipement	323 393 208,69		323 393 208,69
	Réparation de matériel et d'équipement	151 966 590,73		151 966 590,73
	Soins de protection de l'environnement	501 293 695,00		501 293 695,00
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	97 865 982,00		97 865 982,00
	Frais de mission à l'intérieur	1 337 257 650,00		1 337 257 650,00
	Frais de mission à l'extérieur	247 703 690,00		247 703 690,00
	Frais d'assurances	212 879 260,04		212 879 260,04
	Prestation intellectuelle, d'organisme de formation	1 339 186 348,20		1 339 186 348,20
	Commissions bancaires	269 546 336,25	54 392 444,67	323 938 780,92
	Autres prestations	10 791 670,00		10 791 670,00
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	5 279 990 139,35	0,00	5 279 990 139,35
	Aides et secours	447 454 215,76		447 454 215,76
	Frais médicaux et pharmaceutiques	3 120 545 168,45		3 120 545 168,45
	Frais funéraires	1 711 990 755,14		1 711 990 755,14
7	EQUIPEMENTS	2 550 338 450,00	2 646 471 658,07	5 196 810 108,07
	Acquisition équipements informatiques	33 268 600,00	701 964 729,99	735 233 329,99
	Acquisition équipements de transport		711 043 355,55	711 043 355,55
	Acquisition équipements de bureau et mobilier	10 407 600,00	565 945 715,80	576 353 315,80
	Acquisition équipements électriques		667 517 856,73	667 517 856,73
	Acquisition équipements divers	2 506 662 250,00		2 506 662 250,00
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE	-	418 917 400,00	418 917 400,00
	Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices		190 417 000,00	190 417 000,00
	Acquisition bâtiments		228 500 400,00	228 500 400,00
	TOTAL DEPENSES	50 698 203 665,78	5 781 814 837,79	56 480 018 503,57

V.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR ET IMPRIMES SPECIFIQUES

V.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES

La DGI livre les plaques minéralogiques ainsi que les imprimés d'immatriculation aux différents utilisateurs des véhicules automoteurs.

A cet effet, le Gouvernement s'est associé avec deux partenaires dans l'opération de vente des imprimés d'immatriculation des véhicules. Il s'agit de UTSCHE Congo pour la production des imprimés et de SYNTTEL RDC Sarl pour la mise en place d'une banque des données relatives au Parc automobile de la RDC.

Aussi, le produit de la vente des imprimés d'immatriculation est-il réparti entre d'une part, le Trésor Public et, d'autre part, les partenaires associés à l'opération évoqués ci-haut.

Cette répartition est évoquée dans la Circulaire Ministérielle n° CAB/MIN/FINANCES/2017/001 du 12 avril 2017 portant répartition du produit de la vente des imprimés relatifs à l'immatriculation des véhicules entre le Trésor Public et les partenaires associés à l'opération.

V.3.1.1. Situation de variation de stock

Au cours de l'année 2020, la DGI a reçu et mis à la disposition des services un stock de plaques autos, plaques motos, cartes roses, vignettes autocollantes, tel que renseigné ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Plaque auto	0	54 904	54 904	0
2	Carte rose UTSCHE-CONGO	0	35 000	35 000	0
3	Demande d'immatriculation véhicule	0	1 448	1 448	0

V.3.1.2. Situation de mise de stock à la disposition des services

La situation du stock des plaques minéralogiques autos mises à la disposition des services pour attribution aux requérants, est renseignée dans le tableau ci-dessous :

DUI-K	DPI/BANDUNDU	DPI/EQUATEUR	DPI/KASAI-ORIENTAL	DPI/KATANGA	DPI/KONGO CENTRAL	DPI/PROVINCE ORIENTALE	DPI/NORD-KIVU	DPI/SUD-KIVU	TOTAL
-------	--------------	--------------	--------------------	-------------	-------------------	------------------------	---------------	--------------	-------

26 127	150	90	120	12 457	4 710	4 320	5 310	1 620	54 904
--------	-----	----	-----	--------	-------	-------	-------	-------	--------

V.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR

Au cours de l'année 2020, la variation de stock des imprimés de valeur se présente de la manière ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Attestation de situation fiscale	469 498	449	0	469 947
2	Attestation d'exemption	0	587 000	574 000	13 000
3	Code des impôts Edition 2014	17	0	0	17
4	Code des impôts Edition 2017	1 531	0	1419	112

V.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES

Au cours de la même période, la DGI a utilisé les imprimés spécifiques renseignés dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Avis à tiers détenteurs	30 000	0	0	30 000
2	Annexe déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de service des personnes non résidentes en RDC	30 000	0	21 000	9 000
3	Bon à payer / carnet	23021	0	920	22 101
4	Bordereau de versement du solde de l'IBP à charge des petites entreprises (ancien modèle)	5 000	0	5000	0
5	Bordereau de versement du solde de l'IBP à charge des Petites Entreprises	150 000	0	150 000	0
6	Bordereau de versement d'acompte Provisionnel de l'impôt sur les bénéfices et profits	249 950	0	249 950	0
7	Calendrier de table 2020	0	2 700	2 700	0
8	Calendrier mural 2020	0	4 000	4 000	0
9	Commandement	331 000	0	33 000	298 000
10	Contrainte	122 500	0	18 500	104 000
11	Déclaration d'assujettissement TVA	16 900	0	0	16 900

12	Déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de service des personnes non résidentes en RDC	30 000	0	21 000	9 000
13	Déclaration de l'État Récapitulatif de l'IPR	78 000	0	69 500	8 500
14	Déclaration de l'Impôt Mobilier	14 350	0	14 350	0
15	Déclaration IBP à charge des Grandes et Moyennes Entreprises	15 950	0	15 950	0
16	Déclaration TVA retenue à la source par les Entreprises Minières	58 500	0	36 500	22 000
17	Déclaration IBP des Micro-Entreprises	2 000	0	1 550	450
18	Déclaration IBP des Petites Entreprises	116 450	0	116 450	0
19	Déclaration IBP des Petites Entreprises (ancien modèle)	2 900	0	2 900	0
20	Déclaration IM	28 400	0	0	28 400
21	Déclaration de l'impôt sur la superficie de Concession Minières et d'Hydrocarbures	128 750	0	58 750	70 000
22	Déclaration de la quotité trimestrielle de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations du Personnel domestique et des salariés des Micro-entreprises	10 000	0	5 000	5 000
23	Déclaration de l'IBP à charge des Petites Entreprises	150 000	0	150 000	0
24	Déclaration de l'Impôt Forfaitaire à charge de Micro-Entreprises en matière d'Impôt sur les Bénéfices et Profits	50 450	0	50 450	0
25	Déclaration mensuelle de l'IPR	0	491 500	491 500	0
26	Déclaration mensuelle TVA(nouveau modèle)	130 500	0	0	130 500
27	Déclaration mensuelle unique/IPR (INSS,INPP,ONEM & DGI)	7 000	47 368	54 368	0
28	Déclaration mensuelle de la TVA	32 500	27 450	59 950	0
29	Demande de remboursement crédit TVA	65 000	0	8 000	57 000
30	Déclaration de l'Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	500	0	0	500
31	Fiche médicale	27 500	0	1 000	26 500
32	Fiche de recensement PM	94 500	0	5 000	89 500
33	Fiche de recensement PP	18 000	43 950	41 000	20 950
34	Fiche intercalaire	50 500	75 000	120 000	5 500
35	Képis avec logo DGI	138	0	70	68
36	Main levée	150 500	0	25 000	125 500
37	Note de calcul	135 000	0	0	135 000
38	Note de perception informatisée	21 000	0	10 000	11 000
39	Note de perception manuelle	124 500	10 000	132 500	2 000

40	Pagne à logo DGI	8 771	0	8 590	181
41	Pagne 8 mars	0	1 000	1 000	0
42	Papier en-tête DG	3 250	60 000	50 750	12 500
43	Papier en-tête DG/suite	32 500	0	2 500	30 000
44	Papier en-tête DGA/Q.A&F	0	5 000	2 000	3 000
45	Papier en-tête DGA/Q.F&R	6 000	0	1 000	5 000
46	Papier en-tête DESCOM	1 500	0	1 500	0
47	Papier en-tête DGBSG	8 000	0	5 000	3 000
48	Papier en-tête DIRINFO	3 000	0	0	3 000
49	Papier en-tête DIRAF	5 000	0	5 000	0
50	Papier en-tête DIREC	10 500	0	1 500	9 000
51	Papier en-tête DLEG	4 000	0	1 500	2 500
52	Papier en-tête DRR	0	20 000	20 000	0
53	Papier en-tête BANDUNDU	0	5 000	5 000	0
54	Papier en-tête DGE/Directeur	25 500	0	10 000	15 500
55	Papier en-tête DGE/suite	33 000	0	0	33 000
56	Papier en-tête KATANGA	0	15 000	15 000	0
57	Papier en-tête DUI-K	0	70 000	70 000	0
58	Papier en-tête DUI-K/CDI KINSHASA	0	15 000	15 000	0
59	Papier en-tête EQUATEUR	0	5 000	5 000	0
60	Papier en-tête KASAI-ORIENTAL	0	5 000	5 000	0
61	Papier en-tête KASAI-OCCIDENTAL	0	5 000	5 000	0
62	Papier en-tête KONGO CENTRALE	0	15 000	15 000	0
63	Papier en-tête MANIEMA	0	5 000	5 000	0
64	Papier en-tête NORD KIVU	0	15 000	15 000	0
65	Papier en-tête PROVINCE ORIENTALE	0	10 000	10 000	0
66	Papier en-tête SUD-KIVU	0	10 000	10 000	0
67	Procès-Verbal d'évaluation du Chiffre d'Affaires	500	49 500	0	50 000
68	T-shirt à logo DGI	63	0	50	13

N.B. : Les lignes 54 et 55 indiquent les papiers en-tête DGE respectivement utilisés par le Directeur et par ses Services.

V.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS

A fin 2020, la situation de stock des manuels se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Bonne gouvernance	3	0	1	2
2	Cassation en Droit Congolais	4	0	0	4
3	Code des Impôts édition 2014	17	0	0	17
4	Code des Impôts édition 2017	13	260	161	112
5	Code Général des Impôts	26	0	0	26
6	Comprendre la statistique descriptive	100	0	2	98
7	Code Forestier	1	50	13	38
8	Code Minier édition 2018	254	0	50	204
9	Code Minier édition 2002	16	0	0	16
10	Commentaire du Code des Impôts	10	0	1	9
11	Congo-Zaïre les coulisses du pouvoir sous MOBUTU	1	0	0	1
12	Constitution de la RDC	22	0	18	4
13	Controverse de la Circulaire n°002 du 6 juin 2019	25	0	11	14
14	Décret n°04/099 du 30 décembre 2004 modifiant le Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	5	0	1	4
15	Décret n° 011/43 du 22 novembre 2011 modifiant et complétant le Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	0	46	0	46
16	Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	0	48	0	48
17	Décentralisation fiscale en RDC	45	0	0	45
18	Droit fiscal	47	0	1	46
19	Droit fiscal congolais	8	0	3	5
20	Droit fiscal International	0	98	0	98
21	Droit fiscal Congolais au regard du système comptable OHADA	0	100	2	98
22	Droit des Finances Publiques	9	0	0	9
23	Droit commercial Congolais	16	18	0	34

24	Education à la citoyenneté	1	0	1	0
25	Ethique et déontologie professionnelle	3	0	0	3
26	Finances publiques approfondies	3	5	0	8
27	Finances publiques	10	0	3	7
28	Fier d'être Congolais	93	0	0	93
29	Flash impôt édition spéciale	324	0	0	324
30	Guide de contrôle sur pièces	1256	0	504	752
31	Guide de contrôle sur place	1256	0	504	752
32	Guide des Entreprises relevant la DGE	650	0	110	540
33	Guide fiscal et Comptable de la TVA 1 ^{ère} édition	2059	0	0	2059
34	Guide Comptable de la TVA 2 ^{ème} édition	11	40	9	42
35	Impôt Cédulaire sur les revenus en droit fiscal congolais	17	12	0	29
36	Imposition des Rémunérations	0	1.150	0	1.150
37	La gangrène de l'économie congolaise	1	0	0	1
38	Introduction Générale au Management	11	0	1	10
39	Job Description	2527	0	0	2527
40	Le Budget de l'Etat	0	100	2	98
41	Lèves-toi congolais et redore le blason de ton identité	49	0	0	49
42	Les impôts congolais	99	0	1	98
43	Les Normes de la rédaction fiscale	1	0	1	0
44	Les Combats de KABILA	1	0	1	0
45	Les Codes Larciers	1	13	0	14
46	Les règles de profession d'avocat	1	0	0	1
47	Les projets techniques	1	0	0	1
48	Les obligations juridiques du banquier	14	0	1	13
49	Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 pour l'exercice 2019	87	145	134	98
50	Loi n° 16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'État	886	648	0	1534
51	Loi n° 10/010 du 27 avril 2010 relative aux Marchés Publics	12	0	0	12

52	Loi n° 13/013 du 1 ^{er} janvier 2013 portant statut du personnel de carrière de la police nationale	6	0	0	6
53	Magazine Grand Lac n° 76 fév/mars 2009/10	96	0	0	96
54	Manuel des exercices de droit fiscal	3	0	1	2
55	Manuel des procédures de la dépense	410	0	59	351
56	Journal officiel n° spécial du 31 mars 2003 contenant les Lois 004/2003 du 13 mars 2003 portant réformes des procédures fiscales, Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes et précomptes sur l'IBP et Loi n° 008/03 du 18 mars 2003 portant modification de l'Ordonnance-Loi n° 69-058 du 5 décembre 1969 relative à l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires	142	87	0	229
57	OHADA : Traités et actes	0	1	0	1
58	Ordonnance n° 20/058 du 30 juin 2020 portant mesure collective de grâce	0	15	0	15
59	Quid du juge de validité de la saisie	1	0	0	1
60	Procédures Fiscales	0	490	457	33
61	Rapport annuel d'activités de la DGI 2010	134	0	10	124
62	Rapport annuel d'activités de la DGI 2011	134	0	10	124
63	Rapport annuel d'activités de la DGI 2012	134	0	10	124
64	Rapport annuel d'activités de la DGI 2013	134	0	10	124
65	Rapport annuel d'activités de la DGI 2014	134	0	10	124
66	Rapport annuel d'activités de la DGI 2015	183	0	10	173
67	Rapport annuel d'activités de la DGI 2016	149	0	11	138
68	Rapport annuel d'activités de la DGI 2017	92	0	17	75
69	Rapport annuel d'activités de la DGI 2018	459	0	0	459
70	Référentiel comptable	1	0	0	1
71	Journal Officiel n° Spécial du 6 janvier 2020 contenant la Loi n° 19/004 du 31 décembre 2019 portant reddition des comptes de la Loi de Finances du pouvoir central n° 17/014 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018	0	200	134	66
72	Recueil des textes sur le marché Public	26	0	0	26
73	Référentiel comptable OHADA	0	1	0	1
74	Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier	4	0	0	4
75	Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018	219	15	0	234
76	Taxe sur la Valeur Ajoutée et mesure d'exécution	10	0	0	10
77	Traité financier Congolais	18	0	0	18
78	TVA analyses et commentaires de la législation et de la réglementation congolaises	7	0	0	7
79	Uni par le sort	1	0	0	1

V.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES

La situation de stock des matériels informatiques et reprographiques à fin 2020 se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	QNTÉ RECUE	QNTÉ MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Copieur	9	9	0
2	Destructeur papier	1	1	0
3	Disque dur externe	3	3	0
4	Imprimante Canon 645	5	5	0
5	Imprimante Laser 12 A	6	6	0
6	Imprimante LaserJet M402	2	2	0
7	Imprimante LaserJet M609	17	17	0
8	Imprimante MF477	1	1	0
9	Imprimante MFP 281	6	6	0
10	Imprimante P2035	46	46	0
11	Ipad pro10.2	2	2	0
12	LapTop	33	33	0
13	Onduleur 10 KVA	2	2	0
14	Onduleur 1200 VA	221	221	0
15	PC	248	248	0
16	Rétroprojecteur	4	4	0
17	Routeur	3	3	0
18	Scanner	20	20	0
19	Serveur	5	5	0
20	Stabilisateur	30	30	0
21	Switch cisco	5	5	0

V.4. GESTION DU PATRIMOINE

La gestion du patrimoine de la DGI est retracée à travers la situation des immeubles, du charroi automobile, des motos et des hors-bords.

V.4.1. Situation des immeubles

Au cours de l'année 2020, la DGI a acquis un nouvel immeuble à Kinshasa sur l'avenue Dibaya n° 52 dans la commune de Kasa-vubu. Ainsi, la situation des immeubles pour lesquels elle est propriétaire se présente de la manière suivante :

SERVICE	N°	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
Administration Centrale	1	Hôtel des Impôts	Immeuble	Croisement des avenues des Marais et Haut-Congo n° 31 Commune de la Gombe	CERTIFICAT N°19252 Vol. AI474 Folio 102 du 7 mai 2012
	2	Centre médical/Limete	Immeuble	Petit boulevard 1 ^{ère} Rue Industriel N° 273/867 Commune de Limete	CERTIFICAT N° Vol. AMA 117 Folio 55 du 27 avril 2012
	3	Centre médical/Ozone	Immeuble	Av. Nsuala n° 2/B, Route de Matadi/Binza-Ozone Commune de Ngaliema	CERTIFICAT N°Vol. AI503 Folio
	4	Centre de Mbudi	Concession et Immeubles	Croisement des avenues des Carrières et du Fleuve, Kinsuka, Commune de Mont-Ngafula	CERTIFICAT d'enregistrement en copie AMA 63 Folio 183 n° 10775
	5	A affecter	Immeuble	Avenue Pierre Mulele n° 272, Commune de Gombe	
	6	A affecter	Immeuble	Avenue Col. Mpia n° 31, Q/Jolie Parc Commune de Ngaliema	Certificat d'enregistrementFolio 21 du 23/10/2018
	7	A affecter	Immeuble	Croisement des avenues de la Libération et des Orangers n°3744, Commune de Gombe	Certificat d'enregistrement Vol. AGL 546 Folio 1 du 11/01/2019
	8	A affecter	Immeuble	Boulevard du 30 juin, Commune de Gombe	Obtenu du Ministère des ITPR
DUI-K	1	Siège	Immeuble	Avenue de la Révolution n° 819, Place Commerciale/Commune de Limete	Vol. AMA 80 Folio 104
	2	CDI	Immeuble	Croisement des avenues Commerce et Kasai, Commune de Gombe	Vol. AI463 Folio 124 du 15 juin 2011
	3	CIS/Kinshasa	Immeuble	Av. Kabambare n° 119 Commune de Kinshasa	
	4	Division Véhicules + CIS/Limete	Immeuble	Petit Boulevard 7 ^{ème} Rue, Quartier Industriel, Commune de Limete	Vol. AMA. 122 Folio 102 du 13 décembre 2012
	5	CIS/Kasa-vubu	Immeuble	Avenue Dibaya n° 52 Commune de Kasa-vubu	
DPI/Ban dundu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Mission n° 37, Q/Salongo Commune de Basoko	Vol. VLB. VIII Folio 9
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Lumumba n°281	
	3	CIS Inongo	Immeuble	Avenue Mobutu n°123	Certificat d'enregistrement n° 919 C.U Plan Cadastral

	4	CIS Kahemba	Immeuble	Avenue de l'hôpital n°10 cité de Kahemba	
	5	CIS Masimanimba	Immeuble	Bld National n°13 cité de Masimanimba	
DPI/Kongo Central	1	Siège + CDI	Immeuble	Avenue de la Poste n° 14, Q/Ville basse Commune de Matadi	N° 16486 Vol. C1/7 Folio 136 du 9 juillet 2012
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Mikalukidi n° 42 Q/Ville haute Commune de Matadi	
	3	Guest House	Immeuble	Avenue Corniche, n° 25 Q/Ville haute, Commune de Matadi	N° 28205 Vol. C1/4 Folio 105 du 01 février 2011
	4	CIS MbanzaNgungu	Immeuble	Avenue de la Poste N°3 Ville basse	
	5	CIS Moanda	Immeuble	Avenue Tshitshia n° 02 Cité de Moanda	
	6	CIS Inkisi	Immeuble	Concession District lukaya	
	7	CIS Tshela	Immeuble	Avenue Mavambu n°4, Quartier Tshela	
	8	CIS Luozi	Immeuble	Avenue Place Commercial vers Rond-point Ngandu Cité de Luozi	
	9	CIS Boma	Immeuble	Avenue Mahuku n° 13 Centre-ville	
DPI/Equateur	1	Résidence DP	Immeuble	Avenue Major Vangu n° 6 Commune de Mbandaka	N° 29088 Vol. E/1 LXII Folio 38 du 20 décembre 2013
	2	Siège DPI	Immeuble	Avenue Bolenge n° 17/Centre-Ville de Mbandaka	
	3	CIS Gemena	Immeuble	Avenue Mobutu n° 2015, Centre-ville	Certificat d'enregistrement Vol. VII Folio 190
	4	CIS Bumba	Immeuble	Avenue Mongandenge n°8 Centre-ville	Certificat d'enregistrement Vol. IV Folio 206
	5	CIS Lisala	Immeuble	Avenue Mobutu n° 9 Centre-ville	
	6	CIS Zongo	Immeuble	Avenue Mobutu n° 1, Lisala	
	7	CIS Boende	Immeuble	Avenue Loi n° 5 Q/Urbain Commune de Boende	
DPI/Kasaï-Occidental	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Kasa-Vubu et Guillaume Lubaya n° 236 Q/Malanji Commune de Kananga	Vol. M38 Folio 93 du 23 septembre 2009
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Walikale n° 364 Q/Malanji Commune de Kananga	
	3	CDI	Terrain	Croisement des avenues de la maison et kinkole n° 464 Commune de Kananga	
	4	CIS Tshimbulu	Immeuble	Route de Kananga/Centre-Ville	
	5	CIS Kananga	Immeuble	Avenue Saio n° 05 Q/Malanji Commune de Kananga	
	6	CIS Dibaya	Immeuble	Route de Kananga n° 52 Q/Tshimbulu	
	7	CIS LUIZA	Terrain	Route Kananga n° 3720	
	8	CIS Ilebo	Immeuble	Avenue Kabila n° 282 Q/Lumumba	

	9	CIS Kamonia	Immeuble	Avenue Lumumba n° 537 Cité de Kamonia	
	10	CIS Tshikapa	Immeuble	Avenue Likasi n° 1353 Commune de Kanzala Ville de Tshikapa	
DPI/Kasai-Oriental	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Kasangulu n° 8 Commune de Diulu	
	2	CDI	Immeuble en construction	Avenue TshalaMuana Commune de Muya	
	3	CIS Mwene-Ditu	Immeuble en construction	Avenue Ubangi n°1 Commune de Mwene-Ditu	
	4	CIS Lomami	Terrain en construction	Avenue Ludimbi n° 8	
DPI/Katanga	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Sendwe n° 69 Commune de Katuba Ville de Lubumbashi	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Basoko n° 5 Ville de Lubumbashi	
	3	Antenne/DGE	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12 Ville de Lubumbashi	
	4	CDI Lubumbashi	Immeuble	Avenue Kapenda n° 13 Ville de Lubumbashi	n° Vol. 278 Folio 91
	5	CIS Lubumbashi	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12 Ville de Lubumbashi	
	6	CIS Katuba	Immeuble	Avenue Kimambu n° 3 Commune de Katuba	
	7	CIS Kamalondo	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12/14 Ville de Lubumbashi	
	8	CIS Likasi	Immeuble	Avenue de la Justice n° 5 Centre-ville	
	9	CIS Kolwezi	Immeuble	Avenue Lukala n° 617 Commune de Dilala	
	10	CIS Kalemie	Immeuble	Avenue Lumumba n° 27	
	11	CIS Kamina	Immeuble	Avenue mamayemo n° 21 Centre-Ville	
	12	CIS Sakania	Immeuble	Avenue Kasumbalesa n° 132	Vol. 2 Folio 0170 et Vol. 2 Folio 0171 du 4 mars 2014
	13	CIS Kipushi	Immeuble	Avenue Mobutu	
DPI/Maniema	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue du commerce n°5 Commune de Kasuku	N° 37413 Vol. H5 Folio 192 du 20 septembre 2010
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Ikese IIIC Commune Kasuku	
	3	CIS Kindu	Immeuble	Avenue 3Z Commune de Kasuku	
	4	CIS Kalima	Immeuble	Avenue Kingombe Cité Kakutya Commune de Kalima	
	5	CIS Kasongo	Terrain	Avenue Lambalamba n° 47	N°0442; vol H VII,folio 1111
	6	CIS Punia	Terrain	Quartier administratif	
	7	CIS Lubutu	Immeuble	Quartier administratif	
	8	CIS Kabambare	Immeuble	BlvdMaluku Q/de la paix	N°0687; vol H 67,folio 1112
DPI/Nord-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Mont Goma n° 12/6 Q/les volcans Commune de Goma	
	2	CDI	Immeuble	Avenue des messagers n° 10 Q/les volcans Commune de Goma	
	3	CIS Goma	Immeuble	BlvdKanyamuhanga n° 12 Q/les volcans Commune de Goma	Acte de vente du 23 juin 2008
	4	CIS Beni	Immeuble	Croisement des avenues Atshongya et Svirwa Commune de Bungulu	

	5	CIS Butembo	Immeuble	Q/Bel air Commune de Vulamba	
	6	CIS Masisi	Terrain	Bloc administratif de Sake	
	7	Centre Médical	Immeuble	Avenue des Messagers n° 10 Q/les volcans Commune de Goma	
DPI/Province Orientale	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Matabo et Tanganyika Commune de Makiso Ville de Kisangani	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Salumu n° 04 Commune de Makiso Ville de Kisangani	
	3	CDI	Immeuble	Avenue Mataba n° 10 Commune de Makiso Ville de Kisangani	Vol. CK 113 Folio 109 du 22 janvier 2014
	4	CIS Watsha	Immeuble	Avenue Kibali n° 502	
	5	CIS Isiro	Immeuble	Avenue Panga n° 6659, Centre-Ville	
	6	CIS Bondo	Immeuble en construction	Avenue Mobutu, Marché Central	
	7	CIS Dungu	Immeuble	Q/NgilimaDungu Centre	
	8	CIS Isangi	Immeuble	Q/ MundeleNgulu, Centre Commercial	
	9	CIS Bunia	Immeuble	Boulevard de Libération n° 265, Q/ Lumumba, Ville de Bunia	
	10	CIS Mahagi	Immeuble	Avenue Népal n° 15, Q/A, C/Mamba	
	11	CIS Mambasa	Immeuble	Croisement Route Nationale et Route Beni n°4	
	12	CIS Djugu	Immeuble	Avenue Landa, Q/DC6, Mungwalu Centre	
	13	CIS Aru	Immeuble	Q/ESSEFE, Route principale	
	14	CIS Banalia	Immeuble	Q/AbangaNdombe, Banalia Centre	En cours de construction
DPI/Sud-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Cathédrale n° 5 Q/Ndendere Commune d'Ibanda	Certificat d'enregistrement Vol. F 98 Folio 73 du 5 mars 1991
	2	CIS Bagira	Immeuble en construction	Sentier Nyangwe n° 1 Q/Lumumba	
	3	CIS Kadutu	Immeuble en construction	Avenue camp cinéma Q/Kasalu Commune de Kadutu	
	4	CIS Fizi	Immeuble en construction	Avenue AEBAZ	
	5	CIS Mwenga	Terrain	Avenue Katimuga Centre commercial	
	6	CIS Walungu	Terrain	Avenue Rubumba Cité Kamanyola	
	7	CIS Shabunda	Terrain	Avenue Motomoke n° 32	

V.4.2. Situation du charroi automobile

La situation du charroi automobile de la DGI à fin 2020 est présentée de la manière ci-après :

V.4.2.1. Acquisitions de l'année

N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
								FABRIC.	MISE EN CIRC.	
1	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MAT494051J7L00089	5858BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
2	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04684	5793BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
3	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04693	5791BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
4	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04678	5800BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
5	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DKU850447	1306BG01	CD STATISTIQUES/DESCOM	2019	2020	
6	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77694	2525BH01	CELLULE TECHNIQUE/INSPECTEUR	2019	2020	
7	SUZUKI	CIAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00394664	3836BH01	SECRETAIRE DG	2019	2020	
8	SUZUKI	CIAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00390578	4792BH01	SECRETAIRE DGA QAF	2019	2020	
9	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105527	5006BG01	DLEG	2019	2020	
10	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105456	4025BG01	DESCOM/COMMUNICATION	2019	2020	
11	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105696	6212BG01	DIREC	2019	2020	
12	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105473	8403BG01	DIRINFO	2019	2020	
13	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105481	5164BH01	DGBSG	2019	2020	

V.4.2.2. Déclasséments de l'année

N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
								FABRIC.	MISE EN CIRC.	
1	HYUNDAI	IX35	9	VOITURE	KMHJT81BDCU448640	0948AL01	DIRECTEUR DLEG	2012	2012	

V.4.2.3. Situation actualisée

Tenant compte des acquisitions et des déclasséments de l'année, la situation actualisée du charroi automobile de la DGI à fin 2020, se présente comme indiquée dans le tableau ci-dessous :

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	1	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00233	5041AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	2	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00144	5042AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	3	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L177	5043AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	4	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00169	5044AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	5	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00230	5045AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	6	TATA	BUS	40	BUS	MAT389066B0L00966	3179AH01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	7	TATA	BUS	40	BUS	MAT38066B0L00038	9650AG01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	8	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252GOLO3594	9698AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	9	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252GOLO3587	9699AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	10	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252GOLO3583	9702AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	11	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252GOLO3588	9703AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	12	TOYOTA	LAND CRUISER 200SWG X BASIS	23	JEEP	JTMHX05J3G4123391	8377AH10	DIRECTEUR GENERAL	2017	2017	

	13	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJ6GK178821	5842AV01	DIRECTEUR GENERAL HONORAIRE	2016	2016	
	14	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU81EDGU569850	5202ATO1	DGA/QRF	2016	2016	
	15	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEDX9F15HK26127	8230AX01	DGA/QAF	2016	2017	
ADMINISTRATION CENTRALE	16	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJ5G5097226	5882AV01	DGA/QAF	2016	2016	
	17	TOYOTA	NEW RAV4	13	JEEP	JTMBD9EVXODO55280	3342AQ01	DGA/QAF	2014	2014	
	18	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEBX9FJXHK266825	8229AX01	DGA/QAF	2016	2017	
	19	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJOGK178863	5883AV01	DGA/ QFR HONORAIRE	2016	2016	
	20	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	MR2BW9F3801075190	1349AR01	SEC DG HONORAIRE	2014	2015	
	21	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW923X01237639	3234AN01	SEC DGA/QAF HONORAIRE	2012	2013	
	22	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00253987	0301AY01	SEC DGA/QAF	2017	2017	
	23	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00256658	9060AX01	SEC DGA/QAF	2017	2017	
	24	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00293532	0305AZ01	SEC DGA/QFR	2017	38337	
	25	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW92360L056784	1962AM01	SEC DGA/QFR HONORAIRE	2013	2013	
	26	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU8101DEU399250	5149AS01	INSPECTEUR- COORDONNATEUR	2014	2015	
	27	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU81CDHU810242	9064AX01	DIRECTRICE DRR	2017	2017	

	28	TOYOTA	LAND-CRUISER	17	JEEP	JTEB71J500057940	1929AH01	CENTRE MEDICAL	2010	2011	AMBULANCE
	29	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G203096306	4421AS01	DIRECTEUR GENERAL	2010	2015	
ADMINISTRATION CENTRALE	30	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G803094771	4422AS01	DGBSG	2010	2015	
	31	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK226703077895	5784AN01	DGBSG	2013	2013	
	32	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P105010426	1003AS01	DGBSG		2015	
	33	HYUNDAI	H-1	12	FOURGONETTE		0222AH01	COMPTABILITE CODE 0554	2010	2011	
	34	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RACU445667	0947AL01	COORDINATION	2012	2012	
	35	MITSUBISHI	L200	14	PICK-UP	V5M214875	4516AK01	DETACHEMENT POLICE/DGI	2011	2012	
	36	TIGO	CHERY		JEEP	CHASSISLVVDB4B2CD055887	5109AL01	COORDINATION	2012	2012	
	37	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027	0197AM01	DRH/DIV. AFFAIRES SOCIALES	2011	2012	
	38	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J707025173	3612AQ01	DRR	2014	2014	
	39	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P205010418	1002AS01	COORDINATION	2014	2015	
	40	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P500027503	1005AS01	DESCOM	2014	2015	
	41	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P005010417	1001AS01	DRH	2014	2015	
	42	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71JX00086964	2777AY01	CENTRE MEDICAL	2016	2017	AMBULANCE
	43	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTF22G403061530	5602AM01	DIREC	2013	2013	
	44	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G103099892	0338AW01	DIRAF/ANTENNE LUFU	2015	2016	
	45	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58630	9245BB01	CD GESTION BUDGETAIRE	2018	2019	
	46	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58626	9243BB01	CD MAINTENANCE	2018	2019	
	47	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58624	9241BB01	CD INTENDANCE	2018	2019	

	48	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50730	9246BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE ENQUETE ET CONTRE VERIFICATION FISCALE	2018	2019	
	49	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50729	9242BB01	CHEF DE DIVISION DE LA COORDINATION	2018	2019	
ADMINISTRATION CENTRALE	50	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50728	9239BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE SUIVI ET ENCADREMENT DES SERVICES	2018	2019	
	51	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77719	2426BE01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE AUDIT	2018	2019	
	52	HYUNDAI	NEW SANTAFE 2.4		JEEP	KMHS381DKU109435	2747BC01	PRESIDENT DELEGATION SYND/DGI	2018	2019	
	53	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FF300K002200	5015BC01	RECEVEUR PRINCIPAL DGI	2018	2019	
	54	HYUNDAI	H1	12	MINIBUS	KMJWA37RBKU043398	3063BC01	DGBSG	2019	2019	
	55	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHS381FDKU142829	6249BC01	DIRECTEUR DGBSG	2019	2019	
	56	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHS381FDKU142982	6247BC01	DIRECTEUR DIREC	2018	2019	
	57	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50727	9244BB01	CD COMMUNICATION ET DOCUMENTATION/DESCOM	2018	2019	
	58	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77714	2441BE01	CD POURSUITES/DIREC	2018	2019	
	59	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77715	2437BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	60	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77717	2414BE01	COORDO. CELLULE D'ETUDES/DESCOM	2018	2019	
	61	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77718	2429BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	62	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77674	1398BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	63	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77654	2022BE01	CD AFFAIRES SOCIALES/DRH	2018	2019	
	64	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77655	2420BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	65	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77675	2017BE01	CD RECOUVREMENT/DIREC	2018	2019	
	66	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77678	0600BE01	CDETUDES ET DEVELOPPEMENT/DIRINFO	2018	2019	
	67	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77679	2399BE01	CD LEGISLATON ET REGIMES FISCAUX	2018	2019	

								D'EXCEPTION/DLEG			
	68	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77685	2092BE01	CD SUIVI DU CONTENTIEUX ET ELABORATION DE LA DOCTRINE/DLEG	2018	2019	
	69	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77686	1395BE01	CD EXPLOITATION/DIRINFO	2018	2019	
ADMINISTRATION CENTRALE	70	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77687	2466BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	71	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77689	2465BE01	CD STATISTIQUES ET BUDGET DES RECETTES/DESCOM	2018	2019	
	72	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77593	1263BE01	CD COORDINATION DES OPERATIONS D'ASSIETTE/DIRAF	2018	2019	
	73	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77702	2403BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	74	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77690	0168BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	75	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77692	0171BE01	CD RECOUPEMENTS/DRR	2018	2019	
	76	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77698	0172BE01	CD RESSOURCES HUMAINES/DRH	2018	2019	
	77	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77701	0167BE01	CD IMMATRICULATION ET GESTION DES REPERTOIRES/DIRAF	2018	2019	
	78	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77711	0170BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	79	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77713	0169BE01	CD RECHERCHE/DRR	2018	2019	
	80	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBKU043398	3063BC01	COORDINATION	2019	2019	
	81	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RALU105440	6114BF01	DIRAF	2019	2019	
	82	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJINA37RAKU030243	5661BE01	INSPECTION DES SERVICES	2019	2019	
	83	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FE200K001733	2789BE01	MEDECIN CHEF DE CENTRE MEDICAL/DGI	2018	2018	
	84	HYUNDAI	NEW SANTAFE 2.4		JEEP	KMHS381DKU109435	2747BC01	PRESIDENT DELEGATION SYND/DGI	2018	2019	
	85	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FF300K002200	5015BC01	RECEVEUR PRINCIPAL DGI	2018	2019	

	86	TATA	LP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00046	5580BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL/CENTRE MEDICAL	2018	2019	
	87	TATA	LP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00867	5584BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL/CENTRE MEDICAL	2018	2019	
	88	TATA	LP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00002	5585BE01	DGBSG	2018	2019	
	89	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971216	1482BF01	DRH /BUREAU VOYAGE	2019	2019	
ADMINISTRATION CENTRALE	90	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CDX02970302	BLANCHE	PROJET PAMRIM	2019	2019	
	91	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971581	1473BF01	COORDINATION	2019	2019	
	92	TOYOTA	PRADO VX	13	JEEP	JTEBH3FJ10K209766	9262BE01	DIRECTEUR GENERAL	2019	2019	
	93	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ10K023451	1484BF01	DGA/QAF	2019	2019	
	94	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ50K023436	1468BF01	DGA/QFR	2019	2019	
	95	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHNS81DHU295742	5982BB01	DIRECTEUR DRH	2018	2018	
	96	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHNS81DHU295750	5980BB01	DIRECTEUR DIRINFO	2018	2018	
	97	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHNS81DHU295752	5978BB01	DIRECTEUR DLEG	2018	2018	
	98	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHNS81DHU295746	5977BB01	DIRECTEUR DIRAF	2018	2018	
	99	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHNS81DHU295735	5983BB01	DIRECTEUR DGE	2018	2018	
	100	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHNS81DHU220395	6569BB01	DIRECTEUR DESCOM	2017	2017	
	101	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU738852	5981BB01	DIRECTEUR GENERAL	2018	2018	

	102	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU734868	0382BB01	DGA/QFR	2018	2018	
	103	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU736991	5976BB01	DGA/QAF	2018	2018	
	104	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHS381FDKU142982	6247BC01	DIRECTEUR DIREC	2019	2019	
	105	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHS381FDKU142829	6249BC01	DIRECTEUR DGBSG	2019	2019	
ADMINISTRATION CENTRALE	106	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MAT494051J7L00089	5858BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	107	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04684	5793BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	108	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04693	5791BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	109	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04678	5800BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	110	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DKU850447	1306BG01	CD STATISTIQUES/DESCOM	2019	2020	
	111	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77694	2525BH01	INSPECTEUR/CELLULE TECHNIQUE	2019	2020	
	112	SUZUKI	CIAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00394664	3836BH01	SECRETAIRE DG	2019	2020	
	113	SUZUKI	CIAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00390578	4792BH01	SECRETAIRE DGA QAF	2019	2020	
	114	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105527	5006BG01	DLEG	2019	2020	
	115	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105456	4025BG01	DESCOM/COMMUNICATION	2019	2020	
	116	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105696	6212BG01	DIREC	2019	2020	
	117	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105473	8403BG01	DIRINFO	2019	2020	
	118	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105481	5164BH01	DGBSG	2019	2020	

DGE	1	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71J20006552	8494AL01	DGE	2011	2012	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB871J407024851	6124AP01	DGE	2014	2014	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEE9B71J407024118	6280AP01	DGE	2014	2014	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB7371J107025122	6019AP01	DGE	2014	2014	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05	DGE/ANT. KATANGA	2014	2014	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05	DGE/ANT. KATANGA	2014	2014	
	7	TOYOTA	HILUX	13	CAMIONNETTE	AHTFK22GGO3050042	1400AE05	DGE/ANT. KATANGA	2010	2010	
	8	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD702970662	1481BF01	DGE	2019	2019	
	9	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD302970416	1474BF01	DGE	2019	2019	
DUI-K	1	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTGRB71J0A7004921	3222AH01	SIEGE	2010	2011	
	2	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027559	8543AT01	SIEGE	2013	2013	
	3	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP		4954AK01	CDI KINSHASA	2011	2012	
	4	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0031581	3262AN01	SIEGE	2013	2013	
	5	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015264	3436AK01	CDI KINSHASA/COURRIER	2013	2013	
	6	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTERB71J800064753	1251AM01	CDI KINSHASA	2012	2013	
	7	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014322	2788BE01	CDI KINSHASA	2018	2019	
	8	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD002971216	1477BF01	SIEGE	2019	2019	

DPI/BANDUNDU	1	HYUNDAI	SANTA FE GL	14	JEEP	KMHSU81CDFU397905	2194AS01	DIRECTION	2014	2015	
	2	NISSAN	BLEU		PICK-UP	JN1CTUD227005710B	0196AA11	SIEGE	2004	2005	MAUVAIS ETAT
	3	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G503034253	0197AA11	CIS KIKWT	2008	2009	MAUVAIS ETAT
	4	NISSAN	HARBODY		PICK-UP	ADNJ98000E006611	0441AA12	SIEGE	2009	2010	MAUVAIS ETAT
	5	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G903069524	8492AL01	SIEGE	2011	2012	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTERB71JX00072160	0833AA12	SIEGE	2012	2013	
	7	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73JAJ0014300	1416AA12	SIEGE	2018	2019	
DPI/EQUATEUR	1	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTEEBZ1J207017286	0575AA03	SIEGE	2013	2014	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBF182041722	0001AA03	SIEGE	2008	2009	
	3	NISSAN		14	CAMIONNETTE	OOO62968	0088AA26	SIEGE		2010	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV735001431	0900AA03		2018	2019	
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1	TOYOTA	PRADO TX	14	JEEP	JTEBD9FJ30K015156	1765AA08	DIRECTION	2014	2014	
	2	TOYOTA	PRADO GX	14	JEEP	JTBK28J2800034547	0990AA08	INSPECTION	2006	2007	
	3	NISSAN	NISSAN	14	JEEP	ANDJ980000E006680	1280AA08	DIV. GB&SG	2010	2010	
	4	TOYOTA	HIACE	14	MINIBUS	LH119-0011427	KW2055BB	DIV. GB&SG	2007	2007	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73JXJ0014277	1993AA08		2018	2019	

DPI/KASAI-ORIENTAL	1	HYUNDAI	GALOPER	14	JEEP			DIV. GB & SG	1997	1998	
	2	TOYOTA	HILUX	12	PICK UP	AHTFK22G602034018	055AA09	DIRECTION	2008	2009	
	3	NISSAN	HARD BODY	12	PICK UP	ADNJ980000E006647	2020AA09	DIV. GB & SG	2009	2010	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	12	JEEP	JTRB71J400072087	3333AA09	DIRECTION	2013	2014	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014288		DIRECTION	2018	2019	
DPI/KATANGA	1	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS		9571AN05	SIEGE	2017	2018	
	2	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS		9572AN05	SIEGE	2017	2018	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05		2013	2014	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05		2013	2014	
	5	TOYOTA	HILUX	15	CAMIONNETTE	AHTFK22GGO3050042	1400AE05		2010	2010	
	6	TOYOTA	PRADO TXL	12	JEEP	JTEBH9FJ80K198431	9570AN05	DIRECTION	2017	2018	
	7	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD80004202	9573AN05	SIEGE	2017	2018	
	8	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD000046193	9571AN05	CDI LUBUMBASHI	2017	2018	
	9	TOYOTA	HIACE	12	MINIBUS	JTFJK02P000031958	9572AN05	SIEGE	2017	2018	
	10	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD802970279	1496BF01	CIS KOLWEZI	2019	2019	
	11	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014281		CDI LUBUMBASHI	2018	2019	

DPI/KONGO CENTRAL	1	TOYOTA	RUNNER	15	JEEP	9008058	0615AA10	SIEGE	1990	1990	HORS USAGE
	2	TOYOTA	LAND CRUISIER	17	JEEP	14509	9353AJ10	SIEGE	2018	2018	
	3	TOYOTA	LAND CRUISIER	14	JEEP	207025501	4950AG10	SIEGE	2014	2014	
	4	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	3033930	0600AA10	SIEGE	2008	2008	
	5	TOYOTA	LAND CRUISIER	17	JEEP	OO14495	9354AJ10	SIEGE	2018	2018	
	6	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027660	1247AM01	CDI MATADI	2012	2012	
	7	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027664	2401AC01	CDI MATADI	2011	2011	
	8	TOYOTA	LAND CRUISIER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014509	9353AJ10	SIEGE	2018	2019	
	9	TOYOTA	LAND CRUISIER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014595	9354AJ10	SIEGE	2018	2019	
DPI/MANIEMA	1	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU810DEU399745	5975AS01	DIRECTION	2014	2015	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014513			2018	2019	
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J807042743		CDI KISANGANI	2018	2019	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEBB71J304338290		CDI KISANGANI	2018	2019	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71607045589	6812AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J607045625		SIEGE	2018	2019	

DPI/NORD-KIVU	1	FORD			CAMIONNETT E	FE406W492493	0006AA19	SIEGE	2006	2007	AMORTI
	2	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G-503034026	0005AA19	SIEGE	2008	2009	AMORTI
	3	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEBX9FJ10K114927	5913AC19		2013	2013	AMORTI
	4	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	MBOFR226700752	5912AA19	CDI GOMA	2013	2013	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	KZI95001132	0007AA19	CDI GOMA	2008	2009	AMORTI
	6	FORD			CAMIONNETTE	IZL15PLA3DHC	1399AA19	CIS BUTEMBO	2006	2007	MAUVAIS ETAT
	7	FORD			CAMIONNETTE		8100AA19	CIS BENI	2010	2010	
	8	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73J0J0014272	0949AP19	CDI GOMA	2018	2019	
	9	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73J0J0014273	0948AP19	DIRECTION	2018	2019	
DPI/SUD-KIVU	1	TOYOTA	HARRIER	7	JEEP	ACU10-0004797	0009AA22	DIRECTION	2001	2002	
	2	FORD	RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W493680	0003AA22	CIS IBANDA	2005	2006	
	3	TOYOTA	HILUX	15	PICK UP	D915417FB	0002AA22	DIV. RECOUVREMENT	2008	2008	
	4	NISSAN	HARD BODY	15	PICK UP	ADNJ980000E006241	2399AB19	CIS KADUTU	2008	2008	
	5	TOYOTA	LAND CRUISIER	15	JEEP	JTERB71J00069647	4900AB	DIRECTION	2007	2013	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014274	5164AC22		2018	2019	

V.4.3. Situation des motos

A la clôture de l'année 2020, la situation des motos mises à la disposition des Services se présente comme suit :

N°	SERVICE	NOMBRE
1	DUI-K	72
2	DPI/BANDUNDU	29
3	DPI/KONGO CENTRAL	3
4	DPI/EQUATEUR	2
5	DPI/KASAI-OCCIDENTAL	27
6	DPI/KASAI-ORIENTAL	48
7	DPI/KATANGA	9
8	DPI/PROVINCE ORIENTALE	35
9	DPI/SUD-KIVU	14
TOTAL		239

V.4.4. Situation des hors-bords

A fin 2020, la situation des hors-bords se présente de la manière ci-dessous :

N°	SERVICE	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION	AFFECTATION
DUIK			
1	YAMAHA		CIS/NSELE
DPI/BANDUNDU			
1	YAMAHA	2013	
2	YAMAHA	2020	CIS/NIOKI
DPI/ EQUATEUR			
1	YAMAHA	2010	CIS/MBANDAKA
2	YAMAHA	2011	CIS/LUKOLELA

VI. INFORMATISATION DES SERVICES

Au cours de l'année 2020, la DGI a poursuivi le processus d'informatisation de la DGE et des Services tant Centraux qu'Urbain et Provinciaux. Il s'agit principalement de la mise en œuvre de la télé déclaration mais aussi du renforcement des capacités des utilisateurs pour une meilleure exploitation des applications informatiques dans le cadre de la gestion de l'impôt et des ressources humaines.

Ce processus se traduit par :

1 Dans le domaine de l'informatisation des services

- la conception et l'analyse d'une nouvelle application pour la Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux ainsi que les travaux de finalisation de cette application ;
- la migration de la base de données et de l'application GESIMPOT d'ACCESS vers SQL Server 2012 des Centres des impôts de Kinshasa, Lubumbashi et Goma et évaluation des travaux ;
- le déploiement et le test de la nouvelle application GESIMPOT de la base de données d'Access vers SQL Servers aux Centres des impôts de Kinshasa, Lubumbashi et Goma ;
- l'élaboration des spécifications techniques et fonctionnelles du module de biométrie ainsi que sa validation avec la Société HOLOGRAM, fournisseur de la solution, en collaboration avec la Direction de l'Assiette Fiscale ;
- l'organisation, dans le cadre du projet de mise en place d'un système d'information pour la collecte et la gestion de la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations réalisées par les assujettis au moyen des dispositifs électroniques fiscaux, des séances de travail avec le Groupement des sociétés IUNETWORKS LLC et PROBASE Ltd, adjudicataire du marché de conception et d'implémentation dudit système, pour la mise au point du contrat et la présentation du système à la DGI ;
- l'organisation des séances de travail avec la Société Africa Développement Capital, devant fournir à la DGI son logiciel de gestion de courriers, pour la présentation dudit logiciel;
- l'assistance aux postes déconcentrés du NIF sur l'utilisation du logiciel DGIREP et la gestion des anomalies sur la version améliorée ;
- la production des états sur le suivi des AMR et sur les impositions pour la Direction du Recouvrement ;
- l'intégration des utilisateurs de la Direction de la Recherche et des Recouvrements dans le nouveau domaine « dgirdc.cd » ;
- l'exploitation des bases de données des services reformés, pour extraire les statistiques des répertoires des contribuables ;
- la participation à la séance de travail sur l'évolution des travaux du bâtiment devant abriter le Datacenter ;
- la création des utilisateurs de la DIRINFO dans le domaine dgirdc.cd et comme utilisateur de la messagerie mail.dgirdc ;
- la création des utilisateurs de la DIRAF et de la DIREC dans le domaine dgirdc.cd et comme utilisateurs des bases de données GESIMPOTS de la DIRINFO ;

- la sécurisation des serveurs et le développement de l'antivirus client-serveur du parc informatique du Siège de la DPI Équateur, du CDI Matadi et du Siège de la DPI Kongo Central ;
- la migration de la base de données de la DGE vers SQL Server 2017 ;
- la finalisation de la configuration des différents services et ressources du réseau de la DGI ;
- la reconfiguration dans le Domaine dgirdc.cd des CDI Goma, Lubumbashi et Matadi ;
- le suivi de la connectivité des sites distants et le déploiement des équipements y relatifs aux CDI Lubumbashi, Goma et Matadi.

2 Dans le cadre de la mise en œuvre de la Télé déclaration

- la maintenance de l'application ;
- le support technique et assistance des utilisateurs ;
- le suivi de la disponibilité de la plateforme télé-déclaration ;
- la poursuite de la configuration du contrôleur de domaine secondaire ;
- la poursuite des tests et l'évaluation de la version améliorée du logiciel de télé-déclaration.

3 Dans le cadre du projet SYCO – GD – TVA

- l'examen de la contestation de la Société SOFT BUSINESS SOLUTIONS des critères de qualification, jugés discriminatoires aux nationaux, des soumissionnaires au marché relatif à la mise en place d'un système d'information de collecte et de gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis au moyen des dispositifs électroniques fiscaux ;
- la préparation de la sensibilisation interne en rapport avec le projet SYCO – GD – TVA au regard de la proposition de la société RADIX ;
- la sélection du prestataire devant réaliser le (système SYCO – CD – TVA).

4 Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs

- la formation des utilisateurs de la base de données et de l'application GESIMPÔT d'ACCESS vers SQL Server du CDI Lubumbashi, CDI Matadi et CDI Goma.

VII. PLAN DE REFORMES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

VII.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI

Les réformes mises en œuvre par la DGI au cours de l'exercice 2020 visent la mobilisation accrue des recettes, la modernisation de l'Administration fiscale ainsi que l'amélioration du climat des affaires. Elles se sont matérialisées, d'une part par les textes réglementaires et d'autre part, par la prise en compte des mesures fiscales contenues dans la Loi de finances n° 19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020, à savoir :

- **Mesures réglementaires**

La DGI a initié des projets de textes réglementaires à caractère fiscal, qui ont par la suite, été sanctionnés par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances. Il s'agit des textes ci-après :

- Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2020/003 du 4 février 2020 relatif à la détermination d'un système fiscal de référence et aux modalités d'évaluation de la dépense fiscale ;
- Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2020/014 du 26 juin 2020 portant modification du taux de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des micro-entreprises ;
- Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2020/021 du 3 décembre 2020 fixant les modalités de calcul, de déclaration et de règlement de l'impôt spécial sur les plus-values de cession d'actions ou de parts sociales.

- **Mesures d'exécution de la Loi de finances pour l'exercice 2020**

Ces mesures fiscales ont modifié et complété quelques dispositions de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, de l'Ordonnance-loi n° 13/06 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits et de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales.

Elles sont résumées de la manière ci-dessous :

2.1. En matière d'impôts cédulaires sur les revenus

- modification du barème d'imposition à taux progressifs de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) par l'imposition de la première tranche des revenus au taux de 3% ;
- exclusion à l'impôt professionnel sur les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés des micro-entreprises, du principe de réduction d'une quotité de l'IPR de 2% pour chacun des membres de la famille à charge ;
- actualisation du montant minimum de l'impôt professionnel individuel de 1.500 Francs congolais à 2.000 Francs congolais par mois.

2.2. En matière du régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits (IBP)

- fixation de l'échéance de souscription de la déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des petites entreprises et de paiement de l'acompte de 60% de l'impôt y afférent au 31 janvier de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus ;
- fixation de l'échéance de versement du solde de 40% de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des petites entreprises, au moyen d'un bordereau, au 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus.

2.3. En matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée

- latitude donnée au Ministre ayant les finances dans ses attributions de fixer, par arrêté, la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions introduites dans la législation en matière de TVA sur l'utilisation des dispositifs électroniques fiscaux.

2.4. En matière d'acomptes provisionnels de l'impôt sur les bénéfices et profits dus par les Grandes et Moyennes Entreprises

- augmentation du nombre d'échéances de versement d'acomptes provisionnels de l'impôt sur les bénéfices et profits de deux (2) à quatre (4), soit avant le 1^{er} juin, avant le 1^{er} août, avant le 1^{er} octobre et avant le 1^{er} décembre de l'année de réalisation des revenus imposables ;
- fixation du taux de chaque acompte provisionnel à 20%.

2.5. En matière de procédures fiscales

- mise en harmonie des dispositions de l'article 13 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales avec le nouvel Acte uniforme de l'OHADA du 26 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière, qui institue de nouveaux documents comptables, à savoir : le tableau du flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres ainsi que des notes annexes en remplacement du tableau financier des ressources et des emplois, de l'état annexé et de l'état supplémentaire statistique qui étaient prévus par l'ancien Acte uniforme de l'OHADA du 24 mars 2000 portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises ;
- possibilité, pour les sociétés installées en République Démocratique du Congo (RDC) qui se trouvent dans le lien d'interdépendance avec des sociétés ou groupes de sociétés établis hors de la RDC, de solliciter, par écrit, auprès de l'Administration des Impôts, la conclusion d'un accord préalable sur la méthode de détermination des prix de transactions intragroupes pour une durée ne dépassant pas quatre exercices ;
- droit, pour l'Administration des Impôts, de demander, en cas de constatation d'un transfert indirect de bénéfices à l'étranger au cours d'une vérification de comptabilité d'une entreprise se trouvant dans le lien d'interdépendance avec des sociétés ou groupes de sociétés établis hors de la RDC, de lui fournir des informations et documents précisant :

- la nature des relations entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors de la République Démocratique du Congo ou sociétés ou groupements établis hors de la République Démocratique du Congo ;
 - la méthode de détermination des prix des opérations qu'elle effectue avec ces entreprises, sociétés ou groupements et les éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;
 - les activités exercées par ces entreprises, sociétés ou groupements, liées à ces opérations ;
 - le traitement fiscal réservé à ses opérations et à celles réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors de la République Démocratique du Congo ainsi qu'à celles réalisées avec les sociétés ou groupements établis hors de la République Démocratique du Congo ;
- détermination, par l'Administration des Impôts, des prix d'achats ou de vente de l'entreprise, pour la rectification du résultat fiscal ou du chiffre d'affaires déclaré en cas de transfert de bénéfices, par comparaison au prix de pleine concurrence, par comparaison aux prix des entreprises similaires indépendantes ou par voie d'appréciation directe sur base d'informations dont elle dispose ;
 - pouvoir reconnu aux Agents chargés de mener des opérations de recherche et d'investigation de procéder à la régularisation de la situation fiscale de nouveaux contribuables découverts par eux, préalablement à leur prise en charge par les services opérationnels ;
 - institution des amendes sanctionnant le défaut d'annexes à la déclaration de l'impôt professionnel sur les rémunérations afférente au dernier mois de l'année ;
 - institution d'une amende sanctionnant le défaut de souscription, dans le délai, d'une déclaration créditrice de l'impôt sur les bénéfices et profits, en cas de régularisation après mise en demeure ;
 - identification du Fonctionnaire de l'Administration des Impôts compétent pour procéder à la fermeture provisoire des établissements en cas d'exercice d'activité, par un contribuable, sans disposer du Numéro Impôt, en l'occurrence l'Agent de recherche ou de recensement revêtu de la qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte ;
 - régularisation d'office de la situation fiscale dudit contribuable par le même Agent de recherche ou de recensement.

VII.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans l'objectif de la maximisation des recettes et de la modernisation de la DGI, les mesures suivantes ont été envisagées :

VII.2.1. En ce qui concerne la réforme des structures

La Direction Générale des Impôts a élaboré et soumis à l'Autorité de tutelle un projet de Décret modifiant le Décret n° 017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts, lequel propose notamment :

- la restructuration de l'Inspection des Services par la création de deux nouveaux Services, tous rattachés à la Direction Générale et dirigés par des Directeurs, en l'occurrence le Service d'Audit interne et l'Inspection des Services ;
- la création d'une nouvelle Direction au sein de l'Administration centrale dénommée « Direction de la Formation » ;
- la scission de la DGBSG en deux Directions distinctes : la « Direction de la Gestion Budgétaire » et la « Direction des services Généraux » ;
- la création d'une nouvelle Direction au sein de la DGI ; dénommée « Direction des Affaires Juridiques », avec des attributions distinctes de celles de la Direction de la Législation et de la Coopération Fiscale internationale ; chargée notamment des questions juridiques autres que fiscales ;
- la création des « Directions des Moyennes Entreprises » et des « Directions des Entreprises de petite taille » en remplacement des actuelles DUI-K et DPI.

VII.2.2. En ce qui concerne la réforme de la législation

- la consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;
- le renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;
- l'amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;
- la réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et d'un impôt sur les sociétés (IS).

VII.2.3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt

La mise en place du plan de modernisation du système informatique de la DGI comprend notamment :

- 1) la consolidation des bases des données par :
 - la réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications Web ;
 - la poursuite de la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement) ;
 - la poursuite de l'implémentation des applications informatiques métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque des données des recoupements) ;
- 2) l'acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI ;

- 3) l'acquisition d'un logiciel de gestion intégrée de l'impôt ;
- 4) la poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du NIF au sein des DPI non encore connectées au serveur central.

VII.2.4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel et des opérateurs économiques

- 1) la poursuite de la vulgarisation de la législation en matière de TVA ;
- 2) l'organisation des sessions de formation, notamment, par rapport aux matières ci-après :
 - prix de transfert ;
 - contrôle, notamment des entreprises des secteurs minier, bancaire, d'hydrocarbure et de télécommunication ;
 - normes comptables internationales pour le contrôle des banques commerciales ;
 - exercice du droit d'enquête et du droit de visite et de saisie ;
 - TVA ;
 - droit OHADA ;
 - dépense fiscale ;
 - prévisions budgétaires des recettes fiscales ;
 - statistique descriptive ;
 - audit interne.

Fait à Kinshasa, le

Barnabé MUAKADI MUAMBA